

LES IMPORTATIONS
DE
PRODUITS AGRICOLES ITALIENS
EN ALLEMAGNE

DE 1890 A 1925

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Adrien ROBINET DE CLERY

PROFESSEUR AGRÉGÉ

DOCTEUR EN DROIT

PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît

1935

LES IMPORTATIONS
DE
PRODUITS AGRICOLES ITALIENS
EN ALLEMAGNE

DE 1890 A 1925

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Les Idées politiques de Frédéric de Gentz. Lausanne
(Payot et Cie), 1917

Un Diplomate d'il y a cent ans : Frédéric de Gentz. Paris
(Payot et Cie), 1917

**Essai sur les rapports du pouvoir législatif et du pouvoir
exécutif dans le canton de Bâle-Ville.** Paris (Sagot
et Cie), 1921.

Edition critique des **Conversations avec Goethe** de Frédéric
Soret dans la « Collection des textes rares ou inédits ».
Paris (Editions Montaigne, F. Aubier), 1932

**La Politique douanière de l'Allemagne depuis l'avènement
de Caprivi jusqu'en 1925.** Paris (Marcel Rivière), 1935.

LES IMPORTATIONS
DE
PRODUITS AGRICOLES ITALIENS
EN ALLEMAGNE

DE 1890 A 1925

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Adrien ROBINET DE CLERY

PROFESSEUR AGRÉGÉ

DOCTEUR EN DROIT

PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît

1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

Quand on fait allusion aux importations allemandes de produits agricoles italiens, on songe volontiers à des jardins opulents pleins de fruits du Midi, embaumant l'orange, la mandarine, le citron, le cédrat, bref à toute une végétation de caractère nettement méridional; on évoque, en effet, des tonneaux de vin rouge et d'huile d'olives ainsi que des mottes de fromages de Gorgonzola.

Un examen un peu approfondi des chiffres montre qu'il n'en est pas tout à fait ainsi et que, de 1889 à 1915, puis de 1919 à 1925, les produits agricoles essentiels expédiés du Royaume d'Italie dans l'Empire allemand présentaient un caractère assez différent.

Sans doute, les importations que nous avons énumérées ont joué un rôle assez considérable. Toutefois, à aucun moment, ce rôle n'a été prépondérant pendant le quart de siècle qui a précédé l'entrée de l'Italie dans le conflit mondial. Il en fut, d'ailleurs, de même depuis la fin des hostilités.

C'est sur ces vingt-six années environ que portent les deux premiers livres du présent travail. La période dont il s'agit fut décisive dans l'histoire politique et économique de l'Italie contemporaine. De la chute de Bismarck au triomphe de l'irrédentisme, la péninsule fut entraînée tout d'abord dans le sillage de la politique triplicienne, ce qui pesa lourdement sur l'ensemble de la vie nationale et eut aussi des répercussions économiques. Il ne nous appartient pas d'examiner si, à cet égard, les avantages qu'en retira l'Italie au point de vue matériel dépassèrent les inconvénients d'une tutelle parfois encombrante et indiscreète.

Les agrumes dont nous parlions plus haut ne représentaient en 1889 qu'une valeur de 1.410.000 marks dans les exportations italiennes à destination de l'Allemagne, sur un total de 148.796.000 marks de marchandises exportées, soit moins de 1 %. Quant aux vins, bien que la valeur des expéditions faites en 1889 d'Italie en Allemagne aient atteint le montant tout à fait exceptionnel de 7.226.000 marks, ce chiffre ne constituait même pas alors un vingtième de la valeur totale des exportations italiennes dans ce pays (1). Pour l'huile d'olives pure et les autres huiles végétales comestibles (5.564.000 marks), la proportion fut encore moindre. Le fait que les importations d'huiles, encore abondantes en 1889, n'ont plus valu, au total, que 3.724.000 marks en 1913, dernière année « normale » qu'on puisse envisager avant le conflit de 1914, montre que les exportations italiennes de produits agricoles vers l'Allemagne ne se sont pas développées dans cette direction.

L'Italie est devenue, au contraire, peu à peu, le jardin potager et le verger, bref le réservoir de primeurs de l'Empire allemand au cours de la période wilhelmienne. Nous voyons, pendant la période envisagée, les importations italiennes de plantes potagères fraîches (légumes frais) sextupler de valeur, c'est-à-dire passer de 1.008.000 marks en 1889 à 6.673.000 marks en 1913. Pour les fruits de table à l'exception des agrumes, l'écart est plus saisissant encore (1.410.000 marks seulement en 1889 contre 26.000.000 de marks environ en 1913). En tenant compte du fait que le total des importations allemandes de provenance italienne a un peu plus que doublé au cours des vingt-quatre années considérées (1889 : 148.796.000 marks; 1913 : 317.644.000 marks), il y a là un développement digne, selon nous, d'être signalé.

Si donc l'Italie a « inondé » son alliée du Nord de produits agricoles pendant la période en question, ce ne fut pas tant d'agrumes (2), de vins et d'huiles, mais de choux-fleurs, de concombres, de pommes, de raisins de table, de noisettes, de

(1) 148.796.000 marks en 1889, comme nous l'indiquons plus haut.

(2) Sans doute les importations d'agrumes se sont beaucoup accrues entre 1889 et 1913, mais l'accroissement porte plus spécialement sur les citrons (7.900.000 marks d'exportations en Allemagne pour l'année 1913). En ce qui concerne les oranges, mandarines, cédrats, etc., la valeur totale atteignait, en 1913, 3.600.000 marks seulement, contre 20.245.000 marks d'importations allemandes de provenance espagnole la même année.

cerises, de pêches, de poires, etc. Les importations de pommes de terre fraîches nouvelles, d'amandes séchées, de fleurs fraîches, de graines à ensemercer ont fait, en même temps, des progrès sensibles, celles de soie grège (1), de chanvre, d'œufs et de volaille se sont développées normalement.

Dans quelle mesure les traités de commerce de 1891 et de 1904 ainsi que l'ensemble de la politique douanière dans les deux pays ont-ils pu contribuer à ce résultat? Au prix de quelles concessions à l'expansion industrielle de l'Allemagne? C'est ce que nous nous efforcerons de déterminer en premier lieu dans les pages qui vont suivre.

Nous supposerons connues les grandes lignes de la politique commerciale de l'Empire allemand et nous nous bornerons à renvoyer brièvement au travail d'ensemble que nous avons entrepris sur cette question (2).

L'année 1914 a cessé d'être une année « normale » pour le commerce international, dans le second semestre, tout au moins à partir du moment où a éclaté la guerre mondiale. D'août 1914 à mai 1915, c'est la période de la neutralité italienne; au printemps de 1915, l'Italie entre dans le conflit, rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne, mais déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie seule. Au point de vue économique, la période de 1915 à 1916 présente donc un caractère très particulier pour les relations italo-allemandes. C'est seulement à partir du 26 août 1916 que l'Italie se met sans restriction du côté des Alliés en déclarant alors aussi la guerre à l'Empire allemand.

Les hostilités terminées, avant la reprise des rapports économiques normaux, on peut de nouveau distinguer, pour la question que nous traitons ici, deux périodes, l'une allant de l'armistice de novembre 1918 à la mise en vigueur du Traité de Versailles le 11 janvier 1920, l'autre de cinq ans exactement,

(1) Nous rattachons ici les importations de soie grège (Positions 391 et suivantes de la Partie V du tarif douanier allemand de 1912, *Reichsgesetzblatt* 1902, n° 52, p. 358) à la catégorie des importations italiennes de produits agricoles, l'élevage du ver à soie présentant en Italie tous les caractères de la production agricole. Voir plus loin, p. 8 et 9 de la présente étude. Dans les autres produits agricoles au sens large du mot, nous comprenons les produits de l'agriculture, de la sylviculture, de l'horticulture, de l'élevage, etc. figurant aux positions 1 à 220 du tarif douanier allemand de 1902 (*Reichsgesetzblatt*, 1902, n° 52, p. 313 à 341).

(2) Voir *La Politique douanière de l'Allemagne depuis l'avènement de Caprivi jusqu'à nos jours (1890-1925)*.

du 11 janvier 1920 au 11 janvier 1925, date où, en vertu des articles 264 et 280 du Traité de Versailles, l'Allemagne reprenait, vis-à-vis de ses anciens adversaires, sa liberté complète en matière de politique commerciale. L'Italie est un des premiers pays alliés avec lequel l'Allemagne ait signé un accord douanier suivi de conventions tarifaires représentant plus qu'un simple arrangement sur la base de la clause de la nation la plus favorisée. Cet accord, ce sera le traité de commerce italo-allemand du 31 octobre 1925 dont nous donnons, à la fin de présente étude, une analyse détaillée, du point de vue spécial qui nous occupe. C'est à cette date, postérieure seulement de deux mois au vote de la loi douanière du 17 août 1925, que nous arrêtons notre travail, non sans, toutefois, examiner, pour finir, comment les résultats du traité de commerce italo-allemand d'octobre 1925 ont été ultérieurement appréciés.

Dans cette dernière partie (Livre III) de la présente étude, nous avons dû nous borner à des indications très sommaires pour tous les faits politiques et économiques n'ayant pas directement trait à la question examinée par nous.

Décembre 1933.

INTRODUCTION

CONDITIONS GÉOGRAPHIQUES DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN ITALIE

Toute étude sur les importations des produits de l'agriculture italienne dans une contrée quelconque — en Allemagne notamment — présuppose un examen assez approfondi des conditions géographiques de la production agricole pour le pays exportateur. Or, cette production, à son tour, limite évidemment, les possibilités, pour l'Italie, d'exporter, soit à l'heure actuelle, soit, d'une façon plus générale, à un moment donné de son évolution.

Au point de vue de la configuration géographique, le Royaume d'Italie se compose, extérieurement tout au moins, de trois régions essentielles, tout à fait distinctes en apparence : le bassin du Pô, qui par les affluents de ce fleuve se prolonge jusqu'au pied des Alpes, puis l'Italie péninsulaire proprement dite, enfin l'Italie insulaire (Sicile, Sardaigne, Ile d'Elbe, etc., sans parler des îlots côtiers et des archipels de moindre importance tels que les îles Egades et les îles Lipari) (1). Si cette division n'a pas le mérite d'une rigueur scientifique absolue, elle a l'avantage de paraître pratiquement assez commode, tout en ne tenant sans doute compte que d'une façon sommaire des différences considérables de climat constatées à l'intérieur de chacune des trois régions mentionnées. En dehors du facteur « climat », bien entendu essentiel pour la production agricole, qui englobe l'élément, fort important à cet égard, de l'abondance des pluies, il y a le facteur « possibilité d'irrigation »

(1) L'Italie continentale, bien distincte de l'Italie péninsulaire et insulaire (Italie méditerranéenne), se rapprocherait plutôt de l'Europe centrale ou danubienne.

dont le rôle est primordial dans un pays où le déboisement et l'aridité qu'il a entraînée ont tant nui au développement rationnel et normal de l'agriculture dans son ensemble.

Des géographes italiens ou allemands, tels, que, par exemple, Theobald Fischer, dans sa *Laenderkunde von Suedeuropa* et dans les études spéciales qui ont accompagné la publication de cet ouvrage en plusieurs langues (1), ont mis l'homme cultivé en général au courant des résultats de la recherche scientifique des spécialistes pour le bassin méditerranéen et la péninsule qui en constitue le centre. La science géographique italienne contemporaine a continué dans la même direction.

L'Italie péninsulaire sépare le bassin de la Méditerranée occidentale de celui de la Méditerranée orientale. En outre, c'est un pont naturel conduisant depuis l'Europe continentale jusqu'à proximité immédiate de l'Afrique. Les côtes italiennes ont une importance spéciale du fait que 80 % du territoire du Royaume d'Italie (antérieur à 1915) se trouvent situés à une distance de moins de 100 kilomètres de la mer. La côte occidentale présente, en Italie, un tout autre caractère que la côte orientale, ne serait-ce qu'à cause des rapports étroits de la côte occidentale avec l'Italie insulaire (archipel de Toscane, archipel de Campanie, proximité des côtes corses, détroit de Messine, etc.). Les ports naturels s'y trouvent nombreux et les ports artificiels ont été faciles à creuser : de Gênes à Livourne, de Livourne à Naples et de Naples à Palerme, alors qu'à l'Est, à part Ancône, ils sont fort rares, lorsqu'on longe la côte adriatique en se dirigeant vers le nord, de Brindisi à Venise. La côte de la Mer Tyrrhénienne est mieux protégée contre les tempêtes que ne le sont les côtes méditerranéennes de la France du sud-est, de l'Afrique du Nord, de l'Espagne, de la Grèce, etc.

Toute l'histoire géologique du sol italien fait ressortir encore le fait bien connu que la péninsule manque de houille, fait

(1) Parue en langue allemande dès mars 1891 comme partie de la *Laenderkunde von Europa* (tome III) éditée par le géographe célèbre A. Kirchhoff. L'édition italienne *Penisola italiana* a été publiée à Turin en 1902. Elle constitue une version complétée et corrigée de l'ouvrage primitif. La plupart des travaux supplémentaires de Theobald Fischer sur l'Italie qui sont venus s'ajouter à sa première étude ont été recueillis en langue allemande dans les deux volumes intitulés *Mittelmeerbilder* Leipzig-Berlin (Teubner) 1906 et 1908, dont ces essais constituent des chapitres séparés. Nous y renvoyons les lecteurs curieux de plus de détails qu'il ne nous est possible d'en donner ici.

dont on ne saurait sous-estimer ni l'importance économique en général, ni la signification particulière pour le problème des exportations de produits agricoles d'Italie vers les pays de l'Europe Centrale situés plus au nord (Allemagne, Autriche, Suisse).

Malgré une altitude rarement très considérable, 61,5 % du sol de l'Italie d'avant 1915 étaient constitués par une région de collines et de montagnes, ce qui est essentiel, bien entendu, pour le développement de l'agriculture en Italie. Dans l'Apennin septentrional et moyen, il y a, en général, des chaînes parallèles à travers lesquelles les fleuves côtiers se fraient un passage vers la dépression avoisinant la Mer Tyrrhénienne. Il en est ainsi depuis la vallée de l'Arno au nord jusqu'à celle du Volturne au sud. Plus vers le midi, au contraire, c'est le pays de hauts plateaux des anciens Samnites où la ligne de partage des eaux entre la Mer Adriatique et la Mer Tyrrhénienne se déplace fréquemment d'abord de l'est à l'ouest, puis de l'ouest à l'est. Il ne s'agit plus de gravir les pentes de véritables chaînes de montagnes, mais bien plutôt de traverser d'interminables plateaux. Parfois l'accès même de la zone en question offre certaines difficultés, par exemple, près du fameux défilé des Fourches Caudines. La masse calcaire de l'Apennin en Calabre est sillonnée de fleuves côtiers ayant un régime torrentiel; ils restent pauvres en eau pendant la plus grande partie de l'année, ce qui, vu les difficultés d'irrigation, diminue sensiblement la fertilité que pourrait avoir le sol calabrais (1).

C'est donc sous un aspect qui est loin d'être enchanteur comme celui de l'Italie célébré par les poètes que se présente toute une partie de la fameuse Hespérie. Les agglomérations humaines ne s'y accumulent pas comme dans l'Europe continentale, le long des vallées (où dominant ici en général les fièvres et la malaria), mais sur des sortes de nids d'aigle qui surplombent la contrée environnante et ont, de la sorte, une situation moins insalubre. Les pluies de l'hiver, surtout dans les régions où l'on a le plus déboisé, causent des éboulements

(1) Sur les difficultés de l'irrigation non seulement en Calabre et dans l'Italie méridionale, mais encore dans toute la péninsule, voir le livre de C. RUGGERO : *Utilizzazione delle acque per irrigazione*, Padoue, 1^{re} édition 1926, 2^e édition 1932, qui se place à un point de vue non seulement agronomique et technique, mais encore économique et social. i

fréquents, ce qui, en renchérissant beaucoup la construction de voies ferrées et de routes, a bien souvent retardé le développement des moyens de transport, même là où les conditions orographiques proprement dites n'y auraient pas opposé d'obstacles insurmontables.

Bref, il y a peu de pays où l'ingénieur agronome et l'ingénieur des ponts et chaussées aient autant besoin qu'en Italie de la collaboration du géographe et du géologue. Cela explique l'étendue de la présente introduction et cela nous permet d'envisager, en connaissance de cause, les contradictions apparentes qu'une étude historique et économique détaillée fera ressortir pour le développement, en Italie, des exportations de produits agricoles vers les pays de l'Europe centrale, notamment vers l'Allemagne.

Les ombres au tableau de la fertilité italienne, sur lesquelles bien des écrivains, des hygiénistes et des hommes d'Etat ont insisté dans les périodes de crise pour faire ressortir certains aspects du paupérisme en Italie, n'empêchent pas la péninsule apennine de rester, à certains égards, une contrée privilégiée, une terre bénie des dieux. Protégée des vents froids du nord par la muraille des Alpes et des Apennins, l'Italie est, mieux encore que l'Espagne et beaucoup mieux que la Grèce, propre à la formation d'oasis véritables pour le développement de certaines cultures. C'est dans les régions côtières souriant au soleil du midi, en Ligurie et en Campanie, que fleurissent l'oranger, l'olivier, le citronnier, etc., ce dernier même jusque sur les rives du lac de Garde. Quant à la grande cuvette, peu accessible aux influences maritimes, de la vallée du Pô, le climat y est déjà si continental que la chaleur intense de l'été a permis que se développât une culture, en général propre aux pays tropicaux, comme celle du riz. D'autre part, les Milanais ont souvent l'occasion de patiner l'hiver en plein air. Il s'ensuit que l'olivier ne peut guère s'acclimater en Lombardie et qu'à part les régions beaucoup plus méridionales de Campanie et de Sicile, la véritable serre de l'Italie, dans le nord, c'est la côte ligure.

Beaucoup de géographes insistent avec raison, au point de vue de la flore, sur le fait que seule une petite moitié de l'Italie possède en quantités appréciables les produits agricoles qu'on a coutume de considérer en Europe centrale comme spécifi-

quement méditerranéens : agrumes, olives, pistaches, etc. Au contraire, les forêts de hêtres et de châtaigniers se prolongent jusque dans les montagnes de Sicile, par exemple. Ce qui provoque la surprise, le dépaysement, puis l'enchantement de l'Allemand du Nord qui a franchi le Gothard ou le Brenner, c'est moins le caractère spécifique de la flore elle-même que les méthodes de culture tout à fait nouvelles pour lui et qui donnent au paysage un aspect pittoresque, très original : plantations de mûriers, façon particulière de cultiver la vigne, etc. C'est un trait sur lequel nous aurons l'occasion de revenir à propos de ce pays qui exporte en Allemagne plus de pommes de terre nouvelles et de cerises, par exemple, que d'oranges ou d'olives.

Les vergers de l'Italie se trouvent, pour les raisons de climat énumérées plus haut, dans les régions côtières les mieux abritées. A côté de cela, la plaine du Pô est si riche en mûriers que la production de soie grège y atteint, bien que ne constituant que l'occupation accessoire d'une partie des habitants, un volume très considérable (valeur de la soie grège exportée de Lombardie : 250 millions de liras-or environ vers 1890, sur un total de 320 millions pour les exportations de l'ensemble de la péninsule). Quant à la vigne, elle prospère partout. Avec ses vignobles de plus de 20.000 kilomètres carrés de superficie cultivée, l'Italie venait et vient encore aujourd'hui immédiatement après la France parmi les pays producteurs de vin.

La plupart des économistes et des agronomes estimaient, à la fin du ^{xix}^e siècle, que l'Italie pourrait développer encore beaucoup ses cultures maraîchères, si la répartition défectueuse de la propriété et de la population ne constituait pas un obstacle à ce développement.

Pour ce qui est du bétail, l'Italie méridionale en est assez dépourvue à cause de la pauvreté même de ses pâturages. Néanmoins, l'élevage en général a joué, dès l'origine, un rôle essentiel dans la production agricole italienne et même dans les exportations de l'Italie à destination de l'Empire allemand (fromages de Parmesan et de Gorgonzola, exportations de peaux brutes, etc.).

Voilà ce qu'un coup d'œil général, nécessairement un peu sommaire, révèle sur les conditions elles-mêmes dans lesquelles se présentent les produits naturels du sol italien.

Ces produits se différencient, certes, selon qu'il s'agit de l'Italie continentale (rizières de la vallée du Pô) ou de l'Italie méditerranéenne — péninsulaire ou insulaire — (plantations d'agrumes en Sicile, en Campanie et sur la côte toscane ou ligure).

Les chapitres qui suivent montreront tout d'abord comment à la dépression générale des trente premières années de l'unité italienne (1860-1891) a succédé historiquement, pour l'agriculture de ce pays, une période d'expansion économique progressive, souvent assez lente, mais continue, expansion dans laquelle les importations allemandes de produits agricoles italiens ont une part essentielle (1891-1913). Nous nous efforcerons, dans une deuxième partie de ce travail, de donner une vue d'ensemble de l'évolution des douze années postérieures (1913-1925), en examinant l'importance du débouché allemand au lendemain de la guerre pour l'agriculture de l'Italie.

LIVRE PREMIER

TRAITÉS DE COMMERCE ITALO-ALLEMANDS ENTRE 1890 ET 1914

L'Italie d'avant la guerre a été souvent considérée par l'Allemagne impériale antérieure à 1914 comme un simple instrument politique (1) destiné à menacer la sécurité militaire de la France sur sa frontière du sud-est et comme un marché tout indiqué pour absorber l'excédent considérable de la production industrielle des usines rhénanes ou saxonnes.

Se rendant compte que l'Allemagne offrait, pour la vente des produits agricoles italiens, un débouché d'une valeur inappréciable, l'Italie du « Mezzogiorno » était disposée à faire d'énormes concessions aux industries d'outre-monts, à la condition d'obtenir que les barrières douanières fussent abaissées en Allemagne pour les fruits, les fleurs fraîches, les légumes, les vins, les graines à ensemercer, les peaux brutes, les œufs, la volaille, la soie grège, etc. Par contre, les industriels de Lombardie et du Piémont envisageaient la question sous un autre aspect. Reprenant les arguments qui avaient été ceux de Friedrich List en faveur de la jeune industrie allemande de 1840, ils réclamaient l'établissement, sur les objets manufacturés de provenance allemande, de droits d'entrée éducateurs dits *Erziehungszoelle* (2). Ils pensaient permettre ainsi aux industries italiennes de transformation d'atteindre le degré de perfection de leurs concurrentes étrangères. Rapidement, déclaraient-ils, l'agriculture des provinces méridionales, après avoir consenti quelques sacrifices passagers, retrouverait, dans le développement du marché intérieur, une compensation pour les débouchés perdus à l'étranger.

(1) Cf. R. MICHELS : *Italien von heute*. Zurich (Orell-Fuessli), 1930, p. 99 à 106.

(2) C'est la fameuse théorie que les économistes anglo-saxons, notamment les Américains, appellent « infant industry theory ». Voir en particulier : H. F. FRASER, *Foreign trade and world politics*. New-York and London (A. A. Knopf), 1926, pages 25 et suivantes.

CHAPITRE PREMIER

LA PRODUCTION AGRICOLE DE L'ITALIE A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

Les principaux produits agricoles de l'Italie présentant un intérêt pour l'exportation étaient, aux environs de 1890 (date à partir de laquelle commence la présente étude), la soie grège et le chanvre parmi les cultures industrielles, les fromages parmi les produits des laiteries, les pommes de terre et les vins, l'huile d'olives, les agrumes, les fruits frais et séchés de toutes sortes.

§ I. — Soie grège.

La sériciculture italienne était et reste surtout développée en Lombardie (plus de 14.000.000 de kilogrammes de cocons en 1891 dans l'ensemble de la province) (1). Venaient en tête les régions de Milan (2.865.000 kilogrammes), de Brescia (2.633.000), de Crémone (2.469.000). Loin derrière la Lombardie, on pouvait citer la Vénétie (7.712.000 kilogrammes de cocons en 1891), avec surtout les régions de Vérone et de Vicence, le Piémont (5.801.000 kilogrammes), avec la région de Coni. Le total pour le Royaume d'Italie atteignait en 1891 environ 38.000.000 de kilogrammes de cocons contre 40.574.000 en 1890 et 41.773.000 en 1880.

Ensuite, on constate une tendance à la reprise, avec plus de 46 millions de kilogrammes de cocons en 1893. La soie grège italienne prend, dans des proportions de plus en plus considérable, le chemin de l'étranger sous forme de matière première,

(1) *Annuario Statistico Italiano*, 1892, Roma (Tipografia G. Bertero), p. 384 et suivantes.

l'industrie italienne de la soie n'étant pas en mesure d'utiliser toute la production nationale.

§ II. — Chanvre.

La culture du chanvre était surtout répandue en Emilie (57.500 hectares de superficie cultivée en 1891 sur un total de 105.000 hectares environ pour l'ensemble du Royaume pendant la même année, 408.000 quintaux de chanvre produit sur un total de 714.000 quintaux). A l'intérieur de l'Emilie, les régions de Ferrare et de Bologne surtout étaient riches en chanvre, alors que cette culture était presque inexistante à Plaisance ou à Reggio. Après l'Emilie viendraient pour le chanvre la Campanie, le littoral méditerranéen et le Mezzogiorno continental (19.000 hectares de superficie cultivée, 131.000 quintaux de chanvre produit), surtout la région de Naples et de Caserte.

Il faudrait encore mentionner la production de la Vénétie, avec un centre de production autour de Rovigo (plus de 5.000 hectares de superficie cultivée, près de 35.000 quintaux de chanvre produit dans la seule province de Rovigo). Pour le Piémont qui vient immédiatement ensuite, la production de chanvre se répartit d'une façon plus égale entre les différentes circonscriptions administratives de cette région. Dans l'ensemble du Royaume d'Italie, la culture du chanvre marquait un recul très prononcé : 110.000 hectares de superficie cultivée en 1891 contre 135.000 en moyenne pour les années 1870 à 1874 ; 792.000 quintaux de chanvre produit en 1891 contre une production moyenne de 965.000 quintaux pour les années 1870 à 1874.

§ III. — Fromages.

Toute l'Italie, riche en pâturages, produit des fromages dans des proportions assez considérables.

Sur un volume total qu'on estime à 76 millions de kilogrammes et une valeur totale de 89 millions de lires en 1891, la Lombardie, à elle seule (Milan, Crémone), produisait 24 millions de kilogrammes de fromages valant environ 24 millions de lires-or.

Venaient ensuite les autres régions par ordre d'importance (1) de la production fromagère :

Régions	Quantités (en kilogrammes) produites en 1891	Valeur (en liras-or) de la production fromagère de 1891
Piémont.....	9.178.000	7.459.000
Vénétie.....	7.127.000	7.979.000
Emilie.....	5.798.000	6.608.000
Latium.....	5.652.000	8.739.000
Sicile.....	5.118.000	7.040.000

Quant aux exportations italiennes de fromages, elles s'étaient développées rapidement entre 1871 et 1891, mais elles n'atteignaient pas encore tout à fait, aux environs de 1890, le volume des importations italiennes de ce même produit, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

	Fromage importé en Italie	Fromage exporté d'Italie
	(en quintaux)	(en quintaux)
1888	87.679	53.541
1889	89.962	62.021
1890	77.380	55.969
1891	72.216	55.849

§ IV. — Pommes de terre.

C'est le Mezzogiorno qui produisait le plus de pommes de terre en Italie vers 1890 (Mezzogiorno méditerranéen : 51.000 hectares de superficie cultivée en 1891 avec environ 1.600.000 tubercules; Mezzogiorno adriatique : 37.000 hectares de superficie cultivée la même année avec environ 1.450.000 tubercules). Venaient ensuite par ordre d'importance : la Lombardie, 900.000 tubercules pour une superficie cultivée de 14.000 hectares en 1891, la Toscane et le Piémont, 800.000 tubercules pour une

(1) Les fromages ne sont naturellement pas tous de même qualité et de même prix. Si au lieu des quantités produites nous prenions pour base la valeur de la production en 1891, la Lombardie, conserverait aussi le premier rang, mais le Latium prendrait le deuxième, la Vénétie le troisième, le Piémont le quatrième, la Sicile le cinquième, l'Emilie le sixième, etc...

superficie cultivée de 14.000 et de 15.000 hectares respectivement la même année.

Le total de la superficie cultivée était de 181.000 hectares pour l'ensemble du Royaume d'Italie en 1891 contre 174.000 en 1890, soit une augmentation de 8.000 hectares en une seule année, mais c'est surtout entre 1879 et 1883 que l'augmentation de la superficie a été sensible, puisqu'elle est évaluée à 80.000 hectares, soit à cette époque près de 20.000 hectares par an. L'Italie s'est mise à exporter de plus en plus de pommes de terre nouvelles et nous verrons le rôle que les exportations de primeurs ont joué dans les relations commerciales italo-allemandes.

§ V. — Vins.

Il n'est pas de province italienne où la viticulture soit inexistante. Aussi l'ensemble de la superficie cultivée atteignait pour la vigne en 1891 3.450.000 hectares, trois fois et demie plus que pour l'olivier, près de vingt fois plus que pour la pomme de terre.

Les vins italiens, célèbres dans le monde entier, sont naturellement de qualité diverse.

Pour la superficie cultivée, c'est l'Emilie qui venait en tête avec 678.500 hectares. Pourtant le volume de la production n'y était que de 3.000.000 d'hectolitres à peine en 1891, alors qu'il atteignait près de 7.000.000 d'hectolitres, soit plus du double dans le Mezzogiorno adriatique (Bari, Lecce, Foggia) et en Sicile (Trapani, Catane, Palerme, Syracuse). La production à l'hectare est donc beaucoup plus élevée dans le sud et dans les îles que dans l'Italie centrale et septentrionale (1).

Le Piémont, avec 245.000 hectares de superficie cultivée et 3.800.000 hectolitres de vin, la Toscane, avec près de 400.000 hectares de superficie cultivée et 3.500.000 hectolitres de vin, n'arrivaient que bien après les régions plus méridionales, tant pour la production totale que pour la production à l'hectare. Cependant ces deux régions renferment des crus renommés.

La culture de la vigne tendait à diminuer en Lombardie,

(1) C'est même le cas de la Sarlaigne où la superficie cultivée atteignait seulement 69.000 hectares, un dixième de ce qu'elle est en Emilie et où le nombre d'hectolitres de vin produit était néanmoins en 1891 de 1.136.000, soit plus du tiers de la production de l'Emilie pendant l'année en question.

en Vénétie et en Ligurie, à augmenter, au contraire, dans le Piémont, dans les Marches, en Ombrie, dans le Latium, en Sicile et en Sardaigne. Les provinces dans lesquelles l'augmentation avait été extrêmement sensible aux environs de 1890 étaient celles de Rome, de Caserte, de Bari, de Cagliari (Sardaigne), de Syracuse et de Caltanissetta (Sicile) (1).

Quant aux importations italiennes de vins, elles n'ont jamais eu, pour l'Allemagne, la même importance relative que pour la Suisse, par exemple. Le nombre d'hectolitres de vins en tonneaux et en bouteilles expédiés d'Italie à l'étranger a beaucoup varié selon les années, ce qui s'explique par les fluctuations très importantes qu'on a pu constater dans les prix de l'hectolitre de vin de qualité moyenne d'une année sur l'autre. Ainsi, le Royaume d'Italie qui envoyait 3.600.000 hectolitres de vins à l'extérieur en 1887 n'en envoyait plus que 935.000 en 1890 et à peine 1.200.000 (moins du tiers de 1887) en 1892.

Les principaux marchés italiens pour les vins de table étaient, à la fin du xix^e siècle, Milan, Gênes, Florence, Avellino, Bari, Catane et enfin Cagliari. Les fluctuations dans les prix variaient énormément d'un marché à l'autre. Le fléchissement des prix en 1884, par exemple, fut beaucoup plus sensible à Rome, Catane et Avellino qu'à Milan et à Gênes (2).

§ VI. — Huile d'olives.

L'olivier n'est pas planté du tout dans certaines régions du nord de l'Italie (Piémont, Vénétie), il l'est très peu en Lombardie et en Emilie. C'est au contraire le Mezzogiorno adriatique (Abruzzes, Pouilles, Basilicate) et méditerranéen (Campanie, Calabre, etc.) qui est la partie de l'Italie la plus riche en olives. La superficie cultivée y atteignait en 1891 361.000 et 212.000 hectares respectivement sur un total d'un peu plus de 1.000.000 d'hectares pour l'ensemble du Royaume d'Italie.

(1) Au total, le chiffre de la production italienne de vin, après avoir sensiblement diminué entre 1888 et 1889, s'est relevé très vite de 1889 à 1890, puis de 1890 à 1891 où il atteignait de nouveau environ 37 millions d'hectolitres pour une superficie cultivée totale de 3.450.000 hectares.

Voir *Annuario Statistico* pour 1892 (p. 382 à 385, d'une part, et p. 390-391, de l'autre).

(2) Voir *Movimento dei prezzi di alcuni generi alimentari*. Roma (Botta), 1886, p. 46 et 59.

Les oliviers sont surtout abondants dans les provinces de Lecce, de Bari et de Salerne. On les trouve aussi en quantités considérables en Ombrie (Pérouse), en Sicile (Messine) et en Toscane (Florence) (1).

La superficie cultivée avait sensiblement augmenté en 1891 (1.013.000 hectares) par rapport à la période de 1870 à 1874 (895.000 hectares seulement); pourtant le total des hectolitres d'huile d'olives fabriqués manifestait une tendance à diminuer (2.710.000 hectolitres en 1891 contre 3.300.000 en moyenne pour les années 1870 à 1874). Cela s'explique surtout par les maladies dont avaient souffert les plantations d'oliviers pendant le dernier quart du xix^e siècle.

§ VII. — Agrumes

Pour les agrumes et les fruits du Midi (*Suedfruechte*), les données statistiques abondent. C'est qu'ils constituent traditionnellement, pour l'Italie du Mezzogiorno et la Ligurie notamment, l'article d'exportation par excellence.

Dans l'ensemble du Royaume, sur une superficie estimée à 16.107.000 hectares pour les oranges, mandarines, citrons et autres agrumes, la Sicile comprenait 10.714.000 hectares consacrés à ces cultures en 1891, alors que la production sicilienne atteignait 2 milliards 350 millions de fruits sur un total de 3 milliards 163 millions de fruits pour l'ensemble de l'Italie. Après la Sicile on peut mentionner le Mezzogiorno méditerranéen (Calabre, Campanie) avec environ 4 millions d'hectares et 684 millions de fruits et, bien après, la Ligurie (Gênes, Porto Maurizio, etc.) avec 555.000 hectares et 64 millions de fruits.

Entre 1870 et 1891 le nombre de fruits produits n'a pas augmenté dans la même proportion (de 2 milliards 600 millions à 3 milliards 163 millions) que celui des arbres plantés (de 10 millions 660.000 arbres à 17 millions 110.000). Le chiffre moyen de fruits par arbre qui s'était élevé à 214 en 1870 atteignait 185 en 1891 (2).

(1) Les principaux marchés italiens étaient, à la fin du xix^e siècle, pour l'huile d'olives, ceux de Rome, de Milan, de Gênes, de Porto-Maurizio de Lucques, de Lecce et de Catane.

(2) *Annuario Statistico Italiano* 1892, Roma (Tipografia G. Bertero), p. 391.

§ VIII. — Fruits frais et séchés.

Pour les fruits (frais ou séchés en dehors des agrumes), il n'existe en Italie aucune évaluation exacte ni de la superficie cultivée, ni du total de la production (en hectolitres). Cela provient de ce que les vergers sont innombrables et qu'ils contiennent parfois les cultures les plus différentes.

Les chiffres des quantités pour les exportations italiennes de fruits séchés (amandes, noix, noisettes, etc.) entre 1881 et 1891 peuvent fournir une certaine indication. Il en résulte, semble-t-il, que la culture des fruits de table de toutes sortes, qui va jouer un si grand rôle pour les importations allemandes de produits agricoles italiens de 1890 à 1915, est restée à peu près stationnaire pendant les dix années qui ont précédé la signature des traités de commerce de Caprivi avec l'Allemagne et les autres pays de l'Europe centrale.

Les chiffres en question furent les suivants :

Années	Quintaux métriques exportés, au total :
1881	203.493
1882	291.303
1883	200.782
1884	249.719
1885	288.615
1886	264.396
1887	330.993
1888	250.519
1889	227.783
1890	290.489
1891	284.030

Les fluctuations entre une année-record comme 1887 pour les exportations et des années qui se distinguent par le volume restreint des exportations de fruits séchés, telles que 1881 et 1883, permettent de supposer qu'il s'agit simplement de différences dans les deux sens dues à des récoltes plus ou moins abondantes, aucun événement économique extraordinaire n'étant à signaler pour les trois années en question.

CHAPITRE II

DÉPRESSION ÉCONOMIQUE EN ITALIE ET GUERRE DOUANIÈRE AVEC LA FRANCE. CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE JACINI

La création du Royaume d'Italie en 1860 et l'unification douanière brusque de la péninsule presque entière avaient fait naître souvent chez les agriculteurs italiens des espérances exagérées. Le rêve de l'unité nationale accompli, on crut trop aisément à l'avènement d'une période de prospérité matérielle extraordinaire; la déception qui suivit n'en fut que plus amère et plus cruelle.

Des barrières douanières multiples avaient constitué, pour l'agriculture italienne d'avant 1860, des entraves nuisibles à son développement. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se reporter à un ouvrage de jeunesse du grand économiste qui devait devenir plus tard, de 1877 à 1885, président de la Commission d'enquête agraire à laquelle il a donné son nom, Stefano Jacini. Le patriote italien éclairé que fut Jacini avait écrit, encore au temps de la domination autrichienne, un opuscule intitulé « *La proprietà fondiaria e le popolazioni rurali in Lombardia* » (1).

Cet ouvrage, couronné par l'Institut des Sciences, des Lettres et des Arts du Royaume Lombard-Vénitien, laissait entrevoir, autant qu'il était possible de le faire alors, ce que pourrait être la prospérité agricole d'une Italie unifiée où les voies de com-

(1) *La proprietà fondiaria e le popolazioni agricole in Lombardia*. Milan, 1851.

munication seraient perfectionnées et où le crédit agricole serait rationnellement organisé. Le microcosme que constituait la Lombardie avec la variété infinie de ses produits (le Nord rappelant par endroits le Tyrol autrichien et les Alpes bernoises, les coteaux couverts d'oliviers et les plantations d'agrumes faisant songer à la Sicile, alors que les rizières de la plaine du Pô permettent d'évoquer l'Inde ou le Japon), était, pour un observateur qui avait le sens des réalités, un excellent champ d'expérience. Appliquer à l'ensemble de la péninsule les méthodes préconisées pour cette riche province; faire sur les autres régions d'Italie des recherches similaires, telles devaient être, selon Jacini, les préoccupations essentielles des patriotes italiens, dès que le pays aurait réalisé son unité à laquelle il aspirait de toutes ses forces. Jacini appartenait bien à la génération d'avant 1859 chez laquelle l'enthousiasme unitaire perceait même sous le solide bon sens du propriétaire terrien.

Cavour avait été sensible à la grandeur de ce qu'on qualifierait aujourd'hui de Plan Jacini, puisqu'en janvier 1860 il appela Jacini, âgé à peine de trente-quatre ans, au Ministère des Travaux publics. Si Cavour avait vécu, il aurait peut-être fait de Jacini le réorganisateur de l'agriculture italienne. Mais après la mort du grand promoteur de l'unité italienne en 1861, Jacini, absorbé par d'autres tâches dans les cabinets Lamormora et Ricasoli, ne put élever la voix en faveur de son programme agricole qu'à une époque où le parlementarisme italien, préoccupé de mesquines rivalités de personnes, n'était plus capable d'écouter attentivement un vrai réalisateur.

Toujours est-il que l'évolution de l'agriculture italienne entre 1860 et 1880 fut loin d'être ce que les patriotes du « Risorgimento » avaient rêvé. Dans son livre publié en 1913 : *Die Handelsbeziehungen Italiens, vornehmlich zu den Mittelmeerlandern* (1), M. Robert Zueblin montre combien les gros propriétaires fonciers du Midi italien se laissèrent guider par des procédés irrationnels dans la façon dont ils ont profité de l'unité économique et douanière brusquement réalisée. Alors

(1) Iéna (G. Fischer), 1913. Voir surtout pages 14 et 15. Le livre tout entier mérite d'être consulté en ce qui concerne l'Italie d'avant-guerre. A compléter pour l'Italie d'après-guerre par l'étude suivante : Roberto MICHELS, *Il Commercio dell' Italia nel Mediterraneo e l'Economia mondiale*, tirage à part de *Commercio*, revue mensuelle de la Confédération nationale des négociants fascistes, Avril 1930, an VIII du fascisme, Rome (Carlo Colombo), 1930.

que le Nord restait, par excellence, le pays des écoles techniques, de l'utilisation intensive du sol et de tous les perfectionnements dus au progrès moderne, tout cela demeurait ignoré dans le Midi.

Sans doute, deux éléments de prospérité matérielle après 1860, l'élargissement du marché et l'amélioration des moyens de communication furent-ils aussitôt aperçus par les propriétaires des *latifundia* immenses du « Mezzogiorno ». Ils résolurent d'en profiter immédiatement. Mais rien ne fut organisé selon un plan cohérent et systématique. C'est ainsi que les agriculteurs de l'Italie méridionale commencèrent par réaliser des bénéfices considérables en se livrant à un déboisement tout à fait intempestif, sans souci du lendemain ni de la situation économique générale. Ils se précipitèrent ensuite littéralement sur la culture des céréales qui, pour être productive à longue échéance, devrait être limitée en Italie aux bonnes terres à blé. Mais à partir de 1875 surtout la concurrence des pays exportateurs d'outre-mer rendit la culture des céréales beaucoup moins lucrative.

C'est alors que l'Italie du « Mezzogiorno » se rejeta sur la culture intensive de la vigne en profitant de la conjoncture favorable que constituait l'épidémie de phylloxéra dont les ravages s'étaient fait sentir avant tout dans les vignobles français. Cette troisième phase dans l'évolution de l'agriculture pour l'Italie méridionale nous intéresse ici plus directement, car l'Italie n'a jamais exporté, ni en Allemagne, ni ailleurs, des quantités notables de bois ou de céréales, alors que les vins ont toujours été considérés comme un élément essentiel des exportations vers ce pays. Nous avons eu l'occasion de dire autre part que la grande erreur de Caprivi fut de croire à la possibilité d'éliminer les vins français du marché allemand en y développant la consommation des vins italiens. De 1910 à 1913, c'est-à-dire à l'aboutissement de la période qui nous intéresse, l'Amérique du Sud absorbait (1) environ 35 % des exportations de vins italiens (Argentine 22 %, Brésil 11 %, Uruguay 2 %), la Suisse 24 %, les Etats-Unis d'Amérique (de 1920 à 1933

(1) Voir les tableaux qui sont annexés au trentième volume des *Atti della Commissione reale per lo studio del regime economico-doganale e dei trattati di commercio* (Relazione Generale) Roma (Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione), 1920, volume publié par les soins du Ministère italien de l'Industrie, du Commerce et du Travail.

officiellement fermés à ces exportations) 8 %, la Tripolitaine 6 %, la France 5 %, l'Allemagne 4 % seulement (1). Si l'on constate donc une diminution sensible des importations allemandes de vins italiens entre 1889 et 1913, comme nous le signalerons par ailleurs (2), les conséquences de la vogue exagérée de la culture de la vigne dans le Mezzogiorno à la suite de l'épidémie de phylloxéra en France ont renforcé à cet égard l'autre élément qui devait porter un coup sensible au développement des richesses agricoles de l'Italie : la guerre douanière franco-italienne de 1887 à 1889.

Rappelons très brièvement les phases de ce conflit de tarifs entre les deux nations latines, conflit qui devait, pendant plus de dix ans, avoir pour conséquence une hostilité commerciale franco-italienne au moins latente; le retour à un traitement de faveur réciproque ne date, en effet, que de 1898. Avant la guerre douanière franco-italienne, parmi les fournisseurs de l'Italie, la France occupait une place tout à fait prépondérante. D'après les statistiques du Royaume d'Italie, les importations italiennes de marchandises françaises avaient encore atteint, en 1887, la dernière année avant le début de la guerre de tarifs, 326 millions de liras; quant aux importations françaises de marchandises italiennes, elles se montèrent pendant cette même année à 405 millions de liras. Dans ce total, les produits de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture, ainsi que la soie grège, jouaient un rôle important.

La vague européenne de protectionnisme ayant gagné l'Italie nouvelle, les droits, pourtant assez élevés, prévus dans ce pays depuis 1878 parurent insuffisants : en conséquence, le traité de commerce avec la France, qui aurait dû normalement rester en vigueur jusqu'en février 1892, fut dénoncé, dès le 15 dé-

(1) Il est naturellement toujours indiqué de se demander si cette proportion de 4 % ne devrait pas être relevée en raison de la possibilité d'importations transitant seulement à travers la Suisse et destinées à l'Allemagne. Mais le fait que, pour l'année 1913, par exemple, la statistique des importations allemandes de vins porte, à côté de 1.630.000 marks d'importations d'origine italienne, 65.000 marks seulement d'origine suisse ne permet guère d'appuyer, dans le cas particulier des vins, cette hypothèse de laquelle nous reparlerons au point de vue général (voir pages 45 et 46) sur des arguments bien solides.

(2) Les importations allemandes de vins italiens (y compris les vins médicinaux, la lie de vin et le moût de vendange ont passé de 7.266.000 marks en 1899 à 5.090.000 marks en 1913. Voir dans la présente étude, au Chapitre premier du Livre II, p. 47 et p. 72-73.

cembre 1886, pour le 15 décembre 1887. Désormais la voie était libre pour l'adoption, en Italie, d'un nouveau tarif douanier général, ce fut l'objet de la loi du 14 juillet 1887 dont M. Ellena fut le rapporteur à la Chambre italienne des Députés et en faveur de laquelle M. Luzzatti intervint à plusieurs reprises.

M. Ellena insista surtout sur la nécessité de protéger l'industrie italienne encore en plein développement. Mais au fond, malgré l'opposition surtout théorique entre les intérêts du Nord industriel et du « Mezzogiorno » agricole, l'adoption du tarif de 1887, fut, comme toutes les victoires protectionnistes dans les autres pays, le résultat d'un compromis entre les représentants de la grosse industrie et ceux de l'agriculture. En faveur du relèvement des droits de douane sur les produits agricoles on faisait valoir les arguments suivants : le renforcement de la concurrence américaine, dû d'abord au développement des voies ferrées, tant aux États-Unis qu'en Argentine, qui permettait l'extension des cultures, ensuite à l'accélération des communications transocéaniques ; la suppression du cours forcé de la lire qui avait constitué comme une espèce de protection indirecte pour les produits de l'agriculture italienne.

M. Luzzatti, avec sa souplesse habituelle, s'efforça de mettre en garde les députés italiens contre les conceptions théoriques dont on se prévaut dans les pays étrangers pour obtenir l'entrée en franchise de certaines marchandises en Italie, mais qu'on s'empresse d'oublier, sous un prétexte ou sous un autre, dès qu'il s'agit de faciliter l'importation de produits italiens dans les mêmes pays. C'était là une allusion assez claire aux exagérations possibles des doctrinaires du libre échange et une manifestation de protectionnisme modéré. Ce protectionnisme, à vrai dire, aux yeux des exportateurs français, par exemple, paraissait être un protectionnisme accentué.

Lorsqu'elle dénonça une convention qui devait durer normalement jusqu'en 1892, l'Italie faisait un premier pas vers la rupture douanière avec la France. En témoignant d'une certaine intransigeance conformément aux instructions de Crispi dans les négociations commerciales qui se poursuivirent entre décembre 1886 et décembre 1887, les représentants italiens s'engageaient de plus en plus dans cette voie. A un tel point que, le 15 décembre 1887, tout était consommé ; il ne restait plus d'autre issue qu'une guerre franco-italienne de tarifs.

L'histoire détaillée de ce conflit douanier, des surtaxes appliquées de part et d'autre aux marchandises et aux navires de 1887 à 1892 ne rentre pas dans le cadre de la présente étude. Qu'il nous suffise de rappeler que l'Italie agricole en a beaucoup souffert.

Si nous avons un peu insisté sur la genèse du conflit, c'est qu'il nous paraît essentiel pour le développement des importations allemandes de produits agricoles italiens. Les années 1887 à 1890 sont, pour les exportateurs de produits agricoles en Italie, à la fois celles qui suivent l'adoption du tarif général des douanes du 14 juillet 1887, celles où les résultats de la grande enquête Jacini sur l'agriculture peuvent commencer à être utilisés, celles enfin où, après le revirement politique de la Triplice, consommé en 1887, le commerce extérieur de l'Italie doit chercher une nouvelle orientation du côté de son nouvel allié, l'Empire allemand.

C'est une coïncidence curieuse que Stefano Jacini, toujours assez méfiant pour la politique extérieure et économique de Crispi, ait justement achevé l'enquête agricole qui porte son nom deux ans avant le changement d'orientation dont nous venons de parler.

Une analyse détaillée des gros volumes qui contiennent les résultats des travaux de la Commission Jacini nous entraînerait trop loin. Signalons, toutefois, que le comte Stefano Jacini, ce Lombard intègre et loyal, ancien collaborateur et ami de Cavour, devient de plus en plus, pour les Italiens d'aujourd'hui, le classique de l'économie agraire. Malgré les honneurs dont on le combla pendant la première partie de sa carrière, il semble que Jacini ait été un grand méconnu aux yeux des politiciens de l'Italie parlementaire d'après 1870. Sénateur du Royaume, il éleva la voix à maintes reprises pour faire entendre des paroles de bon sens en faveur d'une économie rurale harmonieuse et saine.

Le monument de sa vie studieuse, la fameuse enquête, ne fut pas toujours conforme à ce qu'il en avait attendu. Les moyens matériels lui ont cruellement fait défaut. Les habitudes d'un parlementarisme brouillon, trop persuadé de la compétence universelle des députés, faillirent faire échouer l'entreprise. L'idéal de Jacini eût été une enquête administrative poussée dans les moindres détails, la commission parlemen-

taire n'étant là que pour donner quelques directives et prendre connaissance des résultats. Or, les pouvoirs conférés à la commission d'enquête agricole par la loi du 15 mars 1877 n'allaient pas assez loin dans cette direction. Jacini l'a toujours profondément et amèrement regretté. Il n'en n'est pas moins merveilleux qu'avec le maigre crédit de 125.000 livres qui lui fut si péniblement consenti il ait pu arriver aux résultats qui ont été obtenus.

Certes, au cours des séances du Sénat italien du 27 avril et du 5 mai 1883, on a exprimé au travailleur infatigable qu'était Jacini la reconnaissance du pays. Néanmoins, dans les discours qu'il a prononcés pour répondre à Depretis qui était alors Président du Conseil, on sent percer un peu d'amertume. Jacini semble dire au Gouvernement, aux sénateurs et aux députés : Sans doute, vous me couvrez de fleurs, mais vous vous empressiez de ne pas suivre mes conseils, pourtant inspirés par un patriotisme ardent et par une étude minutieuse des faits économiques.

La postérité est plus juste envers l'homme qu'on considère à juste titre, nous semble-t-il, comme le sage de Casalbuttano. Le premier centenaire de sa naissance donna lieu à une commémoration digne de Jacini. On réimprima en 1926 celles des parties de son *Inchiesta Agraria* où l'influence de sa forte personnalité s'est fait le plus sentir. Dans un avant-propos d'une cinquantaine de pages, un spécialiste contemporain des questions d'économie rurale dans la péninsule, M. Francesco Coletti (1), rend hommage au labeur considérable de Stefano Jacini (2). En outre, son petit-fils qui porte le même nom que lui publie une notice bibliographique pieusement rédigée sur celui qui fut un des hommes les plus probes de la génération du « Risorgimento » et de l'unité italienne (3).

Certes, libéral invétéré, Jacini n'admettait les droits de

(1) M. Francesco Coletti a été un des animateurs des travaux de la commission chargée au début du ^{xx}e siècle de l'enquête sur la situation des paysans dans le sud de l'Italie. Pour l'histoire de cette commission, voir *Inchiesta sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia* dans les publications du Ministère italien de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

(2) Voir Stefano Jacini, *Inchiesta agraria*, réimpression de 1926 faite à Plaisance à l'occasion du centième anniversaire de la naissance du grand spécialiste d'économie rurale, p. 7 à 51.

(3) Voir *ibid.*, p. 1 à 62.

douane sur les produits agricoles que comme un expédient momentané pour une période exceptionnellement critique. Jacini était, en outre, un partisan tout à fait décidé de la collaboration entre l'industrie et l'agriculture. Il écrivait notamment que jamais les pays purement agricoles n'ont été des pays riches et prospères. M. Coletti rappelle que Renzo dans *Les Fiancés* de Manzoni, au moment où il se demande ce qu'il fera de l'argent qu'il porte à Bergame, s'écrie que l'industrie (à l'époque dont il s'agit, ce seraient plutôt les métiers) et l'agriculture sont comme les deux jambes d'un pays et que, pour bien marcher, il vaut mieux avoir deux jambes qu'une. Telle est aussi la manière de voir du cultivateur lombard intègre qu'est resté Jacini. Toutes les controverses entre industriels et agriculteurs à propos des exportations de produits agricoles italiens lui paraissent donc vaines *a priori*, l'agriculture ne pouvant jamais tout à fait prospérer en cas de malaise profond dans l'industrie, et réciproquement.

Quoi qu'il en soit des réserves que certains ont pu être amenés à faire sur divers aspects de l'œuvre de Jacini, cette œuvre reste une œuvre maîtresse qui s'impose à tous ceux qui veulent étudier l'agriculture de l'Italie moderne ou même le mouvement des échanges extérieurs du Royaume.

M. Robert Zueblin lui a fait de nombreux emprunts en 1913 dans son étude assez minutieuse des relations commerciales de l'Italie (1). L'enquête commerciale et douanière officielle du Ministère de l'Economie Nationale (Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Travail) se réfère fréquemment à l'« *Inchiesta Jacini* » dont on peut dire sans exagération, qu'elle est devenue presque classique de l'autre côté des Alpes.

Or, quiconque sait lire entre les lignes des quinze gros volumes de cette enquête y trouve reflétée la dépression générale de l'agriculture italienne.

Le comble du malheur, ce fut alors, du point de vue de l'Italie agricole, la guerre douanière avec la France, brusquée peut-être sous l'influence de ce qu'on pourrait appeler la « mentalité triplicienne ». Cette guerre de tarifs aggrava la crise en enlevant au commerce italien d'exportation un de ses meilleurs débouchés. Il ne nous appartient pas de retracer ici les

(1) Robert ZUEBLIN : *Die Handelsbeziehungen Italiens*, Iéna (Fischer), 1913.

détails du conflit. Répétons seulement que l'Italie souffrit encore beaucoup plus que nous de ses conséquences.

Terminée officiellement en 1892, la guerre douanière franco-italienne devait faire sentir ses répercussions jusqu'aux dernières années du siècle et orienter tout le commerce de l'Italie vers les pays de l'Europe centrale. A cet égard, ce fut un facteur assez important.

De plus, la date où s'ouvre cette étude correspond, d'après les économistes allemands, à un cycle européen de conjoncture défavorable qui irait à peu près de 1873 à 1895, nous aurons donc à examiner les échanges italo-allemands dans la période de reprise économique qui a suivi et qui s'est prolongée jusqu'au début de la guerre de 1914. Mais il ne faut pas perdre de vue que, pour l'agriculture italienne, aux causes générales de dépression viennent s'ajouter des éléments particuliers qui lui sont propres et que l'enquête Jacini a mis en lumière : accentuation de la concurrence plutôt méditerranéenne et asiatique qu'américaine (Turquie d'Asie, Egypte, Inde), régime défectueux de la propriété agricole, détresse sanitaire et misère profonde des classes rurales, désorganisation du crédit à l'agriculture, difficultés techniques du reboisement et de l'irrigation, exagération des charges fiscales grevant la propriété foncière, enfin et surtout incompréhension de l'Italie officielle, légale et parlementaire, vis-à-vis des revendications de l'Italie laborieuse, de l'Italie rurale. Tous ces éléments permettraient de tracer un tableau si noir des conditions de l'agriculture qu'on pouvait la croire entre 1885 et 1890 presque à l'agonie, en dépit de l'éclat du soleil et de la richesse du sol. On parlait d'une nouvelle Irlande (1).

Cependant Stefano Jacini ne partagea jamais un pessimisme aussi absolu. En réalité, la production agricole de l'Italie avait des réserves de vitalité insoupçonnées, comme l'avait bien montré l'enquête. A presque tous les maux dont on se plaignait il existait des remèdes. Mais à condition, toutefois, que l'agriculture italienne trouvât sur les marchés étrangers les débouchés nécessaires pour l'excédent de sa production.

Or, l'accroissement de la population et le développement

(1) La comparaison entre l'Italie agricole et l'Irlande est reprise par M. Paul Roux dans l'avant-propos de son beau livre intitulé *La question agraire en Italie. — Le latifundium romain*, Paris (Alcan), 1910, p. 1 à 8.

de la richesse industrielle en Allemagne allaient justement donner aux produits agricoles italiens, pour les vingt-cinq années qui allaient suivre, des débouchés d'une importance croissante.

Mais le nouveau tarif italien de 1887, le changement d'orientation dans l'Empire allemand après la chute de Bismarck nécessitaient une réglementation appropriée des rapports commerciaux entre l'Italie et ses voisins du Nord; tel allait être l'objet du traité de commerce du 6 décembre 1891.

CHAPITRE III

LE TRAITÉ DE COMMERCE ITALO-ALLEMAND DE 1891

Ce traité, signé le 6 décembre 1891 à Rome et ratifié dès le début de 1892, était applicable à partir du 1^{er} février 1892. Mais pour bien en comprendre la portée il faut dire deux mots de l'arrangement commercial qui l'a précédé, la convention italo-allemande du 4 mai 1883. Celle-ci est restée en vigueur du 1^{er} juillet 1883 au 1^{er} février 1892 et elle peut être regardée, parmi les accords conclus sous le régime de la politique des droits autonomes, comme le type des traités avantageux pour chacune des deux parties.

Vis-à-vis de sa nouvelle alliée de la Triplice, l'Empire allemand bismarckien était prêt à faire plus de concessions économiques que vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie à laquelle il avait dû consentir le traitement de la nation la plus favorisée dans le traité de commerce du 23 mai 1881. Du reste, l'ouverture de la ligne de chemin de fer et du tunnel du Saint-Gothard en 1882 avait augmenté l'importance des débouchés du commerce allemand en Italie dans une telle mesure que l'on ne pouvait se contenter, du côté italien, d'une pareille solution.

La clause pure et simple de la nation la plus favorisée aurait permis, en effet, à l'Allemagne d'augmenter les droits de douane sur les raisins chaque fois que les vigneron rhénans se seraient aperçus d'une manière trop sensible de la concurrence que pouvaient leur faire les produits italiens et de procéder de même pour les œufs, la volaille, etc... Afin de se conserver le marché allemand l'agriculture italienne avait

l'impérieux besoin, d'une part, d'un abaissement considérable des droits de douane « autonomes », d'autre part, de droits consolidés, c'est-à-dire de conventions tarifaires empêchant le gouvernement impérial de relever arbitrairement les droits de douane établis par son tarif autonome.

Or, Bismarck était, en principe, nous l'avons exposé par ailleurs, absolument hostile aux droits consolidés et très désireux de sauvegarder, dans la mesure du possible, l'autonomie du tarif douanier allemand. Acquis aux idées protectionnistes, le Gouvernement impérial d'alors voulait se ménager la possibilité de relever les droits d'entrée sur les marchandises de toutes sortes sans avoir à entamer, chaque fois, des négociations avec les puissances étrangères.

Nous avons déjà indiqué autre part (1) que ce fut là le trait le plus saillant de la politique tarifaire bismarckienne. Il y avait eu néanmoins quelques exceptions en faveur des marchandises italiennes importées en Allemagne. Le traité de 1883 accordait des droits consolidés à l'Italie pour un certain nombre de produits agricoles : soie grège, volaille, œufs, riz. Il prévoyait, en outre, une diminution des droits pour les raisins frais, les oranges, les citrons, les amandes séchées et l'huile d'olives.

L'Italie, en dépit du passage au protectionnisme accentué qu'avait marqué, pour elle, l'adoption du tarif douanier de 1887, succédant à celui de 1879, avait su se faire maintenir les avantages en question de la part de son alliée, l'Allemagne. Mais il devenait urgent de régler l'ensemble des relations commerciales italo-allemandes. Nous avons montré, dans une autre étude (2), comment les négociations s'y rapportant ont été intimement liées avec les négociations entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique et la Suisse.

Le traité de 1891 fut donc, en quelque sorte, un anneau de la chaîne qui devait resserrer les liens entre les nations de l'Europe centrale afin de créer une sorte de *Mitteuropa* économique trente ans avant la publication du livre de Friedrich Naumann (3).

(1) Voir *La politique douanière de l'Allemagne depuis l'avènement de Caprivi jusqu'en 1925*, p. 60.

(2) Cf. *La politique douanière, etc...*, pp. 83 et 84.

(3) *Mitteuropa*, Berlin (Riemer), 1916.

*
**

Comme le traité de 1883, le traité de commerce italo-allemand du 6 décembre 1891 reconnaît tout d'abord à l'Italie pour ses importations en Allemagne, d'une façon tout à fait générale, le traitement de la nation la plus favorisée (1).

Ainsi qu'il est d'usage dans de pareils traités, l'accord commercial de 1891 avec l'Italie contenait des dispositions spéciales au point de vue de l'assimilation aux nationaux des ressortissants de chaque partie; en matière d'impôts, d'industrie, de commerce et de navigation, sauf pour les pharmaciens, les courtiers, les marchands ambulants, etc... (articles 2 et 3, *Reichsgesetzblatt*, 1892, n° 2, p. 99 et 100).

Les articles 3 et 4 contenaient des clauses concernant l'exercice des droits civils ainsi que les obligations de service militaire pour les ressortissants des deux parties (*Reichsgesetzblatt*, 1892, n° 2, p. 100-101).

L'article 5 concerne les voyageurs de commerce, l'article 6 les prohibitions générales d'importation et d'exportation qui ne devront pas, sauf le cas de guerre, être différentes pour les parties contractantes et pour les autres puissances.

Enfin, les deux premiers alinéas de l'article 7, de beaucoup le plus important, concernent les droits d'entrée indiqués dans deux annexes et accordés respectivement par l'Allemagne à l'Italie et par l'Italie à l'Allemagne à titre de droits consolidés pour toute la période allant jusqu'au 31 décembre 1903

(1) L'article qui s'y rapporte (article 7 du traité) contient, à cet égard, un alinéa dont le texte officiel est rédigé comme suit :

Texte allemand

Jeder der beiden vertragsschliessenden Teile verpflichtet sich, den anderen bei der Ein-und-Ausfuhr der im gegenwaertigen Verträge genannten Waren unverzüglich und ohne weiteres an jeder Beguenstigung, jedem Vorrecht oder Herabsetzung in den Eingangs und Ausgangsabgaben teilnehmen zu lassen, welche einer von ihnen einer dritten Macht eingeräumt hat oder einräumen wird.

Texte italien

Ciascuna delle due Parti contraenti s'impegna, per quanto concerne l'importazione delle merci denominate o non denominate nel presente trattato, a far profittare senz'altro ed immediatamente l'altra Parte di ogni favore, privilegio o riduzione nei dazi di entrata e d'uscita che una di esse avesse accordato od accordasse ad una terza Potenza.

Traduction française

Chacune des deux parties contractantes s'engage, en ce qui concerne l'importation et l'exportation des marchandises énumérées ou non énumérées dans le présent traité, à faire profiter, immédiatement et sans autre formalité, l'autre partie de toute faveur, privilège ou réduction sur les droits d'entrée et de sortie que l'une d'entre elles aurait accordé ou accorderait à une tierce puissance.

(*Reichsgesetzblatt*, 1892, n° 2, p. 103.)

conformément à l'article 16 (*Reichsgesetzblatt*, 1892, n° 2, p. 102-103).

L'article 8 règle la façon de délivrer des certificats d'origine, les articles 9 et 10 stipulent qu'aucune concession, aucun avantage en matière de formalités en douane ou formalités d'octroi ne pourra être accordée par l'une des parties contractantes ou sur le territoire d'une des parties à une tierce puissance, sans que l'autre partie contractante en profite immédiatement. Les articles 11 à 14 règlent des points de détail concernant la navigation pour les bâtiments des deux pays (*Reichsgesetzblatt*, 1892, n° 2, p. 103-106). L'article 15 stipule que le régime spécial existant pour les Etats alors englobés dans l'union douanière allemande ou italienne (Luxembourg, d'une part; République de Saint-Marin, d'autre part), ou bien qui y seraient englobés ultérieurement n'est pas affecté par la clause de la nation la plus favorisée. Enfin, les articles 16 et 17 règlent la durée de validité du traité (1^{er} février 1892 au 31 décembre 1903), ainsi que les modalités de sa ratification.

Tel qu'il était, ce traité italo-allemand représentait une amélioration fort sensible des rapports commerciaux entre les deux pays. Au point de vue des importations de produits agricoles italiens en Allemagne, ce qu'il convient d'étudier, ce sont les concessions faites alors par le Gouvernement de Guillaume II à l'Italie pour tous les produits entrant en ligne de compte. On sait que, contrairement à ce qui existera à partir de l'adoption du tarif de 1902, le tarif douanier allemand en vigueur à cette époque, divisé en quarante-trois rubriques énumérées par ordre alphabétique (en allemand), comportait une classification assez défectueuse des marchandises (1). Les principales rubriques nous intéressant ici sont les rubriques 8 (lin et chanvre), 9 (céréales et fruits), 11 (crins), 12 (peaux), 13 (bois), 14 (houblon), 25 (denrées alimentaires et boissons), 26 (huiles et graisses), 30 (soie), 35 (paille), 37 (animaux non dénommés ailleurs), 39 (bétail et chevaux), 41 (laine).

Pour le lin et le chanvre bruts ainsi que pour l'étaupe de lin ou de chanvre, le traité de 1891 accordait à l'Italie l'exemption complète des droits de douane (2). La production ita-

(1) Voir notre étude sur *La politique douanière de l'Allemagne depuis l'avènement de Caprivi*, pp. 146 à 148.

(2) *Reichsgesetzblatt*, n° 2, 1892, p. 113 (position 8).

lienne de lin n'a jamais été très élevée. Au contraire, la valeur de cette concession pour ce qui est du chanvre ressort du tableau de la page 47 auquel nous renvoyons le lecteur. Les producteurs italiens de chanvre trouvant sur le marché allemand des débouchés abondants pour cette matière première, les exportations de chanvre tendirent à s'accroître et la culture de ce produit a conservé toute son importance malgré les constatations faites par M. Werner Sombart aux environs de 1890 (1). Contentons-nous d'indiquer ici que, pendant l'année 1889, les exportations de chanvre italien en Allemagne avaient déjà eu une valeur de 5.612.000 marks d'après les statistiques officielles allemandes. Même la guerre douanière franco-italienne de 1887 à 1892 n'a pu ralentir sensiblement les exportations de chanvre italien en France. Ainsi, le volume de ces exportations qui atteignait un peu plus de 87.100.000 kilogrammes en 1886 était encore de 84.500.000 kilogrammes en 1889 (2). Ce fait souligne bien l'importance du chanvre parmi les articles italiens de forte exportation.

Les crins bruts peignés, cuits, teints, filés, ainsi que les plumes pour matelas et plumeaux, lavées et préparées (position 11 *a* et 11 *f* du tarif douanier allemand alors en vigueur) bénéficiaient de l'exemption; c'était également le cas des peaux même préparées destinées à la fabrication du cuir (position 12 *a*) (3). Le mouvement du commerce italien de peaux vers l'Allemagne devait se développer à la faveur de cette franchise douanière, ainsi qu'il ressort des statistiques de 1913 où les importations allemandes de peaux provenant d'Italie atteignaient une valeur de 12.477.000 marks. Il s'agit surtout de peaux de moutons, d'agneaux, de chèvres et de chevreaux, ainsi que, dans des proportions beaucoup moins considérables, de peaux d'ânes et de mulets.

Pour le bois de construction ou le bois destiné à des usages

(1) Werner SOMBART : *Die Handelspolitik Italiens seit der Einigung des Königreiches* (Schriften des Vereins fuer Sozialpolitik. Band 49. Leipzig, 1892, p. 149), « Der Hanfbau in Italien geht zurueck ». (La culture du chanvre diminue en Italie.)

(2) Ce résultat est d'autant plus significatif que le total des exportations italiennes en France avait beaucoup diminué entre 1886 et 1889, leur valeur passant de 446.000.000 de liras environ, soit 44 % du total des exportations provenant d'Italie, à 165.000.000 de liras, soit à peine 17 % de ce total dans l'espace de trois années par suite des répercussions de la guerre de tarifs franco-italienne.

(3) *Reichsgesetzblatt*, 1892, no 2. p. 116-117.

industriels, les droits d'entrée consolidés garantis à l'Italie étaient de 20 pfennigs les 100 kilogrammes ou de 1 mark 20 le mètre cube; en ce qui concerne le bois brut ou travaillé transversalement à la scie ou à la hache, ils se montaient à 30 pfennigs les 100 kilogrammes ou à 1 mark 80 le mètre cube; ils étaient enfin de 80 pfennigs les 100 kilogrammes ou de 4 marks 80 le mètre cube pour le bois scié dans le sens de la longueur (positions 13 c 1, 2 et 3, *Reichsgesetzblatt* 1892, n° 2, p. 116-117, 118-119).

Ces dispositions n'avaient, d'ailleurs, pas grande signification pour l'Italie qui a toujours importé plus de bois qu'elle n'en a exporté (1). Elles reprennent toute leur valeur, si l'on songe que, par le simple jeu de la clause de la nation la plus favorisée, elles devenaient applicables automatiquement à l'Autriche-Hongrie, à la Suisse et à la France, plus tard même à la Russie.

En dehors de sa portée économique, le traité de commerce italo-allemand du 6 décembre 1891 a un sens politique. Il est inséparable du traité signé le même jour entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ces deux accords furent complétés par les traités signés avec la Belgique et la Confédération helvétique (décembre 1891 et janvier 1892); ils représentent, de la part des puissances de la Triplice, la tentative d'une espèce d'Entente économique de l'Europe Centrale, d'un *Mitteleuropa*, tel à peu près que devait le concevoir, un quart de siècle plus tard, Friedrich Naumann. Mais il s'agissait d'un rapprochement économique dirigé à la fois contre la France à qui l'on voulait enlever le rôle prépondérant qu'elle avait joué vis-à-vis de l'Italie en matière de commerce international, contre la Russie et les Etats-Unis d'Amérique auxquels on reprochait leur protectionnisme excessif.

Envisagé sous cet angle, le traité de 1891 fut une espèce de complément économique à la politique extérieure de la Triple Alliance. Il le fut d'autant plus que la guerre douanière franco-italienne venait juste de se terminer au moment où le traité entraînait en vigueur. C'était, comme nous l'avons montré au chapitre précédent, toute la direction du mouvement

(1) Les importations allemandes de bois d'origine italienne n'ont atteint en 1913 que 675.000 marks sur un total de plus de 317 millions de marks de marchandises exportées d'Italie.

commercial de l'Italie qui se trouvait ainsi modifiée. Ce résultat, obtenu une dizaine d'années après le percement du Gothard, constitua sans doute le succès le plus certain et le moins discutable des fameuses réformes douanières de Caprivi dont on a parfois, selon nous, exagéré l'importance (1).

(1) Voir notre étude sur *La politique douanière de l'Allemagne*, pp. 98 à 100.

CHAPITRE IV

LE TRAITÉ DE COMMERCE ITALO-ALLEMAND DE 1904

Le traité de commerce italo-allemand du 3 décembre 1904 fait partie de l'ensemble des arrangements douaniers de l'ère dite « ère Bulow » que nous avons tenté de définir ailleurs (1); il n'est entré en vigueur et n'a pris effet conformément à l'accord intervenu entre les deux Gouvernements aux termes de l'article 3 alinéa 1 qu'en même temps que le nouveau tarif douanier allemand, c'est-à-dire le 1^{er} mars 1906.

Si nous analysons ce document, essentiel pour les relations économiques entre l'Italie et l'Allemagne pendant les neuf années qui ont précédé l'entrée de l'Italie dans la guerre mondiale (1906-1915), nous sommes frappés du fait qu'il s'agit d'un accord complémentaire (en allemand : *Zusatzvertrag*; en italien : *Trattato addizionale*) venant s'ajouter au traité du 6 décembre 1891 dont les dispositions essentielles restaient applicables. Et pourtant, l'Allemagne venait de modifier toute la nomenclature de son tarif douanier. Mais il s'agissait justement d'adapter l'ancienne convention qui depuis treize ans avait fait ses preuves à cette nomenclature transformée et de l'adap-

(1) Voir notre étude sur *La politique douanière de l'Allemagne depuis l'avènement de Caprivi*. Première partie, Livre III, Chapitre II, pp. 121 et suivantes.

Sur la préparation de ces arrangements et conventions en Allemagne, se référer à : VOSBERG-REKOW, *Die Handelsvertræge des Jahres 1903*. Berlin, 1900. En réalité, presque tous les traités de commerce de l'ère Bulow qui ne devaient entrer en vigueur qu'en 1906 ont été signés au cours de l'année 1904 et celui avec l'Italie, du 3 décembre 1904, vient chronologiquement après les traités signés avec la Belgique, la Russie, la Suisse, etc...

ter également à la nouvelle vague de protectionnisme constituée par le tarif allemand du 25 décembre 1902, tout en sauvegardant les intérêts des principales industries d'exportation de l'Allemagne.

L'accord complémentaire dont il s'agit fit l'objet de négociations qui eurent lieu dans la capitale italienne, il fut signé à Rome le 3 décembre 1904, du côté allemand par le comte Antoine de Monts, alors ambassadeur d'Allemagne auprès du Gouvernement du Quirinal, du côté italien par toute une délégation composée de MM. E. Tittoni, Ministre des Affaires étrangères du Royaume, L. Luzzatti, Ministre du Trésor, C. Mirabello, Ministre de la Marine, A. Majorana, Ministre des Finances, etc. M. G. Malvano, secrétaire général du Ministère italien des Affaires étrangères, M. E. Pantano, député, M. N. Miraglia, ancien député et directeur de la Banque de Naples (*Banco di Napoli*), enfin, le professeur G. Callegari inspecteur général de l'industrie et du commerce, et M. L. Lucioli, chef de division au Ministère des Finances faisaient également partie de la délégation du Royaume d'Italie, comme si le Gouvernement de Victor-Emmanuel III avait voulu s'entourer des compétences techniques les plus diverses et s'abriter derrière la responsabilité de nombreux spécialistes avant de concéder à l'Empire allemand, dont la prédominance économique se faisait de plus en plus sentir, des avantages commerciaux aussi étendus.

De même que son prédécesseur du 6 décembre 1891, le traité italo-allemand de 1904 est accompagné de deux annexes (tarif A et tarif B) dont le texte en allemand et en italien suffit à remplir près de cent pages de l'ancien format du *Reichsgesetzblatt*, alors que les mêmes annexes atteignaient à peine soixante-dix pages dans le traité principal (1).

(1) Voir en ce qui concerne le traité additionnel de 1904, *Reichsgesetzblatt*, 1904, n° 22, p. 435 à 530 (pour le tarif A, marchandises italiennes entrant en Allemagne sous le régime de la loi douanière allemande du 25 décembre 1902, Cf. p. 436 à 480; pour le tarif B, marchandises allemandes entrant dans le territoire douanier italien, Cf. p. 481 à 529) : en ce qui concerne le traité principal, les passages correspondants étaient : *Reichsgesetzblatt*, 1892, n° 2, p. 108 à 177 (pour le tarif A, p. 108 à 141; pour le tarif B, p. 142 à 177. Le texte du traité ayant été reproduit intégralement aussi en langue italienne dans le *Reichsgesetzblatt* publié à Berlin, nous croyons pouvoir nous dispenser d'indiquer les références dans les numéros correspondants de la *Gazzetta Ufficiale* du Royaume d'Italie.

En ce qui concerne le corps lui-même du traité, les dispositions concernant l'assimilation aux nationaux des ressortissants de l'autre partie contractante (art. 1), l'exercice réciproque des droits civils devant les tribunaux de chacune des parties (art. 2 et 3), les droits reconnus aux voyageurs de commerce (art. 5), la possibilité d'édicter des interdictions d'exportation dans des cas exceptionnels en ce qui concerne le matériel de guerre (art. 5), la clause de la nation la plus favorisée (art. 7), les certificats d'origine (art. 8), les droits conférés de part et d'autre à la navigation maritime (art. 10, 13 et 14), il n'y a eu aucun changement à signaler. La seule modification substantielle concernait le transit et l'entrepôt (art. 12) (1), mais elle n'importe guère pour la question nous occupant ici. Le traité italo-allemand du 3 décembre 1904 était conclu pour une date à fixer d'un commun accord qui ne devait pas être antérieure au 1^{er} janvier 1905 et ne pas être postérieure non plus au 1^{er} juillet 1906 (2); il était prévu qu'il resterait en vigueur jusqu'au 31 décembre 1917 (Titre III). Son exécution a été interrompue plus tôt par suite de l'entrée dans la guerre mondiale de l'Italie, au printemps de 1915.

Pour ce qui est des tarifs annexés, il va sans dire que, du point de vue des importations allemandes de produits agricoles italiens, c'est le tarif A (droits de douane à l'entrée en Allemagne) qui nous intéresse le plus. Le changement complet intervenu dans la nomenclature douanière d'après le tarif allemand de 1902 qui devait entrer en vigueur le 1^{er} mars 1906 ne facilite guère une comparaison d'ensemble (3).

D'une part (ancien tarif A du traité de 1891), il n'y a que douze positions concernant notre sujet qui donnent lieu à des consolidations ou exemptions de droits pour des produits agricoles d'origine italienne; ce sont les positions 8, 9, 11, 12, 13, 14, 25, 26, 30, 37, 39 et 41; d'autre part (nouveau tarif A du traité de 1904), il y a 77 positions dans ce cas : 10, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 23, 24, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39,

(1) Voir *Reichsgesetzblatt*, 1892, n° 2, p. 104 et 105, pour le traité du 6 décembre 1891 et *Reichsgesetzblatt*, 1904, n° 22, p. 417, pour le traité du 3 décembre 1904.

(2) Ce fut en réalité le 1^{er} mars 1906, date de la mise en vigueur du nouveau tarif douanier allemand.

(3) Cf. notre *Politique douanière de l'Allemagne de 1890 à 1925*, pp. 148 à 151.

40, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 68, 71, 72, 77, 93, 94, 99, 107, 110, 117, 125, 133, 135, 136, 144, 145, 146, 151, 152, 153, 156, 159, 160, 163, 166, 167, 177, 180, 181, 188, 192, 193, 200, 202, 211, 213, 216, 219, sans compter les positions 391 à 412 du tarif allemand de 1902 concernant les exportations italiennes si importantes de soie grège.

Est-ce à dire que, malgré la tendance `au protectionnisme agraire qui régnait alors en Allemagne, les avantages concédés aux produits du sol italien aient été aussi considérablement augmentés qu'il pourrait le sembler à la simple comparaison de ces listes, soit presque décuplés? Evidemment non, et cela pour diverses raisons.

Si l'on veut comprendre pourquoi, il faut d'abord se rendre compte qu'une position de l'ancien tarif allemand, en vigueur avant 1906, était, pour ainsi dire, un monde (1). Rien d'aussi compliqué avec des subdivisions à n'en plus finir, à l'aide de lettres grecques et latines, de chiffres romains et arabes, ainsi que de sous-titres divers. Certes, la spécialisation des rubriques dans la nomenclature douanière caractérise le tarif allemand mis à exécution au début de mars 1906. Mais cette spécialisation allait de pair avec une beaucoup plus grande clarté dans la présentation et dans la classification. Loin d'avoir été augmentés, les avantages concédés à l'Italie par les Allemands ont été limités. Certes, l'Allemagne ne demandait pas mieux sous le régime Bülow que de faire quelques concessions douanières à son alliée politique de l'Europe méridionale. Néanmoins il ne faut pas oublier que, par le jeu même de l'article 11 du Traité de Francfort, toute concession accordée aux exportateurs italiens profitait, en vertu de la clause réciproque de la nation la plus favorisée, à la France dont la production agricole, dans le Midi tout au moins, ressemblait à celle de

(1) Il est rare qu'une même position comprenne exclusivement des articles se rapportant à notre sujet dans le sens où nous avons tenté de le délimiter d'une façon aussi exacte que possible. Il n'y a guère que les positions 9 et 25 de l'ancien tarif allemand qui seraient tout à fait dans ce cas. Mais pour ne citer qu'un exemple, la position 11 de l'ancien tarif allemand contient, à côté de 11 c (bois, produit de la sylviculture), 11 a, charbon de bois et 11 f (meubles en bois). On pourrait citer de nombreux cas de ce genre. Nous indiquons, d'ailleurs, dans notre *Politique douanière de l'Allemagne depuis l'avènement de Caprivi jusqu'en 1925*, à quel point le tarif du 25 décembre 1902 a constitué, pour l'Allemagne, un progrès tant de la classification que de la spécification.

beaucoup de régions de l'Italie. Bref, si les annexes à la nouvelle convention commerciale italo-allemande sont plus volumineuses, ce n'est pas que l'agriculture italienne y paraisse beaucoup mieux traitée que dans l'ancienne (traité de commerce principal de 1891), c'est qu'une beaucoup plus grande spécification des avantages consentis a semblé nécessaire afin d'empêcher, dans la mesure du possible, la clause de la nation la plus favorisée de jouer d'une façon par trop automatique.

C'est ce que nous allons essayer de montrer en nous appuyant, en premier lieu sur les exemptions, en second lieu, sur les consolidations.

Enfin, nous n'oublierons pas que, pour une comparaison exacte et rigoureuse, il ne suffit point de faire la simple énumération des positions affectées, mais qu'il faut aussi évaluer, chiffres en mains, dans le cas des consolidations à quel montant exact s'est élevé chacun des avantages consentis.

§ I. — Exemptions de droits de douane.

Les mots italiens *esente* ou *esenti*, le mot allemand *frei* (en français : « exemption ») reviennent déjà assez souvent dans le tarif annexé au traité de 1891 en ce qui concerne les produits agricoles d'origine italienne. L'exemption des droits de douane était accordée conventionnellement à l'Italie, dès la fin du xix^e siècle, par l'Allemagne impériale pour les produits suivants :

Produits agricoles d'origine italienne.

	Position de l'ancien tarif douanier allemand
1. Lin et chanvre bruts, nettoyés, rouis, taillés ou écangués. . .	8
2. Raisins de table importés sur territoire douanier allemand par colis postaux pesant au plus 5 kg de poids brut.	9 h
3. Fleurs et feuilles pour bouquets et ornements, plantes vivantes ou parties de plantes, graines de trèfle et de luzerne, plantes potagères fraîches et légumes frais, fruits frais non dénommés ailleurs à l'exception des raisins et des fruits du Midi.	9 k

Produits agricoles d'origine italienne.

	Position de l'ancien tarif douanier allemand
4. Poils bruts sérancés, bouillis, teints ; soies de porc ; plumes de lit brutes.....	11 a
5. Plumes de lit nettoyées et préparées.....	11 f
6. Peaux brutes (vertes), salées, chaulées, séchées pour la préparation du cuir, même débarrassées de poils.....	12 a
7. Huile d'olives en fûts, dénaturée.....	26 d
8. Résidus solides de la fabrication des huiles grasses.....	26 g
9. Cocons de vers à soie, soie grège non teinte, bourre de soie peignée ou filée non teinte, déchets de soie.....	30 a
10. Oiseaux de basse-cour vivants, autres animaux et produits animaux non dénommés ailleurs, ruches d'abeilles avec abeilles vivantes.....	37 a
11. Chevaux (poulains) de moins de deux ans.....	39 a
12. Laine brute même teinte ; peaux d'animaux brutes non dénommées ailleurs.....	41 a

Vis-à-vis de ces douze exemptions de l'ancien traité classées d'après les rubriques de l'ancien tarif dont il convient de remarquer que certaines sont très compréhensives (c'est-à-dire s'appliquent à un domaine assez étendu de produits multiples), le traité italo-allemand de décembre 1904 prévoyait, pour les positions 1 à 220 et 391 à 412 du tarif douanier allemand du 25 décembre 1902, les quarante-huit exemptions ci-après :

Produits agricoles d'origine italienne.

	Position du nouveau tarif douanier allemand
1. Graines de prairies de toutes sortes.....	19
2. Autres graines de raves, navets, carottes, chicorée, graines de légumes, d'aneth, de fleurs, de tabac et semences pour l'agriculture, non dénommées ailleurs.....	21
3. Pommes de terre fraîches pendant la période du 1 ^{er} août au 14 février.....	23
4. Betteraves fourragères, carottes, navets, blancs et autres, navets des champs.....	24
5. Vannure, chèvrotte, déchets de teillage, paille hachée.....	27
6. Lin et chanvre bruts nettoyés, rouis, taillés, écangés, dégraissés.....	28
7. Plantes tinctoriales, même salées, séchées à l'air ou à l'étuve, grillées, moulues ou autrement réduites.....	32

Produits agricoles d'origine italienne.

Position du
nouveau tarif
douanier
allemand

8. Artichauts, asperges, tomates, melons frais, autres plantes potagères fraîches non dénommées dans le tarif général...	33
9. Pieds de cycas sans racines ni rameaux, palmiers en pots...	38
10. Bulbes d'orchidées non enracinés.....	39
11. Oignons, tubercules ou bulbes de fleurs, non dénommés ailleurs	40
12. Fleurs, inflorescences, pétales ou boutons pour bouquets et ornements, frais.....	41
13. Feuilles, herbes, rameaux, même avec fruits, pour bouquets et ornements, frais.....	42
14. Fleurs, feuilles, inflorescences, pétales, herbes, mousse marine, boutons, rameaux, même avec fruits, pour bouquets et ornements, séchés, imprégnés ou autrement préparés pour en assurer la conservation, même teints.....	44
15. Raisins de table frais importés sur territoire allemand par colis postaux pesant au maximum 5 kg. de poids brut....	45
16. Pommes, poires, coings, non emballés, du 1 ^{er} septembre au 30 novembre.....	47
17. Fruits de l'églantier, prunelles, tous autres fruits à noyau ou à pépin, non dénommés ailleurs.....	47
18. Framboises, groseilles, groseilles à maquereau, mûres de ronces, myrtilles, baies de sureau, baies de genévrier, autres baies comestibles.....	47
19. Fraises importées sur territoire allemand par colis postaux pesant au maximum 5 kilogrammes de poids brut.....	47
20. Citrons frais....	51
21. Jus de citrons, d'oranges amères et d'autres fruits du Midi, réduit ou non par la cuisson, ne contenant ni alcool, ni éther, ni sucre, même stérilisé.....	59
22. Jus de fruits pour usages industriels ou médicaux.....	60
23. Juncs même teints, refendus ou coupés, paille teinte, racines de riz, autres matières végétales pour la fabrication des brosses ou de la vannerie, même réunies en torsades.....	68
24. Baies, feuilles, inflorescences, pour usages industriels, même salées, séchées, etc.....	71
25. Baies, feuilles, inflorescences, pour usages médicaux, même salées, séchées, etc.....	72
26. Bois de bruyère non ouvré ou coupé en morceaux.....	77
27. Sumac, même moulu.....	94
28. Manne et sucre de manne.....	99
29. Animaux vivants non dénommés ailleurs.....	125
30. Lait stérilisé.....	133
31. Laine de mouton même lavée.....	144
32. Poils d'animaux de race caprine, de lièvre, de lapin, d'animaux de race bovine et porcine, même bouillis.....	145
33. Crins de cheval.....	146
34. Plumes de lit.....	147
35. Soies de porc ou de sanglier.....	151

Produits agricoles d'origine italienne.

	Position du nouveau tarif douanier allemand
36. Cocons de vers à soie	152
37. Peaux brutes pour la fabrication du cuir, même débarrassées des poils.	153
38. Coquillages et coraux bruts.	156
39. Eponges brutes, lavées ou blanchies.	159
40. Autres matières animales non dénommées ailleurs (œufs de poissons frais, graines de vers à soie, crins de Messine, etc.)	160
41. Huiles grasses en fûts (huile d'olives et huiles sulfureuses).	166-167
42. Lie de vin.	188
43. Déchets de riz.	192
44. Résidus solides de la fabrication des huiles grasses.	193
45. Soie grège non teinte.	391
46. Bourre de soie non-peignée.	396
47. Bourre de soie peignée non teinte.	397
48. Filés de bourre de soie à un ou à plusieurs bouts, non teints.	398

On le voit : près de cinquante exemptions étaient prévues par le tarif A de 1904, contre une douzaine figurant dans le tarif A de 1891. On reconnaîtra facilement que l'exemption 15 de la deuxième liste (position 45 du nouveau tarif allemand) n'est qu'une reprise de l'exemption 2 de la première liste (position 9 *h* de l'ancien tarif allemand) : raisins de table frais, à condition qu'ils soient importés par colis postaux pesant moins de 5 kilogrammes de poids brut dans les deux cas. L'exemption 36 de la deuxième liste (position 152 du nouveau tarif allemand) est également identique à l'exemption 9 (première partie) de la première liste (position 30 *a* de l'ancien tarif allemand) et on pourrait mentionner encore quelques cas analogues.

Mais ce qui caractérise les exemptions du tarif de 1904 par rapport à celles du tarif de 1891, c'est une spécification de plus en plus grande ayant pour objet de limiter à certaines catégories assez restreintes de produits l'avantage douanier consenti.

Il va sans dire aussi que ces exemptions de droits de douane n'ont pas toutes la même importance pour la production agricole et horticole italienne. Il est évident que l'exemption 9 de notre deuxième liste, celle qui concerne les pieds de cycas en pots, ne saurait se comparer à celles qui se rapportent par exemple aux pommes de terre fraîches pendant une certaine

période de l'année, aux citrons frais, aux peaux brutes pour la fabrication des cuirs, aux huiles grasses en fûts, à la lie de vin et à la soie grège (nos 3, 20, 41, 42 et 45) (1).

Pour terminer ce rapide coup d'œil sur les exemptions de droits consenties par l'Allemagne aux produits agricoles italiens dans les deux traités de 1891 et de 1904, contentons-nous d'examiner, à titre d'exemple, le cas des fruits de table frais (nos 2 et 3 de notre première liste — position 9 $\frac{1}{2}$ de l'ancien tarif allemand; nos 15 à 20 de notre deuxième liste, positions 45, 47, et 51 du nouveau tarif allemand).

De la mise en vigueur du traité négocié par Caprivi au 1^{er} mars 1906, les fruits frais de table « non dénommés ailleurs » c'est-à-dire tous les fruits frais à l'exception des raisins et des agrumes provenant d'Italie et, par voie de conséquence, provenant de tous les pays auxquels était reconnue par l'Allemagne la clause de la nation la plus favorisée, sont entrés exempts de droits sur le territoire douanier allemand. Encore pour les raisins y avait-il l'exception qui concernait les colis postaux d'un poids brut non supérieur à 5 kilogrammes, exception que nous avons déjà signalée. Quant aux droits d'entrée sur les agrumes que l'Allemagne ne produit aucunement, ils ne pouvaient être considérés que comme des droits fiscaux n'ayant aucun caractère protecteur.

Le protectionnisme agricole du traité de 1904, sous le régime du tarif douanier allemand fortement protecteur de 1902, s'exerce non seulement en faveur des grands domaines de l'Allemagne orientale produisant surtout des céréales, mais aussi en faveur des cultures maraîchères de la banlieue berlinoise (serres de Werder-an-der Havel, plantes potagères du Spree-wald), de la région rhénane, etc. Pour les raisins de table, pas de changement en ce qui concerne les exemptions. De même pour les framboises, groseilles, myrtilles, baies comestibles diverses, les fruits de l'églantier, les prunelles et fruits à noyaux ou à pépins « non dénommés ailleurs dans le tarif », quelles que soient la date de l'expédition et la nature de l'emballage. Pour les pommes, poires et coings, l'exemption est subordonnée à deux conditions :

(1) Pour l'importance comparative en valeur des importations allemandes de produits agricoles italiens pendant l'année 1913, dernière année normale où le traité de commerce italo-allemand de 1904 a pu avoir sa pleine répercussion, nous nous bornerons à renvoyer à nos annexes.

1) l'expédition doit se faire pendant les mois de septembre, octobre ou novembre;

2) la marchandise doit voyager en vrac (fruits non emballés).

Pour ces fruits voyageant à d'autres périodes de l'année et pour les pommes, poires ou coings emballés, il y a des droits prévus, droits consolidés, il est vrai, moins élevés que ceux du tarif autonome. Mais l'entrée en franchise sur territoire douanier allemand n'est désormais plus possible. En ce qui concerne les fraises, elles ne bénéficient plus de l'exemption que dans les conditions spécifiées pour les raisins frais de table. Enfin, les noix et noisettes, cerises et griottes, abricots et pêches acquittent des droits consolidés. Quant aux prunes de toute espèce, elles auraient même à payer les droits du tarif autonome, si d'autres conventions commerciales que le traité italo-allemand ne les faisaient pas bénéficier d'un traitement privilégié en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

§ II. — Consolidation de certains droits d'entrée.

La place nous manque pour analyser avec autant de détails les divers droits consolidés qui ont été stipulés par les deux traités de commerce de 1891 et de 1904 pour les importations allemandes de certains produits agricoles italiens.

Bornons-nous à citer quelques exemples dont on trouvera le détail au tableau de la page 42.

La grande concession nouvellement faite à l'Italie concernait les exportations italiennes de citrons frais à destination de l'Allemagne dont la valeur a pu s'élever à 7.900.000 marks en 1913, alors que celle des exportations d'oranges et mandarines fraîches n'atteignait la même année, malgré le droit consolidé réduit assez sensiblement par rapport à ce qu'il avait été pendant les années 1892 à 1906, que 3.600.000 marks, soit moins de la moitié.

Le régime des échanges italo-allemands qu'ont consacré les traités de commerce de 1891 et de 1904 a-t-il été ou non favorable à l'économie italienne d'avant-guerre en ce qui concerne les importations de produits agricoles faites par l'Allemagne? C'est là une question extrêmement controversée et assez complexe que l'analyse détaillée tentée dans les chapitres suivants permettra peut-être de résoudre en partie.

Droits consolidés stipulés par les traités de 1891 et de 1904.

Produits	Traité de 1891	Traité de 1904	Observations
Raisins de table frais (non importés en franchise par colis postal)	4 marks les 100 kgs.	4 marks les 100 kgs (1).	Aucun changement.
Autres raisins frais (raisins de vendange)...	4 marks les 100 kgs.	10 marks les 100 kgs.	Augmentation de plus de 100 %.
Vins en fûts pour la fabrication du cognac sous contrôle douanier	10 marks les 100 kgs.	10 marks les 100 kgs	Aucun changement.
Vins rouges en fûts pour le coupage sous contrôle douanier	10 marks les 100 kgs.	15 marks les 100 kgs.	Augmentation de 50 %.
Vins en fûts	20 marks les 100 kgs,	Droit d'entrée variable selon le contenu en alcool, avec exceptions en faveur du Marsala et du vin de vermouth (2).	Spécification destinée à favoriser la consommation de certains vins qui ne sont produits qu'en Italie (au détriment des vins français, par exemple).
Fromages de toutes sortes	20 marks les 100 kgs.	Le droit réduit de 20 marks n'est plus accordé qu'à des fromages spéciaux, tels que le Gorgonzola et le Parmesan (3).	Même remarque que pour les vins, relativement à la concurrence française.
Oranges et mandarines fraîches	4 marks les 100 kgs.	3 marks 25 les 100 kgs.	Diminution assez sensible du droit d'entrée.
Citrons frais	4 marks les 100 kgs.	Exemption complète (4).	Concession à l'Italie qui devait profiter aussi, mais dans une moindre mesure, à l'Espagne et à divers autres pays.

(1) Le tarif douanier allemand de 1902 prévoyait pour les raisins de table frais un droit autonome de 20 marks les 100 kilogrammes.

(2) Le tarif allemand de 1902 prévoyait, pour les vins en fûts ou en récipients de plus de 50 litres, un droit autonome de 24 marks (porté à 48 marks en ce qui concerne les vins dits « vin de dessert »).

(3) Droit autonome prévu par le tarif allemand pour les fromages : 30 marks les 100 kilogrammes.

(4) Droit autonome prévu par le tarif allemand de 1902 pour les fruits frais du Midi sans distinction (oranges, mandarines, citrons, cédrats, grenades, pistaches, etc...) : 12 marks les 100 kilogrammes.

LIVRE II

LES RÉSULTATS OBTENUS A LA VEILLE DE LA GUERRE MONDIALE

On a vu de quelle manière et grâce à quels procédés l'Italie s'est efforcée, en 1904 comme en 1891, d'assurer un minimum de débouchés à ses produits agricoles sur le marché allemand au prix de concessions importantes à l'Empire de Guillaume II dans toutes les autres branches de l'activité économique.

Mais un traité de commerce ne vaut que par la façon dont il est appliqué, par les résultats positifs qu'il donne dans la pratique quotidienne. Entre 1904 et 1913, neuf ans se sont écoulés, entre 1906, date de l'entrée en vigueur du nouveau tarif douanier allemand, et 1913, sept ans se sont écoulés. Il convient donc, croyons-nous, pour bien apprécier les résultats obtenus, de prendre l'« année-type » à la veille de la guerre, soit l'année 1913. Il importe, à cet égard, de déterminer en quoi consistaient exactement alors les importations allemandes de produits agricoles italiens, à quel genre de concurrence ces importations se heurtaient et comment elles arrivaient à surmonter en partie cette concurrence. Tel sera l'objet des chapitres qu'on va lire.

CHAPITRE PREMIER

ANALYSE DÉTAILLÉE DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ITALIENS A DESTINATION DE L'ALLEMAGNE EN 1913

L'année 1913 a été, nous l'avons déjà dit, la dernière année « normale » pour les exportations italiennes à destination de l'Allemagne avant la guerre mondiale.

En effet, bien que l'Italie n'ait pris part aux hostilités qu'en mai 1915, le mouvement des échanges commerciaux avec l'Allemagne ne peut évidemment plus être considéré sous le même angle à partir d'août 1914. Les résultats de 1913 ont donc constitué l'aboutissement des relations commerciales italo-allemandes d'avant-guerre. Il est intéressant de les rapprocher des résultats de 1889, année qui a précédé l'avènement de Caprivi.

Les deux résultats, toutefois, ne sont pas exactement comparables par suite des changements apportés dans la nomenclature douanière de l'Allemagne et, en conséquence, dans les statistiques allemandes du commerce extérieur, par pays et par catégories de marchandises. Néanmoins on peut avoir ainsi des indications intéressantes pour la direction générale et la composition spécifique du mouvement des échanges italo-allemands.

Pendant le quart de siècle en question (1889-1913) la valeur totale des importations italiennes en Allemagne a passé de 149 millions de marks environ (exactement 148.796.000) à 317.614.000 marks. Elle a donc un peu plus que doublé, ce qui n'a rien d'étonnant, vu les progrès économiques réalisés pendant cette

période par le pays importateur, en l'espèce l'Allemagne. Alors qu'elle pouvait se demander encore vers la fin du xix^e siècle si ses intérêts essentiels n'étaient pas du côté de l'agriculture, l'Allemagne s'était transformée, aux environs de 1900, en une des premières nations industrielles du globe, elle avait assez brusquement passé dans le domaine de l'économie mondiale. Cela signifie qu'elle s'était enrichie très vite. Richesse de parvenue, a-t-on dit parfois, richesse qui s'est accompagnée d'une soif de jouissances assez caractéristique. Econome et sobre jadis, l'Allemand moyen de 1913 est devenu volontiers dépensier, prodigue même. Dans son beau livre sur les *Méthodes allemandes d'expansion économique* (1), M. Henri Hauser analyse la façon dont cet enrichissement rapide a créé de nouveaux besoins, surtout en ce qui concerne les articles de luxe que l'Allemagne ne produisait pas. Il montre comment, pour les fruits du Midi et pour les fleurs, les Allemands sont devenus de gros clients de la Provence, de l'Algérie, de l'Espagne et notamment de l'Italie. Comme nous l'avons déjà indiqué et comme nous aurons l'occasion de le développer, il faudrait, à propos des exportations italiennes vers le territoire douanier allemand, ajouter les primeurs qui ont peut-être plus d'importance encore.

Pour l'analyse qui va suivre, nous nous référons à la statistique du pays importateur, la statistique allemande, comme étant *a priori* la plus exacte.

Dès 1892, M. Werner Sombart signalait (2) à propos de l'Italie, les erreurs parfois considérables qui étaient fréquemment com-

(1) Cf. H. HAUSER : *Les Méthodes allemandes d'expansion économique*, 8^e édition, Paris, 1918, p. 54-55.

(2) Werner SOMBART : *Die Handelspolitik Italiens seit der Einigung des Koenigreiches (Schriften des Vereins fuer Sozialpolitik, Band 49, Leipzig, 1892)*, p. 163. Dans *Der auswaertige Handel des deutschen Zollgebiets (Ibid)*, p. 526, M. H. von Scheel reconnaît que les mêmes erreurs sont parfois commises pour les exportations de l'Allemagne à destination de l'étranger. En ce qui concerne les importations suisses d'origine italienne, la progression a été la suivante : en 1886, 88 millions de lires; en 1887, 88 millions de lires; en 1888, 216 millions de lires; en 1889, près de 230 millions de lires. On conçoit que l'augmentation brusque du chiffre de ces importations ait aussi retenu les rédacteurs du Rapport général sur la politique douanière rédigé entre 1913 et 1919 sous les auspices du Ministère italien du Commerce et de l'Industrie. Voir *Atti della Commissione Reale per lo studio del regime economico: doganale e dei trattati di commercio*, Ministero per l'Industria, il Commercio e il Lavoro, Roma. (Stabilimento poligrafico per l'Amministrazione della Guerra), 1920. Tome XXX, p. 20. Mais il n'est donné de cet accroissement aucune explication satisfaisante, alors que l'hypothèse de M. W. Sombart paraît fort vraisemblable.

mises par les statistiques officielles relativement au pays de destination. Pour deux Etats qui n'ont pas de frontière commune comme l'Allemagne et l'Italie, un élément de confusion vient s'ajouter aux autres du fait que bien souvent le pays de transit est considéré comme pays de destination ou de provenance. Un exemple caractéristique, dans le cas qui nous intéresse, est celui des exportations italiennes à destination de l'Allemagne et de la Suisse. Alors que, pour des raisons qu'énumère M. Sombart, les expéditions de marchandises italiennes en Allemagne avaient certainement beaucoup augmenté entre 1886 et 1889, les statistiques italiennes officielles donnaient les résultats suivants :

	(Valeur en liras)	
	1886	1889
Exportations de l'Italie vers l'Allemagne..	107.912.000	91.428.000
Exportations de l'Italie vers la Suisse.....	88.236.000	229.675.000

Il paraît impossible que ces chiffres correspondent à la réalité des faits. Le commerce du Royaume d'Italie avec la Confédération Helvétique, laquelle comptait alors moins de 3 millions d'habitants (chiffre exact d'après le recensement fédéral de 1888 : 2.917.754 habitants), n'a pas pu se développer d'une façon telle en trois années que les exportations de l'Italie à destination de la Suisse passent de 10 % à peine du total à plus de 23 %, ce qui aurait fait brusquement de la Suisse le principal destinataire des marchandises italiennes avant la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. La seule chose qu'on puisse conclure d'un pareil chiffre, c'est que les marchandises italiennes qui ont franchi la frontière italo-suisse en 1889 avaient une valeur de 229.675.000 liras. Sur ce total, un certain nombre de marchandises sont entrées vraiment en Suisse, beaucoup d'autres n'ont fait que « transiter » à travers ce pays à destination de l'Allemagne, des Etats scandinaves, de la Belgique, etc. Dans quelles proportions? C'est ce que peut seulement nous apprendre la statistique allemande des importations dont les résultats sont assez différents.

Avec cette réserve générale, les chiffres que nous reproduisons plus bas donnent des indications assez précieuses sur la com-

position des importations italiennes de produits agricoles en Allemagne au cours des années 1889 et 1913, d'après la statistique officielle allemande, dans les deux cas (1). Seuls entrent en ligne de compte pour cette comparaison les produits agricoles italiens dont l'importation en Allemagne atteignait ou dépassait la valeur de 1 million de marks en 1913.

Importations allemandes de produits agricoles italiens en 1889 et en 1913 (soit pendant l'année ayant précédé l'avènement du chancelier Caprivi, d'une part, et pendant la dernière année « normale » d'avant-guerre, d'autre part).

Valeur totale des importations } 1889 : 148.796.000 marks
italiennes en Allemagne. . . } 1913 : 317.644.000 marks

Numéro du tarif douanier allemand en vigueur en 1889	Numéro du tarif douanier allemand en vigueur en 1913	Produits	(Valeurs en marks)	
			Année 1889	Année 1913
5 m	D 188	Lie de vin.....	1.329.000	1.016.000
8	A 28 e	Chanvre.....	5 612.000	14.941.000
9 h	A 33	Plantes potagères fraîches (légumes frais) à l'excep- tion des pommes de terre	1.008.000	6 673 000
9 k	A 45 a, b 46, 47	Fruits de table frais, à l'ex- ception des agrumes...	1.417.000	25.958 000
25 c	D 180 a, f D 182	Vins et moût de vendange	7 226.000 (2)	5.090.000 (2)
25 h	A 45 c A 51	Agrumes (oranges, man- darines, citrons, cédrats, etc.).....	1.410.000	11.196.000
25 h	A 54	Amandes séchées.....	4.478.000	11.745.000
26 b, d	D 166 c, f, g, k	Huile d'olives et autres huiles végétales.....	5 464 000	2.725.000
30 a	396, 397	Bourre de soie non teinte.	2 815.000	2 292.000
30 a	391 a, b	Soie grège non teinte.....	68.639 000	111 796.000
37 a	107	Volaille.....	3.281.000	2 500 000
37 b	136	Œufs (d'oiseaux de basse- cour).....	1.083 000	7.128 000

(1) Les importations allemandes d'origine italienne atteignirent en 1889, d'après la statistique allemande, 148.796.000 marks contre 91.428.000 liras (soit environ 65.140.000 marks). Il peut donc y avoir une différence du simple au double ou même encore une différence plus forte. Mais on admet communément que les indications du pays importateur sont plus exactes, ce pays se donnant plus de peine pour déterminer la provenance véritable des produits importés sur son territoire douanier.

(2) Sur ce total, il y avait 134.000 marks de vins en tonneaux pour la

§ I. — Matières premières industrielles.

(Soie grège, chanvre, laine.)

Soie grège. — Nous avons indiqué plus haut que les importations de soie (soie grège et bourre de soie) se sont normalement développées par rapport à l'augmentation générale du volume des échanges entre 1889 et 1913. L'élevage des vers à soie a continué d'être, pendant toute la période considérée, une ressource essentielle pour plusieurs centaines de communes rurales de Lombardie et de Vénétie. Les importations de soie grège non teinte d'origine italienne ont passé de 68.639.000 marks en 1889 à 111.796.000 marks en 1913; quant aux importations allemandes de soie grège non teinte d'origine française (vallée du Rhône), elles ont progressé sensiblement à la même allure, bien que les quantités importées demeurent beaucoup moins considérables. Valeur en 1889 : 10.332.000 marks; valeur en 1913 : 22.281.000 marks.

En ce qui concerne la soie grège, l'Italie avait toujours, vers 1913, une situation absolument privilégiée par rapport aux autres pays européens ou asiatiques. Elle subvenait, en effet, pour plus des sept dixièmes aux besoins d'importation de soie grège qu'éprouvait l'Allemagne. (Valeur des importations allemandes de soie grège italienne : 111.796.000 marks sur une valeur totale de 154.961.000 marks. Volume de ces importations : 2.706.400 kilogrammes, sur un volume total de 3.894.700 kilogrammes.) (1) La concurrence de la France et du Japon n'était

fabrication d'eau-de-vie de vin, 1.342.000 marks de vins pour la fabrication de vinaigre, de vin mousseux et de vermouth sous contrôle douanier, 130.000 marks d'autres vins, 36.000 marks de vins en bouteilles, 855.000 marks de vins médicinaux, vins de vermouth, etc. La diminution très sensible en ce qui concerne les importations allemandes de vins italiens est due à ce que l'année 1889 a été, pour ces importations, une année exceptionnelle (7.266.000 marks contre 3.427.000 marks en 1888 et 1.814.000 marks seulement en 1886). Cela s'explique en partie par la guerre douanière franco-italienne qui sévissait alors et qui a fait passer le volume des exportations italiennes de vins à destination de la France de 1.854.000 hectolitres en 1886 à 174.000 hectolitres seulement en 1889. (Les chiffres de 1889 ne comprennent que les vins en tonneaux.)

(1) Avec le développement de la production de soie artificielle le volume des importations allemandes de soie grège a diminué de moitié depuis la guerre (19.143.000 kilogrammes en 1925 contre 38.941.700 kilogrammes en 1913). Mais la proportion des importations allemandes de soie grège italienne a encore augmenté si bien qu'on peut constater l'existence d'un véritable mono-

pas très forte. La valeur des importations allemandes de soie grège d'origine française atteignait en 1913 22.281.000 marks, comme nous l'indiquons plus haut; quant à celle des importations allemandes de soie grège d'origine japonaise, elle n'atteignit, pendant l'année considérée, que 8.438.000 marks. Un chiffre relativement élevé est indiqué dans les statistiques pour la soie grège non teinte de provenance suisse (7.200.000 marks en 1913); mais il s'agit en majeure partie, semble-t-il, de soie grège non teinte venant d'Italie et introduite en Allemagne par la frontière germano-helvétique.

Chanvre — Parmi les matières premières industrielles, les importations allemandes de chanvre italien (chanvre brut et étoupe de chanvre) ont fait des progrès encore plus rapides. A cet égard, les pronostics pessimistes de M. Werner Sombart relativement à la culture du chanvre en Italie ne se sont pas réalisés (1). Par contre, l'effort des protectionnistes italiens pour créer dans le pays même une industrie nationale du chanvre n'a été couronné de succès que partiellement. En effet, une culture industrielle de cette importance était forcée de chercher, en 1913, des débouchés à l'étranger, du côté de l'Allemagne notamment, et cela dans des proportions qui restaient assez considérables (2).

Pour les importations allemandes de chanvre, les principaux concurrents de l'Italie étaient en 1913 la Russie et l'Autriche-Hongrie. L'Italie a su acquérir aujourd'hui presque un monopole sur le marché allemand, la valeur des importations allemandes de chanvre russe ayant beaucoup diminué. Quant à la valeur des importations allemandes de chanvre provenant des principaux pays successeurs de la double monarchie danubienne en 1925 (Yougoslavie : 725.000 marks; Tchécoslovaquie :

pole de fait en faveur de l'Italie pour l'exportation de la soie grège en Allemagne (1.708.700 kilogrammes d'importations d'origine italienne en 1925 sur un total d'importations de 1.914.300 kilogrammes).

(1) Werner SOMBART : *Op. cit.*, p. 149, « Der Hanfbau in Italien geht zurueck » (La culture du chanvre diminue en Italie). C'est exact dans la mesure où la superficie cultivée tend à se restreindre, mais le rendement à l'hectare augmente par suite de l'amélioration des méthodes de culture.

(2) L'industrie du chanvre n'a pas non plus été développée en Italie comme elle aurait pu l'être, semble-t-il, depuis la guerre. La valeur du chanvre exporté d'Italie en Allemagne a, en effet, beaucoup augmenté (24.702.000 marks en 1925 contre 12.767.000 marks en 1913). Au contraire, le volume des importations allemandes de chanvre italien est resté pour ainsi dire constant : 14.356.100 kilogrammes en 1925 contre 14.845.900 kilogrammes en 1913.

320.000 marks; Hongrie : 136.000 marks; Autriche : 126.000 marks), elle était loin d'atteindre au total la valeur des importations allemandes de chanvre austro-hongrois en 1925 (3.700.000 marks).

Laine. — Les importations allemandes de laine italienne atteignaient en 1913 une valeur de 1.000.000 de marks environ (position 144) contre 32 millions de marks environ pour les laines de provenance belge, 15 millions de marks de laines de provenance française et 9 millions de marks de laines de provenance anglaise (1).

Sans doute, les importations de laines d'origine italienne sont négligeables à côté des importations de laines d'origine belge, française et anglaise (14.786.000 marks en 1913), mais elles sont pour ainsi dire égales aux importations de laines d'origine espagnole (981.000 marks en 1913).

En conséquence, bien que les ressources italiennes en bétail ovin soient beaucoup moins abondantes que celles de la France, par exemple, l'industrie lainière de l'Italie était loin en 1913 de pouvoir utiliser intégralement la quantité de laine produite dans le pays (2).

§ II. — Légumes frais, conserves de légumes, pommes de terre.

Pour les importations allemandes de légumes frais italiens (ou de « plantes potagères fraîches » comme l'indique la traduction officielle des tarifs et des statistiques), l'effort fait par l'agriculture de la péninsule avait donné bien avant 1913 des résultats saisissants. L'Italie entière (non seulement le Mezzogiorno ensoleillé, mais la plaine du Pô et les vallées fertiles des Alpes ou des Apennins) s'était transformée peu à peu en vaste jardin potager, elle s'appliquait, dans une large mesure, à satisfaire les besoins croissants de primeurs qu'éprouvait l'Allemagne. Le marché de ce pays — dont les progrès économiques

(1) Mais les principaux fournisseurs de l'Allemagne pour la laine sont l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Argentine et l'Uruguay. Les quantités de laine exportées d'Europe sont relativement faibles.

(2) M. Werner SOMBART l'indiquait déjà dans son étude qui remonte à 1892. Voir : WERNER SOMBART, *Die Handelspolitik Italiens seit der Einigung des Königreichs* (Schriften des Vereins fuer Sozialpolitik, Band 49, Leipzig, 1892), p. 149-151. Il semble qu'entre 1892 et 1913 cette situation ne se soit pas sensiblement améliorée pour l'Italie.

avaient été, ainsi que nous l'avons indiqué, très considérables — offrait aux exportateurs italiens de légumes des débouchés toujours plus importants. Les chiffres le prouvent. Les Allemands ont importé en 1913 pour 6.673.000 marks de légumes frais provenant d'Italie (contre 1.000.000 de marks seulement en 1889). En un quart de siècle la valeur de ces importations avait donc sextuplé selon les statistiques allemandes. En dehors des raisons énumérées plus haut, l'amélioration et l'accélération des moyens de transport y ont certainement été aussi pour quelque chose. Enfin, l'agriculture italienne s'est peu à peu spécialisée dans ce domaine.

Parmi les plantes potagères fraîches, les catégories suivantes méritent d'être signalées :

Position du tarif douanier allemand	Produits importés	Valeur des importations de provenance italienne en 1913
33 c	Choux-fleurs	2.884.000 marks
33 h	Tomates fraîches	1.299.000 —
33 m	Concombres	1.100.000 —

Ces trois catégories constituaient à elles seules, en 1913, plus des deux tiers de la valeur totale des plantes potagères fraîches importées d'Italie en Allemagne.

Choux-fleurs. — Les choux-fleurs jouent, on le voit, un grand rôle dans les exportations de produits agricoles italiens à destination de l'Allemagne. C'est surtout comme primeurs qu'ils traversent les Alpes. La production allemande de choux-fleurs est trop peu abondante pour se ressentir sérieusement de la concurrence italienne. En octobre et novembre, la concurrence néerlandaise et belge est importante; de décembre à mars, c'est la concurrence française qui domine. Le commerce italien avait néanmoins su s'assurer, dès 1913, une place intéressante parmi les fournisseurs de choux-fleurs étrangers en Allemagne, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

Importations allemandes de choux-fleurs	Valeur en 1913
Choux-fleurs importés des Pays-Bas	4.888.000 marks
— — d'Italie	2.284 000 —
— — de France	1.023 000 —
— — de Belgique	132.000 —

Seuls les Pays-Bas, comme on l'a constaté, distançaient d'assez loin l'Italie qui arrivait, à la veille de la guerre, au deuxième rang, bien avant la France, parmi les pays exportant des choux-fleurs en Allemagne.

Tomates fraîches (1). — Sans atteindre le chiffre des importations allemandes de choux-fleurs italiens, les importations en Allemagne de tomates fraîches de provenance italienne se sont élevées en 1913 à près de 1.300.000 marks. C'est donc là aussi un poste qui était loin d'être négligeable dans la catégorie des exportations italiennes de légumes à destination de l'Empire allemand. La période d'importation va de mai à octobre pour les tomates fraîches expédiées d'Italie. Les principaux mois d'exportation sont ceux de juin et de juillet, la récolte des tomates ne commençant guère en Allemagne que dans le courant d'août. Dès le début de ce mois, la concurrence des tomates fraîches d'origine française ou néerlandaise se fait déjà sentir sur le marché allemand pour les produits italiens. D'autre part, il arrive d'Espagne, aux mêmes époques que d'Italie, des bateaux entiers chargés de tomates qui, en 1913, représentaient, au total, une valeur sensiblement égale à celle des tomates italiennes.

On a indiqué ci-après la valeur comparative des importations allemandes de tomates fraîches de ces divers pays pour l'année considérée. L'Italie est ici au premier rang parmi les fournisseurs de l'Allemagne.

Importations allemandes de tomates fraîches	Valeur en 1913
Tomates fraîches importées d'Italie.....	1.299.000 marks
— — — d'Espagne.....	1.067 000 —
— — — de France.....	278.000 —
— — — des Pays-Bas.....	146.008 —

Concombres. — Les importations allemandes de concombres italiens sont des importations de primeurs. Il n'existe, pour cet article, de débouchés en Allemagne que jusqu'à la fin de juillet, date où la récolte des concombres allemands commence. La culture des concombres était, en Italie avant la guerre,

(1) Pour les conserves de tomates, voir plus loin p. 56 du présent ouvrage.

faite avant tout pour l'exportation. Ce fut, pour les agriculteurs italiens, un résultat appréciable que d'arriver à expédier 1.100.000 marks de concombres en 1913 dans un seul pays étranger, vu les conditions dans lesquelles cette production s'est développée. A la veille des hostilités, l'Italie était pour les exportations de concombres dans une situation privilégiée et elle ne redoutait guère la concurrence d'autres nations.

Légumes divers. — Parmi les légumes (frais ou séchés) qui jouent un rôle considérable dans les importations allemandes de produits italiens, il faut citer, les haricots et les pois frais ou séchés (positions 33 *k* et 11 *a*, d'une part, 33 *l*, d'autre part). En 1913, l'Allemagne se procurait en Italie plus du cinquième des haricots frais qu'elle achetait à l'étranger. Les principaux concurrents de l'Italie pour cet article étaient les Pays-Bas et la France; les importations allemandes de haricots atteignaient les chiffres suivants :

Position du tarif allemand	Produits importés en Allemagne	Provenaient		
		des Pays-Bas	de France	d'Italie
		(Valeur en marks)		
A-11 <i>a</i>	Haricots séchés.....	417.000	770.000	45.000
A-33 <i>k</i>	Haricots frais	2.353.000	89.000	680.000
	soit au total... ..	2.770.000	859.000	725.000

En ce qui concerne les haricots séchés, c'est l'Autriche-Hongrie qui arrivait au premier rang (1) pour les importations en Allemagne à la veille de la guerre, avec 4 millions de marks de marchandises importées, soit plus du quadruple des exportations d'origine française et près du centuple des importations d'origine italienne.

Pour ce qui est des pois verts frais, l'Italie était en 1913 avant la France, mais bien après les Pays-Bas qui assuraient à eux seuls les deux tiers des besoins d'importation de l'Allemagne.

		Valeur en 1913
Importations allemandes de pois verts frais	{ Origine néerlandaise.	527.000 marks
	{ — française	83.000 —
	{ — italienne	132.000 —

(1) En ce qui concerne les importations allemandes de haricots séchés venaient ensuite des fournisseurs comme la Roumanie et la Russie (1.906.000 marks et 1.469.000 marks respectivement en 1913).

En dehors des choux-fleurs pour lesquels les importations allemandes de provenance belge n'atteignaient pas un cinquième de celles de provenance italienne et de certaines plantes potagères d'importance secondaires telles que les asperges (33 f), les oignons (33i), les salades, épinards, céleri, persil, etc. (33 p du tarif allemand), la concurrence de la Belgique n'était guère sensible. Quant à la position 33 f, la France, les Pays-Bas et la Belgique venaient, à cet égard, en 1913 bien avant l'Italie. Les maisons italiennes d'exportation se sont même quelquefois plaintes de ce qu'on ait trop négligé en Italie, parmi les cultures de primeurs, la culture des asperges. Certes, les sables du Brandebourg et la contrée du Rhin moyen se prêtent en Allemagne fort bien à cette culture. Mais la récolte des asperges a lieu en Italie dès le mois d'avril, alors qu'elle ne commence que vers le milieu de mai dans l'Allemagne centrale et vers la fin de mai dans l'Allemagne septentrionale. Ce produit trouve donc d'excellents débouchés sur le territoire douanier allemand pendant tout le mois d'avril et pendant la première moitié au moins du mois de mai. Il n'y a pas de raison, semble-t-il, pour que les Italiens se laissent distancer ici par les Belges et les Hollandais, ce qui était encore le cas au printemps de 1913.

	Valeur en 1913
Importations allemandes d'asperges {	
Origine française	446.000 marks
— belge	105.000 —
— néerlandaise	68 000 —
— italienne	60.000 —

Pour les oignons, les Pays-Bas viennent au premier rang des fournisseurs européens de l'Allemagne, l'Egypte restant de beaucoup le principal exportateur d'oignons dans ce pays (1).

Importations allemandes d'oignons (valeur en 1913).

Pays européens prenant part à ces importations	Valeur en marks d'après la statistique allemande
Importations d'origine néerlandaise	796.000 marks
Importations d'origine italienne	204.000 —
Importations d'origine belge	194.000 —

(1) L'Egypte a exporté en Allemagne, pendant l'année 1913, pour 1.755.000 marks d'oignons. En 1925, la valeur de ces importations avait doublé, passant de 1.755.000 marks à 3.553.000 marks; mais leur volume était resté à peu près constant. Il y a donc eu hausse de prix et l'augmentation de valeur vient seulement de là.

En ce qui concerne les positions ayant trait aux salades, épinards, céleri, persil, carottes, poireaux, radis, les maraîchers hollandais et français ont su se conserver une place prépondérante.

Importations allemandes de salades, épinards, céleri, persil, carottes, poireaux, radis (valeur en 1913).

Importations d'origine néerlandaise	2.000.000 marks
Importations d'origine française	790.000 —
Importations d'origine italienne	209.000 —
Importations d'origine belge	184.000 —

Les importations allemandes de salades provenant des Pays-Bas n'avaient guère lieu en 1913 qu'à partir d'octobre. Elles ont pu se développer un peu depuis la guerre, mais elles étaient insignifiantes à la veille des hostilités. Au contraire, vers cette date, en ce qui concerne les carottes, poireaux et radis (position 33 s), la Hollande arrivait au chiffre de 1.914.000 marks (sur 2.361.000 pour l'ensemble des diverses positions envisagées ci-dessus). Les résultats suivants de 1913 indiquent, d'ailleurs, qu'à l'égard de cette position 33 s, les maraîchers néerlandais avaient réussi à s'assurer sur le marché allemand d'avant-guerre une espèce de monopole de fait. Le tableau ci-après l'indique très nettement.

Position 33 s du tarif allemand (Carottes, poireaux, radis).

(Proportion des produits néerlandais importés en Allemagne).

Valeur en 1913 : 1.914.000 marks sur une valeur totale de
2.361.000 marks pour l'ensemble des importations
allemandes.

Volume en 1913 : 20.312.000 kilogrammes sur un volume total de
23.125.000 kilogrammes pour l'ensemble des impor-
tations allemandes.

(Pour les détails des autres positions, voir les annexes
à la fin du volume.)

Cela montre assez bien que c'est plutôt du côté des salades, épinards, céleri, persil, etc. que les exportations italiennes des plantes potagères de cette catégorie vers l'Allemagne pouvaient arriver à se développer en 1913.

*
**

L'étude des importations allemandes de plantes potagères fraîches d'Italie doit être complétée par celle des importations de conserves de légumes et des importations de pommes de terre.

Conserves de légumes. — Parmi les conserves de légumes, les conserves de tomates ont une importance considérable pour les échanges italo-allemands. Ici, par opposition à ce qui se produit pour les primeurs, la date de l'importation est indifférente. La concurrence espagnole se fait sentir à côté de la concurrence française et belge, malgré la grande distance séparant la frontière franco-espagnole de la frontière franco-allemande ou germano-suisse (1).

*Importations de conserves de tomates, etc.
(Position 219 b, c) en Allemagne pendant l'année 1913.*

Importations d'origine espagnole	530.000	marks
— — française	206.000	—
— — italienne	166.000	—

Il s'agit de conserves expédiées en récipients hermétiquement fermés (généralement en boîtes de fer blanc). L'Espagne dont les exportations de tomates fraîches jouent un rôle presque aussi grand que les exportations de tomates fraîches italiennes écoule de cette façon en Allemagne une partie de l'excédent de sa production, vu que la rapidité des transports n'a guère d'importance pour les conserves.

Pommes de terre. — Par contre, le rôle de l'Italie est essentiel pour les importations allemandes de pommes de terre nouvelles. Les expéditions ont lieu généralement en sacs pendant la période allant du début d'avril à la fin de juin. Des contrées entières en Sicile, dans les Pouilles et dans la région de Naples (Campanie, etc.) cultivent presque exclusivement des pommes de terre destinées à la consommation allemande. Avant le 30 juin, la concurrence des pommes de terre nouvelles allemandes est, pour ainsi dire, nulle. Par contre, les pommes de terre de Malte, d'Algérie et du Midi de la France peuvent, dans

(1) Voir notre chapitre sur la concurrence espagnole. L'essentiel de ce trafic hispano-allemand de conserves, c'est-à-dire de denrées non périssables, se fait par mer.

une certaine mesure, entrer en ligne de compte et concurrencer les produits italiens en Allemagne.

Jusqu'en 1913, l'Espagne n'avait pas tenté de rivaliser sérieusement avec l'Italie sur ce terrain, probablement à cause des difficultés de transport. Le rôle tout à fait exceptionnel joué par les pommes de terre nouvelles de provenance italienne ressort du fait qu'en 1913 l'Allemagne en importait pour 6.567.000 marks contre 2.587.000 marks de pommes de terre belges et 83.000 marks seulement de pommes de terre françaises (position 23 du tarif douanier allemand). Toutefois, la pomme de terre de Hollande jouait depuis longtemps un facteur important pour les importations de cette nature en Allemagne (9.760.000 marks de pommes de terre importées en 1913 des Pays-Bas), si bien que l'Italie venait ici seulement au second rang (1).

A partir du 30 juin — ou au plus tard du 15 juillet — de chaque année, les importations de pommes de terre italiennes cessent pour ainsi dire entièrement, l'Allemagne ayant en général elle-même une récolte assez abondante pour lui permettre d'attendre les arrivages de primeurs du printemps suivant en se fournissant au besoin chez ses voisins immédiats (Pays-Bas, Belgique), d'où les frais de transport sont moins élevés (2).

§ III. — Fleurs fraîches, feuilles, herbes, rameaux.

Les fleurs fraîches coupées constituent la position 41 du tarif allemand qui elle-même comporte deux subdivisions :

(1) Néanmoins pour les pommes de terre nouvelles, les Pays-Bas n'entraient que partiellement en ligne de compte comme concurrents, beaucoup de pommes de terre d'origine hollandaise importées en Allemagne n'étant pas, à proprement parler, des primeurs. Les importations allemandes de pommes de terre maltaises atteignaient en 1913 une valeur de 1.008.000 marks et les importations allemandes de pommes de terre algériennes une valeur de 138.000 marks seulement (1925 : 202.000 marks). Sur le rôle joué en Allemagne par les importations de pommes de terre de provenance algérienne en 1929, voir : ELISABETH CLÉVENOT, *La production des primeurs dans l'Afrique du Nord et leur commerce d'exportation*. Alger (Carbonel), 1932, p. 59). La Hollande tenait toujours en 1925 le premier rang pour les importations allemandes de pommes de terre (21.691.000 marks pour l'année 1925), serrée de près par l'Italie (16.451.000 marks pour l'année 1925). En outre, la Pologne a exporté vers l'Allemagne en 1925 1.607.000 marks de pommes de terre.

(2) C. MAC GUIRE, dans *Italy's economic position*. New-York (Macmillan), 1927, signale que la superficie cultivée en pommes de terre a sensiblement augmenté depuis la guerre en Italie; l'augmentation fut de 10 % environ entre 1913 et 1925.

41 a. Lilas, œillets, orchidées, roses, violettes.

41 b. Jacinthes, primevères et autres fleurs fraîches.

Ce sont surtout les cinq espèces de fleurs fraîches coupées comprises sous la rubrique 41 a que l'Italie exportait vers l'Allemagne en 1913.

Pour les fleurs de cette rubrique, l'Italie venait au second rang des fournisseurs de l'Allemagne, immédiatement après la France, alors qu'elle se laissait distancer par les Pays-Bas pour les fleurs de la rubrique 41 b, comme le montre le tableau suivant :

Importations allemandes de fleurs fraîches en 1913.

Position du tarif allemand		(Valeur en marks)			
		Total des importations allemandes	Provenance		
			française	italienne	néerlandaise
41 a	Lilas, œillets, orchidées, roses, violettes	8 234 000	4.488.000	3.598.000	69.000
41 b	Jacinthes, primevères et autres fleurs fraîches coupées. . . .	2 849 000	1.381.000	316.000	1 152.000
	Total. . . .	11.103 000	5 869.000	3.894.000	1.221 000

La valeur totale des importations allemandes de fleurs italiennes atteignait donc 3.894.000 marks, contre une valeur de 5.869.000 marks pour les importations de fleurs françaises et de 1.271.000 marks pour les importations de fleurs néerlandaises. La concurrence des autres pays, en dehors de la France et des Pays-Bas, restait insignifiante.

Les Pays-Bas jouissaient en 1913 d'une espèce de monopole de fait pour les importations allemandes d'oignons de fleurs, surtout d'oignons de tulipes :

Valeur en 1913.— 4.656.000 marks sur une valeur totale de 5.054.000 marks ;

Volume en 1913.— 4.434.700 kilogrammes sur un volume total de 4.813.700 kilogrammes.

Quant aux importations allemandes de feuilles, herbes, rameaux pour bouquets ou ornements (position 42) :

Valeur en 1913.— 1.249 000 mark, sur une valeur totale de
1.798.000 marks,

Volume en 1913.— 1.837.100 kilogrammes sur un volume total de
2.707.800 kilogrammes,

ainsi qu'aux importations allemandes d'inflorescences, pétales, boutons, feuilles, rameaux séchés ou ayant subi une préparation simple (position 44) (1) :

Valeur en 1913.— 298.000 marks sur une valeur totale de
786.000 marks,

Volume en 1913.— 330.900 kilogrammes sur un volume total de
752.400 kilogrammes,

L'Italie avait alors une place prépondérante que, d'ailleurs, elle a réussi à conserver depuis.

§ IV. — Graines à ensementer.

Les graines à ensementer constituent une part notable des importations de produits agricoles italiens en Allemagne. Si l'Empire allemand n'a pu faire venir de l'Italie, qui est elle-même un pays importateur de céréales, que des quantités infimes de céréales panifiables et même de riz (pour 24.000 marks de riz non glacé, position 10 du tarif allemand, et pour 173.000 marks de riz glacé, position 163 du tarif allemand, au total moins de 200.000 marks), il n'en est pas de même du tout pour les graines à ensementer. En ce qui concerne les graines comestibles (anis, coriandre, cumin), les exportations italiennes sont largement dépassées par les exportations espagnoles et françaises vers l'Allemagne (10.000 marks pour l'Italie en 1913, contre 137.000 marks et 25.000 marks respectivement pour l'Espagne et la France). Au sujet des graines à ensementer proprement dites, il convient de faire quelques distinctions.

L'Italie était dépassée de beaucoup par la France et par la Russie pour l'importation en Allemagne de graines de luzerne et de graines de trèfle, qu'il s'agisse de trèfle incarnat ou d'autres variétés de trèfle. En ce qui concerne les graines de luzerne l'Italie arrivait presque au chiffre des importations

(1) Pour la position 44, la concurrence de l'Afrique du Sud se fait sentir dans une large mesure.

de provenance française, alors que pour les graines de trèfle la valeur des importations allemandes d'origine anglaise atteignait à peu près celle des importations allemandes d'origine italienne. Pour les graines diverses (de plantes potagères, de fleurs, d'herbes de toutes sortes, de raves, de salades et de betteraves), l'Italie se laissait distancer de loin par la France, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark et les Pays-Bas. Mais pour les importations de graines en général, l'Italie atteignait en 1913 un chiffre bien plus élevé que le Danemark, la Belgique et l'Espagne, et même sensiblement supérieur à celui des graines importées des Pays-Bas, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

Importations allemandes de graines à ensemercer en 1913

	Graines de trèfle	Graines de luzerne	Graines diverses	Total
	marks	marks	marks	marks
Provenance française.....	9.984.000	1.156.000	4.327.000	15.377.000
— russe.....	13.642.000	4.375.000	12.318.000	30.335.000
— austro-hongroise..	7.068.000	—	968.000	8.196.000
— anglaise.....	2.238.000	150.000	4.380.000	6.900.000
Provenance italienne.....	1.275.000	1.035.000	293.000	3.600.000
Provenance néerlandaise.....	172.000	—	3.093.000	3.265.000
— danoise.....	248.000	—	1.833.000	2.081.000
— belge.....	186.000	157.000	265.000	608.000
— espagnole.....	38.000	259.000	259.000	354.000

§ V. — Fruits de table et agrumes.

C'est dans ce domaine que l'Italie agricole et horticole a fait le plus de progrès pour ses importations à destination de l'Allemagne entre 1889 et 1913, si l'on en juge par la valeur totale des importations dont il s'agit. Cette valeur était en 1889 de 1.417.000 marks, elle a passé à près de 26 millions de marks (exactement 25.958.000 marks) en 1913, soit à dix-huit fois plus en vingt-quatre années.

Dans ces chiffres ne sont pas compris les oranges, mandarines, citrons, cédrats, c'est-à-dire les agrumes, pour lesquels la progression, bien que sensible, a été beaucoup moins rapide. La valeur des importations d'agrumes provenant d'Italie et expédiés en Allemagne a passé de 1.410.000 marks à 11.200.000 marks (exactement à 11.196.000 marks); ces importations ont

done atteint en 1913 huit fois le montant auquel elles s'élevaient en 1889.

Pommes. — Parmi les fruits de table, les pommes constituent un des éléments essentiels parmi les importations de provenance italienne en Allemagne. Avec un montant de 7.562.000 marks en 1913, elles ont constitué presque le tiers de la valeur totale que nous indiquons plus haut.

C'est surtout dans les vallées de l'Italie du Nord que la culture des pommes est répandue. Une des régions où cette culture se fait principalement pour l'exportation est le Piémont auquel sont venus s'ajouter, depuis la guerre de 1915-1919, le Trentin et le Haut-Adige (ancien Tyrol méridional de langue allemande) qui expédiaient beaucoup de pommes sur le territoire douanier de l'Autriche-Hongrie et qui ont dû chercher, pour ces fruits, de nouveaux débouchés. En 1913, ce sont surtout les pommes piémontaises et, dans une moindre mesure, celles de la Vénétie septentrionale qui ont été exportées en Allemagne. Les tarifs douaniers et les traités de commerce ont toujours, fait des différences, selon que les pommes ont été expédiées emballées ou non emballées. Par le traité de commerce de 1904, l'Italie a même réussi à faire maintenir la franchise douanière pour les pommes en vrac pendant la période allant du 1^{er} septembre au 30 novembre de chaque année.

A ce moment, la concurrence des pommes allemandes fraîches sur le marché intérieur allemand n'est pas encore très sensible.

Les importations allemandes de pommes italiennes atteignaient en 1913 une valeur de 7 millions et demi de marks, soit un peu plus de 15 % de la valeur totale des pommes importées en Allemagne. L'Allemagne absorbait alors, pour une valeur d'environ deux fois et demie supérieure, des pommes provenant de France (19.276.000 marks) et une quantité assez forte de pommes importées d'Autriche-Hongrie, représentant une valeur de 4.700.000 marks. La concurrence espagnole n'entrait pas en ligne de compte; quant à la Belgique elle a expédié en Allemagne en 1913 pour environ 2.500.000 marks de pommes (soit environ un tiers des importations allemandes d'origine italienne).

Raisins frais. — Parmi les fruits de table frais dont l'Allemagne se fournit, en grandes quantités, sur le marché italien, les

raisins viennent au second rang, immédiatement après les pommes.

Au point de vue du volume des importations de raisins, l'Italie a une situation privilégiée sur le marché allemand où elle a expédié, en 1913, 221.980 quintaux métriques de raisins, soit plus de 57 % du total des raisins que l'Allemagne a fait venir de pays étrangers. La proportion n'est pas aussi considérable, si l'on considère la valeur des importations italiennes.

La concurrence de l'Espagne, de la France et de la Belgique reste assez sensible. C'est la concurrence espagnole qui est la plus forte (3.192.000 marks de raisins frais importés en Allemagne pendant l'année 1913). La France et la Belgique, avec respectivement 2.235.000 marks et 139.000 marks d'importations de même nature, sont loin de fournir à l'Italie des quantités aussi considérables que ne le laisseraient supposer proportionnellement ces chiffres, car il s'agit en partie de raisins de serre d'un prix plus élevé.

L'Italie demeurait en 1913 le fournisseur principal de l'Allemagne pour les raisins de table; elle envoyait dans ce pays 83 % des raisins qu'elle expédiait à l'étranger. A côté des 6.632.000 marks de raisins de table importés dans l'Empire allemand (position 45 *a* du tarif allemand), les 23.000 marks de raisins de vendange (position 45 *b* du tarif allemand) jouent un rôle négligeable. Dans la mesure où des importations de cette nature ont eu lieu, elles doivent être étudiées en même temps que la production vinicole allemande et que les importations de moût de vendange (position 45 *c* du tarif allemand) qui ont dépassé en valeur les importations en Allemagne de vins proprement dits (y compris celles de vins médicaux et de vins de vermouth); 2.608.000 marks de moût et 2.492.000 marks de vins en tonneaux et en bouteilles. Toutefois, les importations espagnoles de moût ont atteint, à elles seules, 5.005.500 marks (1), c'est-à-dire une valeur sensiblement égale à celle

(1) Les importations allemandes de vins espagnols (en tonneaux et en bouteilles, beaucoup plus abondantes que les importations de vins italiens, atteignent, pour l'année 1913, 16.957.000 marks; celles de vins et de moût s'élevaient à plus du quadruple des importations allemandes de provenance italienne (21.962.000 marks contre 5.090.000 marks seulement). L'Italie avait obtenu, comme nous l'indiquons par ailleurs, lors du traité de 1904, la franchise douanière pour les raisins frais de table importés en colis postaux de 5 kilogrammes au maximum. Pour les raisins importés autrement, les droits variaient selon qu'il s'agissait ou non de raisins frais de table.

des importations italiennes de moût et de vins, lesquelles se montaient à un total de 5.090.000 marks.

Noisettes et noix. — La statistique italienne de la production agricole réunit sous la même rubrique les noisettes et les noix. Cependant, pour ce qui est des importations en Allemagne, chacune de ces deux catégories de fruits est loin de jouer le même rôle. Alors que les noix constituent un élément essentiel pour les importations de provenance française et les noisettes un élément presque négligeable, la proportion est renversée pour les importations de provenance italienne. En Italie c'est de noisettes que l'Allemagne se fournit, en France c'est de noix. L'Espagne a une place intermédiaire. Ses exportations de noisettes en Allemagne sont beaucoup plus abondantes que celles de la France, tandis que ses exportations de noix dans ce pays sont sensiblement au même niveau que celles de l'Italie. Cela ressort du tableau ci-après :

Numéro de la statistique allemande	Importations en Allemagne pendant l'année 1933	Provenance italienne	Provenance française	Provenance espagnole	Provenance turque	Provenance roumaine
		Valeur en marks				
46 a	Noisettes.....	3.702.000	127.000	795.000	2.539.000	—
		(1)				
46 b	Noix.....	106.000	3.373.000	96.000	—	1.189.000
	Total.....	3.808.000	3.500.000	871.000	2.539.000	1.189.000

On voit que, pour les noisettes, à côté de la France et de l'Espagne, le principal concurrent de l'Italie était la Turquie, et que, pour les noix, c'était la Roumanie.

La production allemande de noisettes est négligeable, celle de noix est un peu plus importante, mais elle reste bien loin de suffire aux besoins de la consommation à l'intérieur de l'Allemagne. Les expéditions se font en sacs, généralement d'octobre à janvier, pour les noisettes comme pour les noix.

Cerises. — Les cerisiers fleurissent et mûrissent dans l'ensemble de l'Italie, un mois plus tôt en moyenne que dans la plupart des contrées de l'Allemagne. Il s'agit donc ici, avant tout, d'importations de primeurs. C'est ce qui explique que

(1) Depuis 1919, les importations allemandes de noix italiennes ont une certaine tendance à se développer.

l'Allemagne n'ait fait venir de France et de Belgique qu'assez peu de cerises : pour 236.000 marks et 65.000 marks respectivement (position 47 *f* du tarif douanier allemand). Les importations de cerises fraîches ont lieu surtout en mai, alors que les mois de la cueillette et de la récolte des cerises en Allemagne sont juin et juillet. Les expéditions se font le plus souvent en paniers ou corbeilles de 5 à 10 kilogrammes.

Une valeur de 2.256.000 marks de cerises importées d'Italie en 1913 est une valeur énorme pour des primeurs, vu qu'il s'agit de fruits dont les quantités produites en Allemagne sont assez importantes.

Pêches. — La culture des pêches a été intensifiée dans beaucoup de régions d'Italie pour faire face aux besoins du marché allemand. La concurrence faite par les produits d'origine allemande aux produits italiens importés était pour ainsi dire nulle en dehors de quelques régions de la Rhénanie où la culture de la pêche avait commencé à se répandre. La valeur des importations allemandes des pêches françaises atteignait à peine un dixième de la valeur des importations de provenance italienne en 1913 (165.000 marks contre 1.645.000 marks). La concurrence espagnole, qui a pris une certaine importance depuis l'armistice, était nulle avant la guerre. L'Allemagne faisait venir alors d'Italie plus de 80 % des pêches qu'elle importait chaque année.

Les cultivateurs italiens avaient donc presque réussi à s'assurer un monopole de fait.

Coings et poires. — Ces deux sortes de fruits se trouvent réunis dans une même position (47 *g*) de la statistique allemande qui nous sert de base pour le présent exposé. Les importations allemandes de coings italiens sont, d'ailleurs relativement peu abondantes semble-t-il, elles ont lieu d'octobre à décembre chaque année.

Les importations allemandes de poires italiennes, au contraire, jouent un assez grand rôle. Les principaux centres de la production en Italie sont la Toscane et les Abruzzes. Depuis la guerre, le Trentin est venu s'y ajouter.

Contrairement à ce qui se passe pour les pommes où les importations françaises viennent au premier rang, elles entraient à peine en ligne de compte pour les coings et les poires; au contraire, les maraîchers de Belgique avaient su

assurer à leur pays des débouchés très appréciables aux poires belges sur le marché allemand, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

Poires et Coings.

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)		Provenance			
		austro- hongroise	belge	italienne	française
47 b	Importations alle- mandes de coings et de poires pen- dant l'année 1913.	marks	marks	marks	marks
		(1)			
		3 700 000	1.544.000	1.450 000	350 000

Les importations italiennes de poires en Allemagne durent de juin à novembre, mais il s'agit surtout de primeurs qu'on expédie jusqu'en août au plus tard. La concurrence belge ne se fait pas sentir dans la pratique autant que pourraient le faire supposer ces chiffres, car les poires de Belgique importées en Allemagne sont surtout des poires tardives. En 1913, à côté de la Belgique et de la France, l'Autriche-Hongrie (aujourd'hui la Tchécoslovaquie) exportait d'assez grandes quantités de poires sur le territoire douanier allemand.

Prunes et abricots frais. — La statistique allemande englobe dans une même rubrique de la position 47 du tarif douanier, la rubrique 47 e, les prunes, reines-claude, mirabelles et abricots. Les importations allemandes de provenance italienne sont fort abondantes, puisqu'elles atteignirent 1.224.000 marks en 1913. Pour les abricots, la production allemande est minime et la récolte ne commence guère, dans les diverses régions de l'Allemagne, avant le milieu d'août; le mois de juillet est, en conséquence, le principal mois pour les importations italiennes à destination de l'Allemagne du Sud surtout où, grâce à la proximité et à la rapidité des transports, les abricots des vallées du versant méridional des Alpes trouvent facilement de nombreux acheteurs. Pour les prunes, les principaux centres italiens de production sont la Toscane, d'une part, les régions de Florence et de Modène, d'autre part. Contrairement à ce que

(1) Les poires ainsi exportées du territoire austro-hongrois en 1913 sont aujourd'hui, pour une part notable, des poires italiennes depuis 1918-1919 par suite de l'annexion de la Vénétie Julienne et du Trentin au Royaume d'Italie.

nous avons dit des abricots, la récolte allemande de prunes est très considérable. L'Allemagne a exporté, notamment, pour 1.237.000 marks de prunes en Grande-Bretagne et, pour 322.000 marks de prunes en Suisse pendant l'année 1913. Or, il ne semble pas qu'il se soit agi de réexportations.

Mais la différence entre les prunes allemandes et les prunes italiennes provient de ce que la récolte commence en Allemagne vers la fin d'août au plus tard, alors que la récolte italienne se fait en général dès le mois de juillet. Les maraîchers d'Italie peuvent donc intensifier leurs exportations vers le territoire allemand pendant au moins six semaines; leurs prunes trouvent alors des débouchés dans toute l'Allemagne sans faire vraiment concurrence à la production intérieure. L'Autriche-Hongrie exportait en 1913 (partiellement à la même époque de l'année) pour 2.000.000 de marks d'abricots et de prunes dans l'Empire allemand.

Fruits frais divers (fraises, groseilles et myrtilles). — Les positions 47 *h* et 47 *i* du tarif douanier réunissent dans une double rubrique ces divers fruits dont l'Allemagne a une production abondante et dont, par exemple, elle a exporté, pendant l'année 1913 :

en Grande-Bretagne pour	651.000 marks
en Suisse pour	335.000 marks

Il est, par conséquent, naturel que l'expédition de ces fruits d'Italie en Allemagne n'ait lieu que pour les primeurs, c'est-à-dire au mois d'août en ce qui concerne les myrtilles, au mois de mai et dans les premiers jours de juin en ce qui concerne les fraises ou les groseilles. Néanmoins, on observera que les importations allemandes d'origine italienne ont atteint 361.000 marks pendant l'année 1913, ce qui peut être considéré comme un chiffre relativement élevé.

Fruits séchés (Amandes séchées, figes séchées, caroubes, pruneaux). — Parmi les fruits séchés, la première place revient sans conteste aux amandes qui, avec un chiffre d'importations allemandes de provenance italienne atteignant 11.745.000 marks, dépassent de beaucoup le montant des importations de pommes ou de raisins frais. La concurrence française ne paraissait pas très sensible (1.507.000 marks seulement d'importations pendant l'année 1913), la concurrence espagnole l'était davantage

(3.854.000 marks d'importations pendant l'année 1913). Il faudrait mentionner encore la concurrence de la Turquie et celle de la plupart des pays balkaniques.

Les figues séchées constituent, tant pour l'Italie que pour l'Espagne, un élément appréciable dans les importations allemandes de produits agricoles, mais cet élément est loin d'avoir l'importance des amandes séchées. (Importations allemandes de provenance italienne en 1913 : 362.000 marks pour les figues séchées, contre 11.745.000 marks pour les amandes séchées. Importations allemandes de provenance espagnole en 1913 : 181.000 marks pour les figues séchées, contre 3.858.000 marks pour les amandes séchées.) Outre l'Espagne, les principaux concurrents de l'Italie quant aux importations de figues séchées en Allemagne étaient, en 1913, la Turquie, la Grèce, le Portugal et l'Algérie (1). En ce qui concerne les amandes séchées, les Allemands s'adressaient en 1913 à l'Italie pour satisfaire plus de la moitié de leurs besoins d'importations (chiffre des quantités : 4.517.000 kilogrammes d'amandes séchées de provenance italienne, sur un total de 8.676.100 kilogrammes pour l'ensemble des importations allemandes de ce produit). D'après la statistique des valeurs, immédiatement après l'Italie et l'Espagne, pour les amandes séchées, venait le Maroc (3.647.000 marks d'importations allemandes de provenance marocaine). Les autres fournisseurs de l'Allemagne, comme la France (importations allemandes d'amandes séchées : 1.507.000 marks) et le Portugal (importations allemandes d'amandes séchées : 496.000 marks), étaient loin d'arriver à de tels chiffres pour les quantités expédiées en Allemagne et la valeur de ces quantités.

Le rôle des importations allemandes de caroubes est peu considérable. Mais le chiffre des importations de caroubes d'origine italienne est relativement élevé, vu qu'il s'agit d'une denrée rarement consommée en Allemagne. Ces importations représentaient environ le cinquième du total des importations allemandes de caroubes, tant pour les quantités (624.000 kilogrammes sur un total de 3.290.000 kilogrammes) que pour les valeurs (137.000 marks sur un total de 724.000 marks).

(1) Sur les figues séchées, d'Algérie on ne trouve malheureusement pas d'indications dans le très intéressant ouvrage d'Elisabeth CLÉVENOT sur *La production agricole de l'Afrique du Nord*. Alger (Carbonel), 1932. Les amandes fraîches y sont mentionnées parmi les fruits divers, voir p. 46.

Quant aux importations allemandes de pruneaux italiens pendant l'année 1913, elles étaient insignifiantes par rapport aux importations allemandes provenant de la monarchie austro-hongroise ou des pays balkaniques. Mais on se rendait compte, avant la guerre, qu'il serait possible de développer l'exportation de ce produit à destination de l'Allemagne. Notons, en passant, que la valeur des importations allemandes de pruneaux austro-hongrois en 1913 (2.700.000 marks) dépassait celle des prunes fraîches et des abricots frais provenant alors d'Autriche-Hongrie (2.000.000 de marks).

Agrumes — Les importations allemandes d'agrumes d'Italie n'ont pas augmenté dans la même mesure que celles des autres fruits de table. Pour les oranges et les mandarines, la seule concurrence sérieuse est celle de l'Espagne dont le montant d'importations sur le territoire douanier allemand constitue plus du sextuple des importations de provenance italienne.

Oranges et Mandarines fraîches.

Position du tarif allemand (Numéro de la statistique allemande)		Marks
A 57 a	Oranges et mandarines fraîches (1) importées d'Espagne pendant l'année 1913	20 224 000
A 51 a	Oranges et mandarines fraîches importées d'Italie pendant l'année 1913.....	3 600,000

Pour les quantités, la proportion est à peu près la même. L'Allemagne a importé d'Espagne, en 1913, 1.460.716 quintaux métriques d'oranges et de mandarines; d'Italie, au contraire, seulement 172.000 quintaux métriques de ces deux espèces de fruits.

Entre 1919 et 1925, les importations italiennes se sont quelque peu développées relativement aux importations provenant d'Espagne, l'Italie ayant profité du cours élevé de la peseta espagnole pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre mondiale. La dépréciation relative de la lire a favorisé les achats de fruits du Midi en Italie jusqu'en 1925. Néanmoins

(1) Les oranges et les mandarines ne figurent pas séparément dans les statistiques officielles allemandes.

il est douteux que les importateurs italiens puissent conserver définitivement cet avantage, aujourd'hui que la lire est stabilisée depuis plusieurs années déjà.

Pour les citrons, la proportion est exactement contraire. L'Italie a plusieurs centres de la production du citron dans les provinces méridionales et dans la région du lac de Garde. Elle a comme principaux clients pour ce produit les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne qui vient au troisième rang de ses clients.

La concurrence française est à peu près nulle et la concurrence espagnole presque insignifiante (261.000 marks d'importations espagnoles de citrons dans le territoire douanier allemand en 1913, contre 7.900.000 marks d'importations italiennes de citrons pendant la même année).

Les agrumes de la position 51 c du tarif allemand (cédrats et fruits divers du Midi) entrent à peine en ligne de compte, la valeur des importations allemandes étant minime, ainsi que le fait ressortir le tableau ci-après :

Cédrats et Fruits divers du Midi.

Provenance italienne.....	87.000 marks
— française	22.000 marks
— espagnole.....	21.000 marks

On sait que la majeure partie des 22.000 marks de cédrats importés de France en 1913 provenait de Corse. Ces chiffres montrent à quel point le commerce en question était insignifiant pour les échanges italo-allemands, relativement aux expéditions de citrons, d'oranges et de mandarines qui ont toujours constitué, au contraire, un facteur de tout premier ordre.

§ VI. — Peaux, poils, plumes, etc..

Un coup d'œil d'ensemble sur les produits de la rubrique C du tarif allemand (Animaux et matières d'origine animale) montre que dans ce domaine les importations allemandes de provenance italienne dépassent de beaucoup celles de provenance espagnole. Néanmoins, ici, l'Italie était très loin d'avoir une situation prépondérante. L'Autriche-Hongrie, la Russie, la France, les pays d'outre-mer venaient généralement bien avant

elle; pour diverses positions même, ses exportations vers l'Allemagne prenaient rang après les importations provenant des petits pays voisins de l'Empire allemand, comme les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark, etc.

En ce qui concerne les peaux brutes pour la préparation du cuir, un rapprochement avec les chiffres des importations allemandes provenant des pays d'outre-mer n'aurait guère de raison d'être, vu la surabondance du bétail en Argentine, en Australie, etc. Si l'on se borne aux peaux importées des principaux pays européens au cours de l'année 1913, on obtient le tableau suivant :

Peaux brutes.

Origine				Valeur en marks
Peaux de provenance française...	..	environ		55 000.000
—	—	austro-hongroise.	—	53.000.000
—	—	russe....	—	40.000.000
—	—	danoise.....	—	13.000.000
—	—	italienne	—	12.000.000
—	—	suisse.....	—	12 000.000
—	—	néerlandaise	—	11.000.000
—	—	anglaise	—	10.000.000
—	—	suédoise	—	8.000 000
—	—	espagnole	—	6.000.000
—	—	belge	—	4.000.000
—	—	norvégienne.....	—	3.500.000

Parmi les douze principaux fournisseurs de l'Allemagne en peaux, l'Italie avait donc, comme la Suisse, un rang moyen pendant l'année 1913. La France, l'Autriche-Hongrie, et la Russie exportaient en Allemagne des peaux de toutes sortes. (La Russie exportait particulièrement des peaux de lapins : en 1913 pour plus de 25.000.000 de marks de cette seule catégorie de peaux.)

De même que la Suisse et les pays scandinaves, l'Italie vendait surtout à l'étranger des peaux d'animaux de race bovine (1) (comme la France pour laquelle les exportations de ces peaux dépassaient 38 millions de marks sur un total de 55 millions de marks de peaux d'origine française exportées en Allemagne). L'Espagne exportait plutôt des peaux de moutons et de chèvres (2).

(1) Positions 153 a, d, du tarif allemand.

(2) Positions 153 l, m, et 153 o, du tarif allemand.

En ce qui concerne les poils et crins (1), les importations allemandes de provenance italienne étaient insignifiantes à côté de celles d'origine russe, chinoise et américaine. (Valeur en 1913 pour les poils de provenance italienne : 565.000 marks contre 23.700.000, 3.400.000 et 2.000.000 de marks respectivement) ou même française (valeur en 1913 : 2.800.000 marks). Relativement aux importations allemandes de plumes (position 147), le rôle de l'Italie était minime (valeur des importations allemandes en 1913 : 475.000 marks) en regard de celui de l'Autriche-Hongrie (16.000.000 de marks), de la Chine (6.000.000 de marks), de la Russie (3.500.000 marks), de la France (1.320.000 marks) et de la Grande-Bretagne (1.400.000 marks).

§ VII. — Produits divers.

Nous faisons figurer dans cette section à la fois les produits des catégories B et E du tarif douanier allemand (Sylviculture, « autres denrées alimentaires et articles de consommation ») (2) qui n'ont guère d'importance pour l'Italie (elle s'y laisse distancer de beaucoup par la France et même par l'Espagne, quoique dans une plus faible mesure) et un certain nombre d'articles des catégories C et D non examinés dans les précédentes sections, mais représentant néanmoins une valeur assez considérable (œufs d'oiseaux de basse-cour, volailles, vins, huiles) tant en 1889 qu'en 1913.

Œufs de volaille (d'oiseaux de basse-cour). — Les importations d'œufs d'oiseaux de basse-cour (surtout œufs de poules) ont gagné entre 1889 et 1913 ce que les importations de volaille

(1) Positions 145, 146 et 151 du tarif allemand.

(2) Les chiffres furent respectivement, pendant l'année 1913, pour les deux catégories en question du tarif allemand :

	Provenance italienne	Provenance française	Provenance espagnole
	<i>Valeur en marks</i>		
Importations des produits de la catégorie B.....	1.891.000	9.752.000	1.091.000
Importations des produits de la catégorie E.....	1.092.000	2.434.000	3.046.000
Total des importations des caté- gories B et E.....	2.983.000	12.186.000	4.137.000

ont perdu, ainsi que le montre le tableau comparatif d'ensemble de la page 47. Si l'on additionne les deux positions qui sont connexes (C 136 et 107 dans le tarif douanier de 1902, 37 *a* et 37 *b* dans le tarif douanier antérieur), on arrive même, en prenant pour base les valeurs, à une progression de plus de 100 % :

		Valeur en marks
		—
Importations italiennes	{ en 1889 (37)	4.364.000
d'œufs et de volaille.	{ en 1913 (136 et 107)...	9.628.000

Les importations allemandes d'œufs austro-hongrois et de volaille austro-hongroise atteignaient, en 1913, 86.200.000 marks, elles étaient donc d'une valeur à peu près neuf fois plus forte que celle des importations allemandes d'œufs italiens.

Depuis la guerre mondiale, les importations allemandes dont il s'agit ont une tendance à diminuer légèrement sous l'influence de divers facteurs, surtout en ce qui concerne les quantités, mais même aussi en ce qui concerne les valeurs.

Vins. — Pour les vins et le moût de vendange, les chiffres absolus des importations italiennes aussi bien que leur valeur relative ont subi un fléchissement entre 1889 et 1915, ce que nous tentons d'expliquer par ailleurs (1). La concurrence française et la concurrence espagnole sont restées victorieuses. Les efforts du chancelier Caprivi pour faire prendre aux vins italiens la place des vins français, sur le marché allemand (2) n'ont pas été couronnés de succès. La France, avec ses 31.374.000 marks d'importations allemandes de vins en tonneaux et en bouteilles, l'Espagne, avec ses 16.969.000 marks des mêmes importations (3), sans compter, dans les deux cas, le moût de vendange, distancent de fort loin l'Italie qui n'a exporté en 1913 que pour 2.497.000 marks de vins, y compris les vins

(1) Voir note 2 de la page 47.

(2) Voir : Walter Lotz. *Die Handelspolitik des Deutschen Reiches unter Graf Caprivi und Fuerts Hohenlohe*. Leipzig, 1902, p. 94, et : *Stenographische Berichte des Reichstags*, 1890-1892, Band V, page 3306 (Discours du 10 décembre 1891).

(3) En ce qui concerne les quantités, l'Espagne venait même avant la France (49.728.000 kilogrammes contre 39.128.000 kilogrammes) pour les importations allemandes de vins. Il fallait en chercher la raison dans le chiffre élevé des importations de vins rouges espagnols destinés au coupage (5.159.500 kilogrammes pendant l'année 1913 représentant 1.445.000 marks seulement). C'est ce qui explique que les vins importés d'Espagne n'aient pas eu une aussi grande valeur que les vins importés de France (16.969.000 marks contre 31.474.000 marks).

médicinaux et le vin de vermouth auxquels venait s'ajouter une valeur à peu près égale de moût de vendange, ce qui porte la valeur totale de ces importations italiennes (positions D 180-182, A 45 c) à un peu plus cinq millions de marks d'avant-guerre.

Les vins austro-hongrois jouaient aussi un rôle moins considérable en 1913 qu'en 1889 dans les importations allemandes (valeur en 1889 : 7.800.000 marks; en 1913 : 2.700.000 marks (1).

En ce qui concerne la lie de vin (position C 188), les chiffres des importations allemandes furent les suivants pour 1913 :

	Valeur en marks
Importations allemandes de provenance française .	378.000
Importations allemandes de provenance espagnole .	1.038.000
Importations allemandes de provenance italienne .	1.016.000

Ici, les importations d'Italie et celles d'Espagne, sensiblement équivalentes, dépassaient de beaucoup les importations de provenance française dont elles constituaient presque le triple, mais cette différence ne saurait compenser l'avance de la France pour les vins en tonneaux et en bouteilles, mousseux ou non mousseux.

Huiles végétales. — L'huile d'olives d'Italie et celle de Provence sont appréciées depuis de longues années par le consommateur allemand. On peut presque laisser de côté les importations d'huiles d'origine espagnole (huile d'olives, autres huiles végétales, oléine), puisque la valeur totale des importations de marchandises espagnoles figurant à ces diverses positions (C 166, 167, 172) n'atteignait même pas 170.000 marks en 1913.

Au contraire, il est intéressant ici de comparer dans le détail les importations allemandes d'origine italienne et d'origine française. Au point de vue de la valeur, les importations d'huiles d'olives ne constituaient pas la moitié du total des huiles importées d'Italie. Il en était de même pour les importations françaises, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

(1) Pour les importations allemandes de vins, l'Italie était dépassée en 1913, non seulement par la France, l'Espagne et l'Autriche-Hongrie, mais encore par la Grèce et le Portugal. La Turquie a exporté en Allemagne, pendant l'année 1913, des vins représentant une valeur approchant de celle qu'y exportait l'Italie (1.763.000 marks contre 2.497.000 marks). Sur une valeur totale de 55.752.000 marks d'importations allemandes de vins, l'Italie n'entrait en ligne de compte que pour 2.497.000 marks.

Position du tarif douanier allemand (Numéro de la statistique allemande)	Huiles végétales importées en Allemagne	(Valeur en marks)	
		Provenance française	Provenance italienne
166 f	Huile d'olives	1.548.000	1.416.000
166-167-171	Autres huiles végétales.....	870.000	1.346.000
172	Oléine (acide oléique)	1.946.000	962.000
	Total.....	4.364.000	3.724.000

La valeur totale était sensiblement égale dans le cas des importations de provenance française et dans celui des importations de provenance italienne, avec une différence en plus de 640.000 marks, toutefois, en faveur des importations de provenance française.

On peut constater que les positions pour lesquelles les exportations italiennes dépassaient les nôtres ne comprenaient pas la position « Huile d'olives » (1).

Les huiles d'olives de la Provence et de la région niçoise représentaient en 1913 un chiffre d'importations allemandes supérieur à celui des importations allemandes d'huiles d'olives d'origine italienne.

Dans la position « Autres huiles végétales », au contraire, nous avons additionné diverses catégories d'huiles dont les importations d'origine italienne ou française sont loin d'être aussi abondantes. Pour ne citer qu'un exemple, sur les 1.346.000 marks représentés par le poste global des importations allemandes d'origine italienne, il entre pour 231.000 marks d'huile de ricin, alors que cette position (C 166 k) ne représente que 110.000 marks sur 870.000 marks dans le cas des importations allemandes d'origine française.

Il serait superflu, croyons-nous, de multiplier les exemples. Qu'il nous suffise d'indiquer que l'huile d'olives à elle seule est loin d'avoir autant d'importance qu'on pourrait le supposer

(1) Remarquons en passant que les importations allemandes de « câpres, olives, etc... » (Position 216) d'origine italienne qui se sont beaucoup développées depuis 1920 n'atteignaient en 1913 qu'une valeur de 32.000 marks, soit environ un vingt-cinquième de la valeur totale des importations allemandes de cette catégorie. Pour les olives, les câpres et les autres produits de la position 216, les importations d'origine espagnole (236.000 marks en 1913) et d'origine française (119.000 marks en 1913) jouaient alors un rôle beaucoup plus considérable.

dans l'ensemble des produits agricoles expédiés d'Italie en Allemagne. Les chiffres prouvent même que, d'une façon générale, les exportations italiennes d'huiles en Allemagne ont diminué entre 1889 et 1913 (1).

Fromages — Les importations allemandes de fromages italiens ne sont pas non plus un élément essentiel dans les importations de produits agricoles provenant de la péninsule. Les fromages italiens trouvaient en 1913 des débouchés beaucoup plus considérables dans d'autres pays. D'après les statistiques, plus de 52 % des fromages italiens exportés allaient dans les pays d'outre-mer situés hors d'Europe (34 % aux Etats-Unis, 13 % en Argentine, 5 % au Brésil). Parmi les nations européennes, les principaux clients de l'Italie étaient d'abord la Grande-Bretagne qui lui achetait environ 13 % des fromages qu'elle exportait, puis la France (10 %), l'Autriche-Hongrie (8 %), la Suisse (7 %). L'Allemagne venait ensuite parmi les « pays divers » n'absorbant au total qu'un dixième des exportations de fromages italiens. Certes, il est possible que, sur les 15 % que constituaient les importations austro-hongroises et les importations suisses de fromages, il y ait eu des marchandises destinées en réalité aux consommateurs allemands et n'ayant fait que transiter sur les chemins de fer suisses et autrichiens; mais il est extrêmement difficile de déterminer dans quelle mesure.

Il n'en reste pas moins certain que les statistiques allemandes donnent des résultats à peu près concordants. C'est des Pays-Bas et de Suisse avant tout, puis très accessoirement de France et d'Italie que l'Allemagne importait des fromages en 1913, ainsi que le montre le tableau suivant :

Importations allemandes de fromages (1913)
(Position 135 du tarif douanier allemand)

	Valeur en marks	Quantités (en kilogrammes)
Importations de provenance néerlandaise..	21.750.000	17.003.900
— — suisse	11.366.000	6.355.900
— — française.....	2.664.000	1.516.000
— — italienne.....	1.617.000	905.100

(1) Voir, à cet égard, notre tableau comparatif, page 47 du présent ouvrage.

§ VIII. — Aperçu d'ensemble.

Les pages qui précèdent contiennent une analyse détaillée des importations allemandes de produits agricoles italiens pendant l'année 1913. Nous avons rapproché les chiffres de l'année en question de ceux de 1889, pour autant que les changements intervenus dans l'établissement des statistiques en Allemagne nous ont permis de le faire.

Des comparaisons avec les importations allemandes provenant d'autres pays il résulte, d'une façon générale, que la concurrence française et la concurrence espagnole paraissent être les plus sensibles, si l'on tient un compte exact de la nature des marchandises importées en Italie et de l'époque de l'année où ont eu lieu les importations. Parfois, la concurrence austro-hongroise, russe ou néerlandaise semble porter numériquement sur des quantités supérieures, mais il ne s'agit que, pour une faible part, de produits similaires.

Il nous reste à examiner la concurrence faite surtout par la France et par l'Espagne aux produits agricoles italiens pour ce qui est des exportations vers l'Allemagne. Nous procéderons à l'étude de cette concurrence sous ses aspects essentiels, et nous ne pourrons plus le faire dans le détail des positions du tarif. Mais il importe auparavant d'analyser brièvement la contre-partie directe des importations allemandes de produits agricoles italiens, autrement dit les importations italiennes de produits agricoles allemands, qu'il convient de ne pas négliger ici.

CHAPITRE II

IMPORTATIONS ITALIENNES DE PRODUITS AGRICOLES ALLEMANDS

Les 132.944.000 marks d'importations allemandes de produits italiens ne sont pas sans avoir une contre-partie même au point de vue purement agricole. En effet, l'Italie a fait venir, en 1913, pour 27.746.000 marks de produits allemands de l'agriculture, de l'horticulture, de la sylviculture et de l'élevage. L'excédent des importations italiennes de produits agricoles allemands en Italie s'est donc établi comme suit, d'après les statistiques officielles allemandes :

Marks

Importations allemandes de produits italiens . .	132.944.000
Importations italiennes de produits allemands —	27.746.000
Soit . .	<u>104.798.000</u>

d'excédent seulement.

Il va sans dire que les exportations allemandes à destination de l'Italie se composent en général de produits très différents de ceux que nous venons d'analyser dans le précédent chapitre.

Pour les catégories A, C et D que nous avons définies, par ailleurs, l'excédent des importations allemandes de provenance italienne sur les importations italiennes de provenance allemande restait extrêmement considérable, ainsi que nous l'indiquerons plus loin.

Pour les catégories B et E (Sylviculture, denrées alimentaires et articles de consommation non indiqués ailleurs), il y a eu,

au contraire, un léger excédent des importations italiennes de produits allemands sur les importations allemandes de produits italiens.

Produits importés pendant l'année 1913	Valeur en marks		
	Importations italiennes de produits allemands	Importations allemandes de produits italiens	Excédent des importations italiennes sur les importations allemandes
B. Produits de la sylviculture.....	2.336.000	1.869.000	467.000
E. Denrées alimentaires et autres articles de consommation non indiqués dans les catégories A, B, C, D.....	1.124.000	1.092.000	32.000
Total des catégories B et E.....	3.460.000	2.961.000	499.000

Cet excédent total d'un demi-million de marks environ d'importations italiennes de produits allemands pour 1913 vient réduire d'autant, pour l'ensemble des produits agricoles, l'excédent des importations allemandes de provenance italienne sur les importations italiennes de provenance allemande qui, autrement, aurait dépassé 105 millions de marks pendant l'année considérée.

En ce qui concerne les catégories A, C et D, l'excédent des importations allemandes de produits italiens sur les importations italiennes de produits allemands a été très fort :

Produits importés pendant l'année 1913	Valeur en marks		
	Importations allemandes de produits italiens	Importations italiennes de produits allemands	Excédent des importations allemandes de produits italiens
Catégorie A.....	91.982.000	13.926.000	78.056.000
— C.....	27.122.000	4.965.000	22.157.000
— D.....	10.629.000	5.395.000	5.234.000

§ I. — Produits agricoles proprement dits (A).

Sur 14 millions de marks environ de produits agricoles de cette catégorie que l'Allemagne exporta en Italie pendant l'an-

née 1913, il y a eu pour 5.260.000 marks de céréales — plus du tiers de ce total (rubriques nos 1, 2 *a* et 4 de la statistique allemande des exportations).

Ces 5.260.000 marks se décomposent ainsi :

Numéro de la statistique allemande	Produits exportés	Valeur en marks pendant l'année 1913
2 <i>a</i>	Froment	3.990.000
1	Seigle	1.143.000
4	Avoine	137.000

Assez pauvre en céréales panifiables, l'Italie a donc pu absorber une quantité notable de la récolte allemande, mais il est possible que dans ces chiffres soient compris des blés russes ou américains qui ont simplement traversé l'Allemagne.

Parmi les autres postes principaux de cette catégorie, signalons dans les cultures industrielles le coton brut qui entrain en ligne de compte pour une valeur de 3.074.000 marks. Ce coton ne provient pas évidemment d'Allemagne, mais il a été introduit en Italie par Brême ou Hambourg (n° 28 *a* de la statistique).

Il est certain que la plupart des légumes frais et des fruits ne figurent dans cette statistique que pour des montants insignifiants, l'Italie étant essentiellement le jardin potager et le verger de l'Allemagne ainsi que son principal fournisseur de primeurs.

Certains produits agricoles : coquilles de noix et produits similaires, graines à ensemercer (position 70) avaient une valeur considérable : 1.689.000 marks en 1913; les graines de betteraves à sucre figuraient pour 568.000 marks (position 20 *b*), le houblon pour 335.000 marks (position 30 de la statistique allemande).

§ II. — Animaux et matières d'origine animale (C).

Ici, l'excédent des importations allemandes de provenance italienne fut très considérable (22.157.000 marks); les seuls postes d'une certaine importance sont constitués, du côté des ex-

portations allemandes vers l'Italie, pour l'année 1913, par les graisses animales qui représentèrent 983.000 marks (positions 130 et 131 de la statistique allemande); les poils et crins qui représentèrent 908.000 marks (positions 145 à 151 de la statistique allemande); les peaux qui représentèrent 807.000 marks (position 153 de la statistique allemande).

§ III. — Produits accessoires de l'agriculture (D).

En regard des importations d'huiles et de vins de provenance italienne, l'Allemagne a pu noter, en 1913, à son actif, sous sous cette rubrique, les produits suivants qu'elle a exportés à destination de l'Italie en quantités assez abondantes :

Produits accessoires de l'agriculture.

Rubrique de la statistique allemande		Valeur en marks
N ^o 162 <i>a</i>	Farine de seigle	2.375.000
N ^o 166	Bièrre	718.000
N ^o 175	Amidon	404.000
N ^o 165	Flocons d'avoine	267.000
	soit.....	3.764.000

sur un total de 5.395.000 marks, ainsi qu'il est indiqué plus haut.

§ IV. — Autres produits agricoles et produits de consommation divers (B et E).

Il s'agit des produits pour lesquels la balance des échanges italo-allemands donne un résultat déficitaire pour le commerce extérieur italien. Nous avons indiqué plus haut à combien se montait le déficit en question.

Dans la catégorie B (Sylviculture), il y a eu, en 1913, pour 227.000 marks d'exportations de bois d'essences diverses, plus 37.000 marks d'exportations de traverses de chemins de fer en bois, soit, au total, pour 264.000 marks d'exportations allemandes; 378.000 marks d'exportations de caoutchouc acheminées en Italie par l'Allemagne, etc.

Dans la catégorie E qui comprend des « produits divers », ce sont les articles de boulangerie (323.000 marks), les denrées alimentaires préparées chimiquement (288.000 marks), les conserves de viande (195.000 marks), enfin, les cigares et cigarettes (138.000 marks) qui ont joué le rôle principal parmi les importations italiennes de produits agricoles allemands..

CHAPITRE III

LA CONCURRENCE FRANÇAISE

Jouissant du traitement réciproque de la nation la plus favorisée conformément à l'article 11 du Traité de Francfort, la France n'en a pas toujours autant profité qu'elle l'aurait pu en raison des stratagèmes imaginés par le législateur allemand pour accorder un traitement de faveur au bétail suisse et aux vins italiens, par exemple (1).

Une comparaison des chiffres qui suivent fait ressortir que, sauf pour une des cinq catégories principales de ce chapitre du tarif allemand, la catégorie A (produits agricoles propre-

Catégorie du tarif douanier allemand	Produits importés	Importations allemandes d'origine italienne	Importations allemandes d'origine française
		Valeur en marks	
A	Produits agricoles proprement dits	91.982.000	70.304.000
C	Animaux et matières d'ori- gine animale.....	27.122.000	103.378.000
D	Produits accessoires de l'agri- culture (vins, huiles).....	10.629.000	48.683.000
B	Produits de la sylviculture...	1.869.000	9.752.000
E	Denrées alimentaires et arti- cles de consommation non indiqués dans les catégories A, B, C, D.....	1.092.000	2.434.000
		132.944.000	236.551.000

(1) B. NOGARO et M. MOYE : *Les régimes douaniers*, Paris (Armand Colin), p. 68-69, d'une part, notre étude sur *La politique douanière de l'Allemagne depuis l'avènement de Caprivi* (1890-1925), pp. 76 et 77, d'autre part.

ment dits), le chiffre des importations allemandes d'origine française que nous examinons ici, fut partout supérieur, en 1913, à celui des importations allemandes d'origine italienne.

Limitrophe de la France sur plusieurs centaines de kilomètres depuis la région de Belfort-Porrentruy (frontière franco-suisse) jusqu'à celle de Montmédy-Virton (frontière franco-belge) le territoire douanier de l'ancien Empire allemand (1871-1914) s'ouvrait beaucoup mieux à nos exportations pour une foule de denrées rapidement périssables qu'aux exportations italiennes. C'est ce qui explique en partie notre avance, même pour des denrées produites dans des conditions au moins aussi favorables par l'Italie.

Malgré la convention du Gothard et une série d'autres arrangements ferroviaires analogues avec ses voisins du sud-ouest et du sud-est, l'Allemagne éprouvait pour le transit par la Suisse et l'Autriche des difficultés qui n'existaient pas pour un pays limitrophe. Il convient aussi de remarquer que, sur les 236 millions de marks de produits agricoles français importés en 1913, une partie relativement notable devait être destinée, soit aux 1.700.000 habitants d'Alsace et de Lorraine annexés par la violence à l'Empire allemand, soit aux 250.000 habitants du Luxembourg qui faisaient alors partie du Zollverein sans être rattachés politiquement à l'Allemagne. En ce qui concerne les denrées alimentaires surtout, le Traité de Francfort et les arrangements économiques germano-luxembourgeois qui l'ont suivi (1) n'avaient pas été suffisants pour modifier les goûts de la population des régions-frontières qui continuaient de préférence à se fournir en France, dès qu'il s'agissait de produits de luxe.

Il y avait là, pour nos exportations de produits agricoles vers l'Allemagne, toute une série d'éléments favorables qui n'existaient pas pour les produits agricoles italiens (2). Ces derniers étaient récoltés souvent à des distances très considérables de la frontière italo-suisse ou italo-autrichienne et ils avaient ensuite à transiter, soit par la Suisse, soit par l'Au-

(1) Voir notre ouvrage sur *La politique douanière de l'Allemagne*, pp. 49 et 50.

(2) Le chapitre premier du présent livre donne des indications détaillées pour chaque produit entrant en ligne de compte. Rappelons ici les chiffres des impor-

triche, pour atteindre le territoire douanier allemand dans des conditions sur lesquelles renseigneront les pages qui suivent.

tations allemandes de provenance italienne et française pour les produits les plus caractéristiques de chaque catégorie pendant l'année 1913 :

	Importations allemandes	
	de provenance italienne	de provenance française
en millions de marks d'avant-guerre		
<i>A. Produits agricoles proprement dits.</i>		
Pommes	7,5	19,3
Noix et noisettes	3,8	3,5
Choux-fleurs	2,3	1
Fleurs fraîches	3,9	5,9
<i>C. Matières d'origine animale.</i>		
Peaux brutes	11,6	55
(Eufs d oiseaux de basse-cour	7,1	0,2
Fromages	1,6	2,7
<i>D. Produits des industries agricoles accessoires.</i>		
Huiles végétales	2,8	2,4
Vins	2,5	31,4
<i>B. Sylviculture.</i>		
Bois	0,7	0,9
<i>E. Denrées alimentaires et articles de consommation.</i>		
Câpres, olives, etc. (Conserves diverses.)	0,3	0,1

CHAPITRE IV

LA CONCURRENCE ESPAGNOLE

A part la France, aucun autre pays n'a une production agricole aussi facilement susceptible que l'Espagne de faire concurrence à celle de l'Italie pour les exportations destinées au territoire douanier allemand.

La grande différence, toutefois, semble être que l'Espagne se trouve beaucoup plus éloignée de la frontière allemande que l'Italie. De Peri (frontière austro-italienne d'avant 1914) à Brannenburg en Bavière (frontière austro-allemande) la distance par voie ferrée n'est que d'environ 300 kilomètres, si l'on emprunte la ligne du Brenner via Ala, Trente et Innsbruck. De Come-San-Giovanni (frontière italo-suisse) à Gottmadingen (frontière germano-suisse, à l'est de Schaffhouse), la distance par voie ferrée est de 330 kilomètres, lorsque l'on se sert de la ligne du Saint-Gothard, via Chiasso, Lugano et Zurich.

D'Iselle, à l'extrémité italienne du tunnel du Simplon (frontière italo-suisse) à Weil-Leopoldshoehe, près de Bâle (frontière germano-suisse), la distance par voie ferrée avait même été réduite à 300 kilomètres à peine depuis l'inauguration de la ligne du Loetschberg (Brigue-Thoune-Berne).

Pour les marchandises transitant d'Italie en Allemagne par l'Autriche ou la Suisse, ces distances étaient presque insignifiantes à côté de la moindre distance par terre entre Port-Bou (frontière franco-espagnole) et Montreux-Vieux (ancienne frontière franco-allemande), via Tarascon, Lyon et Belfort, ou Weil-Leopoldshoehe (frontière germano-suisse), via Tarascon, Lyon, Genève et Bienne.

Dans le premier cas, il s'agissait de 865 kilomètres, dans le second cas de 955 kilomètres. De plus, dans chacun de ces deux cas la distance ainsi calculée pour le transit depuis l'Espagne jusqu'en territoire douanier allemand par la France seule ou la France et la Suisse était une distance minima, la plupart des marchandises espagnoles expédiées par terre en Allemagne empruntant des itinéraires encore plus longs.

Il en résulte que le commerce hispano-allemand se faisait, avant la guerre de 1914, dans une mesure encore beaucoup plus forte que le commerce italo-allemand, par la voie maritime.

La longueur des transports par mer les faisait écarter pour la plupart des expéditions de denrées rapidement périssables; la nature des importations allemandes de provenance espagnole s'en est beaucoup ressentie.

Pour les produits agricoles proprement dits (catégorie A), la valeur des produits que l'Allemagne achetait, en 1913, aux Espagnols, atteignait la moitié de ceux dont elle se fournissait en Italie; pour les animaux ou matières animales, la différence entre les importations allemandes d'origine espagnole et les importations allemandes d'origine italienne était, en général, au moins une différence du simple au triple. La comparaison ne donnait des résultats favorables à l'Espagne que pour les produits accessoires de l'agriculture (catégorie D) et pour les denrées alimentaires et autres articles de consommation (catégorie E).

On s'explique donc que la variété des importations allemandes de provenance espagnole ait été beaucoup moins grande que celle des importations de provenance italienne.

Un tableau comparatif analogue à celui que nous établissions plus haut pour la France et ayant également comme base les statistiques officielles du commerce extérieur de l'Allemagne pendant l'année 1913 ainsi que l'analyse des différents éléments de ce tableau permettront de s'en rendre aisément compte. On le trouvera au début de la page suivante.

Pour ce qui est de la catégorie D, toute la différence provient des vins pour lesquels la concurrence espagnole en Allemagne était devenue de plus en plus redoutable aux vins italiens entre 1890 et 1913.

Nous avons déjà signalé le fait dans le chapitre premier du présent livre (§ VII). Les vins espagnols en tonneaux et en

Catégorie du tarif douanier allemand	Produits importés	Importations allemandes d'origine italienne	Importations allemandes d'origine espagnole (1)
		<i>valeur en marks</i>	
A	Produits agricoles proprement dits..	91.982.000	43.792.000
C	Animaux ou matières d'origine ani- male.....	27.122.000	8.063.000
D	Produits accessoires de l'agriculture (vins et huiles).....	10.269.000	19.387.000
B	Produits de la sylviculture.....	1.869.080	1.091.000
E	Denrées alimentaires et articles de consommation (non indiqués dans les catégories A, B, C, D).....	1.092.000	3.046.000
	Total,	132.334.000	75.379.000

bouteilles, déduction faite du moût de vendange, expédiés en Allemagne pendant l'année 1913 ont représenté une valeur de 16.969.000 marks environ contre 2.497.000 marks pour les vins italiens. Il en résulte qu'en faisant simplement abstraction des vins énumérés aux positions 180 a, 180 f, 181 et 182 du tarif douanier allemand, on en arrivait, pour les produits de la catégorie D, aux valeurs suivantes :

Produits importés	<i>Valeur en marks</i>	
	Provenance italienne	Provenance espagnole
Vins (180 a, 182)	2.497.000	16.969.000
Produits de la catégorie D autres que les vins.....	7.772.000	2.418.000

Ainsi, pour tous les produits, sauf les vins, la proportion redevenait sensiblement, entre les importations de provenance espagnole et celles de provenance italienne, la même qu'en ce qui concerne la catégorie E.

Les 2.418.000 marks qui restaient pour les importations de provenance espagnole étaient constitués avant tout par la lie de vin (position 188) et les fourrages divers (son, tourteaux, brisures de riz, etc.) (positions 192-194).

(1) Les chiffres indiqués pour les importations d'origine espagnole comprennent aussi les produits agricoles importés en Allemagne des Iles Canaries.

Ces différentes positions représentaient respectivement :

Tarif douanier allemand	Importations allemandes de provenance italienne en 1913	Importations allemandes de provenance espagnole en 1913
	marks	marks
Position 188.....	1.016.000	1.038.000
Positions 192-194.....	2.608.000	996.000

Pour la lie de vin (188), l'Espagne fournissait à l'Allemagne des marchandises d'une valeur sensiblement égale à celles que ce pays se procurait en Italie. Au contraire, pour les fourrages divers, la comparaison se terminait nettement à l'avantage des importations allemandes de provenance italienne.

Ces considérations nous permettent d'isoler le problème des importations allemandes de vins qui est le problème essentiel pour la concurrence entre l'Espagne et l'Italie dans le domaine des produits agricoles.

Quant à la catégorie E du tarif allemand (denrées alimentaires et articles de consommation non indiqués par ailleurs), le montant plus élevé pour les importations de provenance espagnole provient, principalement, de la position 219 (Conserve diverses : poissons, viandes, tomates, etc., en récipients hermétiquement fermés).

Le chiffre élevé pour les importations d'origine espagnole est dû surtout à l'abondance des conserves de poissons (sardines) expédiées en Allemagne; ces importations atteignent une valeur de 2.802.000 marks, contre 235.000 marks seulement en ce qui concerne les importations de même nature provenant d'Italie.

En ce qui concerne les câpres, olives, etc. (position 216), la valeur était, en 1913, de 236.000 marks pour les importations de produits espagnols contre 32.000 marks seulement pour les importations de marchandises italiennes. Ces chiffres prouvent d'ailleurs que les importations allemandes en question jouaient seulement un rôle accessoire.

Par contre, pour les vins dont l'importance fut essentielle, la concurrence italo-espagnole sur le marché allemand entre 1890 et 1913 s'est terminée par un succès assez net de la viticulture espagnole.

En 1891, les vins espagnols (à l'exclusion des vins destinés au coupage et à la fabrication du cognac) étaient à la quatrième place parmi les vins en tonneaux et en bouteilles qu'importait l'Allemagne (après les vins de France, d'Autriche-Hongrie et d'Italie) en ce qui concerne les quantités. Ces vins étaient à la troisième place, c'est-à-dire après les vins de France et d'Autriche-Hongrie mais avant ceux d'Italie en ce qui concerne les valeurs. La différence en question provient du pourcentage élevé que formaient, à cette époque, les vins de liqueurs (Malaga, Xérès) d'une valeur assez considérable dans les importations allemandes de provenance espagnole, alors que ce pourcentage était resté assez faible dans les importations allemandes de provenance italienne (Marsala, etc.).

Entre 1891 et 1900 les importations allemandes de vins français étaient tombées de 20.900.000 à 16.700.000 marks, celles de vins austro-hongrois de 6.248.000 à 5.170.000 marks, enfin celles de vins italiens de 2.533.000 à 1.478.000 marks. Il y avait donc eu diminution générale des valeurs, bien que la population et la richesse de l'Allemagne eussent augmenté. Toutefois, au cours de la même période décennale, les importations allemandes de vins espagnols avaient passé de 5.209.000 à 6.132.000 marks, soit un accroissement très sensible.

L'allure de cet accroissement s'est encore accélérée entre 1900 et 1913, ainsi qu'il ressort des chiffres mentionnés plus haut. Les vins de provenance espagnole destinés au coupage atteignaient, dans les importations allemandes de 1900, une valeur de 870.000 marks contre 1.100.000 marks pour les vins de même nature de provenance italienne. Entre 1891 et 1900 les vins espagnols ont une tendance de plus en plus marquée à faire reculer la proportion des vins italiens destinés au coupage des vins allemands. Comme il s'agit de vins moins coûteux, le volume des vins espagnols importés par l'Allemagne s'accroît alors plus vite que leur valeur.

Sans doute les fluctuations étaient encore considérables d'une année sur l'autre à cause de la guerre de tarifs entre l'Empire allemand et l'Espagne, ce qui ressort du tableau de la page 90.

Dès 1893, M. Bürklin, député, déclarait au Reichstag que les vins espagnols devaient être préférés aux vins italiens pour le coupage des vins, car ils permettaient l'utilisation d'une

Importations allemandes de vins destinés au coupage.

	Valeur en marks			
	1892	1894	1899	1900
Provenance italienne..	2.188.000	1.064.000	1.531.000	1.101.000
— espagnole.	104.000	457.000	139.000	870.000

plus grande quantité de vins allemands, étant généralement plus riches en alcool (1). Son collègue, M. Deinhard, s'est trompé cependant quand il crut pouvoir affirmer, devant le même Reichstag, six ans plus tard, que le développement des importations des vins espagnols pour le coupage serait arrêté par la législation allemande sur les vins. Les chiffres du tableau ci-dessus montrent clairement qu'il fit erreur.

De 1900 à 1913, l'évolution que nous venons d'esquisser ne fit que s'accroître. On peut donc conclure que les exportateurs espagnols de vins ont réussi, dans une large mesure, à évincer les vins italiens du marché allemand.

Pour l'huile d'olives en tonneaux (166 f), la valeur des exportations allemandes de provenance espagnole a passé entre 1900 et 1913 de 1.088.000 marks à 52.000 marks, ce qui représente une diminution énorme.

Pratiquement, l'huile d'olives fabriquée en Espagne disparaissait du marché allemand. Pendant la même période, la valeur des importations allemandes d'huile d'olives italienne passait de 2.700.000 marks à 1.416.000 marks, soit un fléchissement appréciable qui correspond, d'ailleurs, à une augmentation assez considérable des importations allemandes d'huile d'olives française; ces dernières atteignaient, en 1913, 1.548.000 marks.

Entre 1890 et 1900, comme d'ailleurs entre 1900 et 1913, les fluctuations dans la valeur des importations d'huile d'olives ont été si fortes d'une année sur l'autre qu'on peut à peine en tirer des conclusions pour l'évolution générale du commerce espagnol ou italien sur le marché allemand. Les chiffres des importations de provenance espagnole avant et pendant la

(1) Voir Max WESTPHAL : *Die deutsch-spanischen Handelsbeziehungen*. Leipzig (Duncker et Humblot), 1903, p. 65-68 (dans *Staats-und sozialwissenschaftliche Forschungen*, herausgegeben von G. Schmoller, Band. 21, Heft 5).

guerre de tarifs hispano-allemande (1894-1897) ont montré que le volume de ces importations provenant d'un pays donné dépendait beaucoup plus des résultats de la récolte dans ce pays que du montant lui-même des droits de douane.

Restaient au nombre des éléments essentiels de la concurrence espagnole les agrumes et, parmi les agrumes, les oranges fraîches, car les importations allemandes de citrons espagnols sont loin d'atteindre la valeur et la quantité des importations de citrons italiens (en 1913 : 261.000 marks seulement de citrons importés d'Espagne contre 7.900.000 marks de citrons importés la même année d'Italie).

Pour les oranges et les mandarines, la proportion est inverse. De 3.110.000 marks en 1900 les oranges importées d'Espagne passèrent, en 1913, à 20.224.000 marks, soit plus du sextuple, alors qu'entre 1892 et 1900 les progrès réalisés par les ventes de fruits espagnols n'avaient guère correspondu à l'augmentation de la population (2.892.000 marks contre 3.110.000) et de la richesse nationale constatée au cours de cette période dans l'Empire allemand.

Pour les importations allemandes d'oranges italiennes il y a eu, au contraire, une diminution sensible au cours des dix-huit années qui se sont écoulées entre 1895 et 1913 :

Valeur en 1895 : 6.247.000 marks ;

Valeur en 1913 : 3.600.000 marks seulement.

Il est vrai, d'ailleurs, que les années 1894 à 1896 avaient été les années de la guerre de tarifs hispano-allemande pendant laquelle les expéditions d'oranges espagnoles à destination des ports de l'Allemagne du Nord s'étaient raréfiées (ce qui a pu expliquer un recours plus fréquent des importations allemandes au marché italien).

Mais même en tenant compte de ce fait, on peut constater, si l'on embrasse l'ensemble de la période envisagée, que la concurrence espagnole s'est fait partiellement sentir vis-à-vis de l'Italie dans le sens d'une division du travail international.

Les vins et les oranges d'Espagne transportés par mer à très bon compte ont tendu à éliminer peu à peu du marché allemand les vins et les oranges d'Italie.

Par contre, l'Italie se spécialisait de plus en plus dans le commerce de l'huile d'olives et celui des citrons pour lesquels

la concurrence espagnole n'était pas de taille à battre en Allemagne les produits italiens. Telle fut l'évolution qui a paru se préciser dans les échanges italo-allemands et hispano-allemands d'avant-guerre, évolution que les hostilités de 1915 à 1918 et leurs répercussions économiques devaient, bien entendu, interrompre pour un certain temps.

CHAPITRE V

LA CONCURRENCE DES PRODUITS AGRICOLES D'AUTRES PAYS EUROPÉENS

§ I. — Importations allemandes de produits agricoles suisses.

La Suisse est un petit pays dont le total de la population atteignait, au lendemain de la guerre, à peine celui de la population de Berlin avec sa banlieue immédiate (*Gross-Berlin*) : 3.880.320 habitants d'après le recensement fédéral de 1920 (1).

Elle exporta, au total en Allemagne, pendant l'année 1913, pour 44.523.000 marks de produits agricoles, mais elle importa du territoire douanier allemand pour 89.545.000 marks des mêmes produits, soit exactement à peu près le double. Les importations italiennes de produits agricoles allemands ne sont pas non plus négligeables (27.746.000 marks en 1913, comme nous l'indiquons par ailleurs). Néanmoins elles sont loin d'atteindre la valeur des importations allemandes de produits agricoles italiens ou même de dépasser cette valeur comme dans le cas de la Suisse.

Ce pays a, en effet, exporté, en 1913, à destination de l'Allemagne, des produits agricoles pour les valeurs indiquées ci-après :

Catégories	Produits	Valeur en marks (1913)
A.	Produits de l'agriculture et de l'horticulture ainsi que fourrages.....	1.075.000
B.	Produits forestiers.....	1.100.000
C.	Animaux et produits du règne animal.....	31.693.000
D.	Produits des industries agricoles accessoires.....	2.451.000
E.	Produits non compris dans les précédentes rubriques.....	7.828.000
	ce qui donne le total précité de.....	44.523.000

(1) Un peu plus de 4.000.000 d'habitants selon le recensement fédéral de 1930.

Un coup d'œil sur ce tableau indique nettement que ce n'est guère que pour les trois dernières catégories (C, D et E) que les produits suisses ont pu faire concurrence aux produits d'origine italienne sur le marché allemand. Le total élevé de la catégorie C provient surtout des importations allemandes de lait condensé fabriqué en Suisse (dans ce cas spécial, l'Italie n'entre pas en ligne de compte) et de fromages (position 135 du tarif allemand). L'Allemagne acheta en Suisse, au cours de l'année 1913, pour 11.354.000 marks de fromages divers, soit environ sept fois plus qu'en Italie (1.617.000 marks seulement). Qu'on se reporte pour cela à notre Chapitre Premier, d'une part, à l'Annexe I ci-après, d'autre part. Quant à la catégorie C (produits des industries agricoles accessoires) il n'y a guère que trois à quatre postes vraiment importants pour les exportations italiennes à destination de l'Allemagne : les vins avec la lie de vin, l'huile d'olives avec les autres huiles végétales, les fourrages divers. En ce qui concerne les fourrages (tourteaux, etc.), la Suisse en exportait vers l'Allemagne en 1913 pour 276.000 marks, c'est-à-dire pour une valeur n'atteignant même pas le dixième des exportations italiennes des mêmes produits (valeur pour 1913 : 3.072.000 marks).

Enfin, la catégorie E du tarif allemand (Denrées de consommation non comprises dans les rubriques A, B, C et D) est, comme son nom lui-même l'indique, une catégorie plutôt hétéroclite. D'ailleurs, ici, c'est le total pour l'Italie (1.092.000 marks seulement de produits importés en Allemagne) qui est très inférieur à celui des importations allemandes de provenance suisse (valeur de 7.828.000 marks). La différence provient exclusivement de ce que la Suisse a expédié en Allemagne 4.833.000 marks de chocolat (position 204 du tarif douanier allemand) et 1.208.000 marks d'« aliments préparés chimiquement » (position 217 du tarif allemand).

Il en résulte que la concurrence suisse s'est fait sentir, dans une large mesure, au cours de l'année 1913, pour les fromages italiens et, dans une beaucoup plus faible mesure, pour les fourrages (tourteaux, etc.) de provenance italienne.

§ II. — Importations allemandes de produits agricoles austro-hongrois.

En dehors des céréales panifiables dont l'Italie n'a jamais été exportatrice, le fournisseur le plus important de produits agricoles était, pour l'Allemagne, en 1913 comme en 1889, l'Autriche-Hongrie. Or, l'Autriche-Hongrie d'avant-guerre fut, beaucoup plus que la Russie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Argentine, etc. (qui exportaient principalement des céréales), le vrai concurrent de l'Italie pour ce qui est des importations allemandes de produits agricoles.

Sur 842 millions de marks de marchandises autrichiennes et hongroises importées en Allemagne pendant l'année 1913, il y a eu plus de 58 %, soit 450 millions de marks, de produits agricoles. Si nous n'avons pas étudié la concurrence austro-hongroise d'une façon aussi approfondie que la concurrence française ou espagnole, cela provient du fait que cette concurrence n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt documentaire et rétrospectif. Le territoire douanier austro-hongrois a cessé d'exister, pour toujours sans doute. Même s'il devait se reformer en tant que Confédération douanière du Danube Moyen, il serait autrement constitué que les deux parties de la monarchie des Habsbourgs, unies jadis par le lien dynastique. En outre, depuis 1918, pour certains articles dont la concurrence intéressait l'Italie d'avant-guerre, les fruits du Trentin et de la Vénétie Julienne par exemple, sont devenus des marchandises italiennes. Or, sur les 4.700.000 marks de pommes et les 3.200.000 marks de poires que l'Autriche-Hongrie exportait en Allemagne, un contingent assez important provenait justement des vallées aujourd'hui italiennes de l'Adige supérieur et moyen ainsi que de l'Isonzo.

Cela dit, nous avons fait suivre, dans une des annexes jointes au présent travail (annexe I), le tableau des principales importations allemandes de produits agricoles italiens en 1913 classés par ordre d'importance, d'un tableau similaire établi selon les mêmes principes pour les produits austro-hongrois (annexe II). Nous estimons, en outre, qu'il est suffisant d'indiquer ci-après les chiffres comparatifs des importations allemandes de produits agricoles austro-hongrois pour les années 1889 et 1913, chiffres qui peuvent, semble-t-il, se passer de commentaires.

Importations allemandes de produits agricoles austro-hongrois en 1889 et en 1913 (soit pendant l'année ayant précédé l'avènement de Caprivi, d'une part, et la dernière année « normale » d'avant-guerre, d'autre part) :

Valeur totale des importations allemandes de produits austro-hongrois. { 1889 : 537.000.000 marks
1913 : 842.000.000 —

Numéro du tarif douanier allemand en vigueur en 1889	Numéro du tarif douanier allemand en vigueur en 1913	Produits	Année 1889	Année 1913
			Valeur en marks	
5 m	190	Eaux minérales.....	1.282.000	2.800.000
8	28 d	Lin.....	2.264.000	7.700.000
9 a	2 a	Froment.....	1.570.000	— (1)
9 b	1	Seigle.....	20.435.000	— (2)
9 b	4	Avoine.....	1.703.000	— (3)
9 b d	11	Légumes secs.....	1.512.000	4.000.000
9 c	3	Orge.....	47.000.000	22.000.000
9 f	9	Malt.....	20.040.000	12.500.000
9 k	15-20	Graines à ensemercer.	4.534.000	8.200.000
9 k	33	Plantes potagères fraîches.....	1.534.000	4.400.000
9 k	47	Fruits de table frais...	10.823.000	14.300.000
11	147	Paille.....	1.918.000	—
11 a 11 e	153	Plumes.....	12.320.000	16.200.000
11 f		Peaux.....	7.441.000	44.000.000
13 a b c	74-76	Bois.....	11.000.000	76.700.000
14	30	Houblon.....	1.605.000	9.700.000
25 a	186	Bière.....	4.944.000	7.400.000
25 e	180	Vins.....	7.893.000	2.700.000
25 f	134	Beurre.....	5.426.000	1.700.000
25 g ¹	108	Viande.....	2.488.000	—
25 g ³ 37 a	192-194	Volaille(oiseaux de basse-cour vivants et volaille abattue).....	5.012.000	13.200.000
25 a	162	Farines.....	3.470.000	1.600.000
26 l		Graisses animales.....	1.324.000	—
30 a	391	Soie grège non teinte..	2.885.000	—
37 b	136	Oufs d'oiseaux de basse-cour.....	25.918.000	76.500.000
39 a l	100	Chevaux.....	5.580.000	5.800.000
39 b d	103	Bovins.....	9.256.000	32.000.000
39 f	106	Porcs.....	19.827.000	100.000
41 a	144	Laine.....	14.319.000	2.000.000

(1) En 1907, les importations allemandes de froment austro-hongrois ont atteint 1.400.000 marks.

(2) En 1907, les importations allemandes de seigle austro-hongrois ont atteint 1.000.000 de marks.

(3) En 1907, les importations allemandes d'avoine austro-hongroise ont atteint 400.000 marks.

§ III. — Importations allemandes

de produits agricoles provenant des autres pays d'Europe.

L'analyse à laquelle nous avons procédé, pour la France et l'Espagne d'abord, dans des chapitres spéciaux, pour la Suisse et l'Autriche-Hongrie dans le présent chapitre, nous dispense de poursuivre cette étude détaillée en ce qui concerne les autres pays d'Europe.

Au point de vue du climat, les seuls pays européens (1) susceptibles, à part l'Espagne et la France, de concurrencer l'Italie d'avant-guerre sur le marché allemand auraient été le Portugal, la Grèce et la Turquie.

Mais les chiffres des importations allemandes de produits agricoles portugais n'étaient considérables que pour les vins de dessert, ceux des importations allemandes de produits agricoles grecs ou turcs n'étaient considérables que pour certains vins de dessert spéciaux et avant tout pour les raisins séchés. La concurrence était donc limitée.

Au point de vue des quantités, les céréales d'outre-mer et de Russie toujours mises à part, les principaux fournisseurs du marché allemand en produits agricoles étaient, outre les pays déjà cités, trois voisins directs de l'Allemagne : la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark. On sait que, pour les produits belges et hollandais, il s'agit surtout de primeurs (2), pour les exportations danoises en Allemagne, surtout de produits des laiteries (beurre et lait condensé). Sauf peut-être dans la mesure où les raisins de serre des environs de Bruxelles, par exemple, doivent rivaliser en Allemagne avec les raisins de table frais exportés d'Italie, on ne peut dire qu'il y ait de concurrence véritable, ce qui semble évident *a priori*, vu la situation géographique respective des pays en question.

(1) On a éliminé à dessein, dans le présent chapitre, la Russie et les pays d'outre-mer, la nature de la production agricole y étant très différente. Les céréales, par exemple, ne jouent pour ainsi dire aucun rôle dans les importations allemandes de produits agricoles italiens (pas plus aujourd'hui qu'en 1913).

(2) En ce qui concerne les détails, voir, pour chaque produit essentiel, les éléments de comparaison que nous avons indiqués au Chapitre premier du Livre II.

LIVRE III

LES PRODUITS AGRICOLES ITALIENS EN ALLEMAGNE PENDANT ET APRÈS LA GUERRE

Notre intention primitive était d'arrêter la présente étude à la veille de conflagration générale en juillet 1914 ou à la date de l'entrée de l'Italie dans la guerre mondiale en mai 1915. Mais à la réflexion, il nous a paru indispensable de poursuivre notre travail jusqu'en 1925, parallèlement à l'étude que nous consacrons par ailleurs à la politique douanière de l'Allemagne dans son ensemble.

L'examen détaillé des relations économiques et commerciales du Reich allemand avec le Royaume d'Italie d'août 1914 à janvier 1925, c'est-à-dire depuis le début de la guerre mondiale jusqu'à l'expiration des mesures restrictives imposées à l'Allemagne en matière tarifaire par les articles 264 et 280 du Traité de Versailles, pourrait faire, à elle seule, l'objet d'une monographie dépassant notablement les dimensions du présent travail. Il n'est pas question pour nous d'entreprendre ici l'étude dont il s'agit. Force nous est donc de procéder par brèves allusions, plus encore que dans le reste de ce volume, à propos de tout ce qui n'a pas trait d'une manière directe à la question traitée ici par nous.

CHAPITRE PREMIER

DE LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ITALO-ALLEMANDES A LA MISE EN VIGUEUR DU TRAITÉ DE VERSAILLES (1915-1920)

Le 3 mai 1915, l'Italie dénonçait le traité de la Triple Alliance devenu déjà plus ou moins caduc du fait de la neutralité italienne en août 1914. Le 23 mai de la même année, le Royaume d'Italie déclarait officiellement la guerre à l'Autriche-Hongrie des Hasbourgs et, le 25 mai, le Prince de Bülow, ambassadeur de l'Empire allemand à Rome pendant toute la période de la propagande interventionniste, quittait le sol italien. Cette rupture officielle des relations diplomatiques italo-allemandes n'était pas encore le commencement d'hostilités en règle. La déclaration de guerre italienne à l'Empire ottoman, par exemple, devait suivre le 21 août 1915, celle de l'Italie à l'Allemagne le 26 août 1916 seulement.

Pourquoi cette différence de quinze mois? Il ne nous appartient ni de l'examiner ici dans le détail, ni de retracer l'histoire des rapports entre l'Italie et l'Empire allemand pendant les cinq trimestres de transition qui se sont écoulés entre le printemps de 1915 et l'été de 1916. Bornons-nous à constater que des considérations économiques n'ont sans doute pas été étrangères à l'hésitation italienne en mai 1915, lorsqu'il s'est agi, pour le royaume, d'en venir aux mains avec la plus puissante de ses anciennes alliées, l'Allemagne.

Peu importe que des forces militaires allemandes aient combattu avant le 26 août 1916 sur les champs de bataille du

front italien. Au point de vue économique, l'accord commercial de 1904 entre l'Allemagne et l'Italie avait déjà cessé d'être en vigueur sans être dénoncé expressément. Mais les exportateurs italiens de produits agricoles avaient la faculté d'expédier par la Suisse des agrumes, des primeurs ou de l'huile de l'autre côté des Alpes et du Rhin, sans pouvoir être expressément accusés de faire du commerce avec les ressortissants d'une puissance « ennemie ». Le fait est que les lignes des chemins de fer fédéraux helvétiques, notamment la ligne du Saint-Gothard, ont servi à maintenir entre l'Italie et l'Allemagne pendant l'hiver de 1915-1916 un trafic de marchandises au moins aussi intense qu'au cours des dix mois de la neutralité italienne en 1914-1915.

Le caractère tout à fait anormal de ce commerce dans le système général du blocus des Empires centraux par les pays de l'Entente n'a pas besoin d'être souligné. Au début, d'ailleurs, l'organisation pratique de ce blocus était encore défectueuse, vu que la constitution définitive de la fameuse S. S. S. (Société Suisse de Surveillance) ne date que du 9 novembre 1915 (1); les produits agricoles italiens n'ayant même pas comme ceux de l'Espagne à traverser la mer pour gagner la frontière allemande, il est évident que leur introduction en Allemagne fut plus facile que celle des produits espagnols similaires. Sans doute, en apparence, avec la fin de la neutralité italienne, une dernière porte se fermait, dès le mois de mai 1915, pour l'approvisionnement des Empires centraux, mais il y avait là surtout une apparence, tant que la législation italienne ne fut pas entièrement adaptée à celle de la France et de l'Angleterre en ce qui concerne le commerce avec les puissances ennemies ou alliées de l'ennemi.

Si la création de la S. S. S. a tout de même singulièrement compliqué les échanges italo-allemands de marchandises, en particulier les échanges de produits agricoles par l'intermédiaire de la Suisse, la Conférence économique de Paris réunie au début de 1916 et qui s'y est prolongée pendant plusieurs mois a constitué un nouveau progrès des Alliés dans le sens du renforcement du blocus. L'Italie, quoique non encore offi-

(1) Cf. L. DE LAUNAY : *France-Allemagne* (Paris, Armand Colin, 1917), le chapitre sur « L'organisation du blocus », notamment p. 74-79.

ciellement en état de guerre avec l'Allemagne, y était représentée. Elle a participé au vote de la résolution selon laquelle :

« Constatant que la guerre a mis fin à tous les traités de commerce qui les liaient aux puissances ennemies et considérant qu'il est d'un intérêt essentiel que, pendant la période de reconstitution économique qui suivra la cessation des hostilités, la liberté d'aucun des Alliés ne soit gênée par la prétention que pourraient émettre les puissances ennemies de réclamer le traitement de la nation la plus favorisée, les Alliés conviennent que le bénéfice de ce traitement ne pourra être accordé à ces puissances pendant un certain nombre d'années qui sera déterminé par voie d'entente entre eux » (1).

Nous revenons ailleurs sur la portée générale de ce texte (2). Au point de vue spécial qui nous occupe, celui des importations allemandes de produits agricoles italiens, il va sans dire qu'une pareille attitude de la part de l'Italie; devait avoir pour effet de rompre à peu près complètement les liens économiques et autres qui pouvaient encore exister avec son ancienne partenaire de la Triplice.

La déclaration de guerre formelle du Royaume d'Italie à l'Empire allemand en date du 26 août 1916, à la veille de l'intervention de l'armée roumaine aux frontières de Transylvanie, n'est, envisagée sous cet angle, que l'aboutissement de toute une politique dont nous n'avons ici qu'à apprécier les effets sur les échanges commerciaux italo-allemands. Ces derniers se sont encore poursuivis à travers la Suisse même après le 26 août 1916, mais sous une forme à moitié clandestine et dorénavant si atténuée qu'il est impossible d'en apprécier exactement le volume.

Pour le commerce extérieur de l'Italie qui s'était d'abord heureusement ressenti des neuf mois de neutralité entre août 1914 et mai 1915, les conséquences de la suppression progressive du débouché allemand furent assez graves. Le déficit de balance commerciale italienne, réduit à peu de chose en 1914, est allé en s'accroissant pour atteindre, en 1918 et en 1919, un montant plus de quinze fois supérieur (en lires-papier) à

(1) Voir le commentaire de cette résolution des Alliés dans : C. F. GIGNOUX : *L'après-guerre et la politique commerciale*. Paris (Armand Colin), 1924, p. 27.

(2) Voir notre *Politique douanière...*, p. 227.

celui de 1914 (résultats des statistiques officielles du Royaume d'Italie). Le tableau suivant permet de le constater :

Années	(en livres)		
	Importations italiennes (total)	Exportations italiennes (total)	Excédent des importations (balance commerciale déficitaire) (1)
1914	2.923.000.000	2.210.000.000	713.000.000
1915	4.703.000.000	2.533.000.000	2.170.000.000
1916	8.390.000.000	3.088.000.000	5.302.000.000
1917	13.990.000.000	3.308.000.000	10.682.000.000
1918	16.039.000.000	3.345.000.000	12.694.000.000
1919	16.517.000.000	5.189.000.000	11.328.000.000

Les chiffres reproduits ci-dessus se passent de commentaires, semble-t-il.

Cet accroissement considérable de l'excédent des importations s'explique, en grande partie, par la difficulté qu'ont éprouvée les produits agricoles italiens à trouver des débouchés compensateurs pour la perte à peu près complète du marché allemand et de la clientèle allemande. En effet, les importations de céréales étaient restées abondantes pour les besoins du ravitaillement de l'armée; de plus, les fabriques italiennes de munitions avaient besoin, dans une beaucoup plus large mesure qu'avant 1914, des produits de l'industrie métallurgique et sidérurgique des pays alliés ou neutres.

Si, dès la fin des hostilités, le déficit s'atténue un peu (1919 par rapport à 1918), c'est que, malgré la persistance du blocus après l'armistice, des possibilités nouvelles se sont présentées pour le ravitaillement de l'Allemagne par l'Italie en produits agricoles. Ainsi que nous aurons l'occasion de le souligner encore, l'économie italienne et l'économie allemande paraissent être tellement « complémentaires » qu'il y a, pour ainsi dire, une nécessité naturelle à ce qu'en dépit des fluctuations de la politique les échanges de marchandises entre le sud et le nord, d'une part, le nord et le sud, de l'autre, reprennent à peu près les proportions de l'année « normale » 1913 (sur lesquelles nous avons donné toutes les précisions voulues dans les chapitres qui précèdent). Or, pour ces échanges, les produits

(1) En 1913, année dont nous avons analysé les résultats dans le détail, le déficit de la balance commerciale avait été de 1.134.000.000 de livres.

agricoles proprement dits et la soie grège jouent, on s'en souvient, un rôle capital. Aussitôt les obstacles artificiels levés, ils tendent à jouer de nouveau ce rôle malgré les résistances susceptibles de se produire.

C'est à cet égard surtout que la reprise des relations commerciales italo-allemandes dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre a quelque chose de très significatif.

On n'a pas oublié que pendant les hostilités les puissances alliées ont envisagé sérieusement la possibilité d'écarter, dans une très large mesure, les produits des Empires centraux, notamment les produits allemands, de leurs marchés respectifs même après la guerre. Ce fut là un des objets principaux de la Conférence économique interalliée de 1916 à Paris, conférence à laquelle nous faisons allusion plus haut et à laquelle l'Italie a participé.

Même une fois l'armistice conclu et la paix signée, le mouvement s'est poursuivi. En France surtout, on a examiné avec beaucoup de persévérance la façon dont on pourrait instituer entre les anciens Alliés, sinon une union douanière qui s'avérerait presque irréalisable, au moins des tarifs fortement préférentiels, de véritables tarifs d'alliance pour les nations amies. La chose nous intéresse avant tout dans la mesure où l'on s'est heurté alors au problème des débouchés pour les produits agricoles italiens. Un ouvrage anonyme paru en 1919 dans la « Bibliothèque politique et économique », ouvrage intitulé *Essai sur la politique douanière de la France* (1), a soutenu cette thèse avec vigueur. Tout en essayant de résoudre les difficultés les plus apparentes, l'auteur se rendait compte que notre pays avait un rôle capital à jouer dans cette orientation nouvelle des échanges pour les pays alliés et que, parmi les difficultés rencontrées en ce qui concerne l'Italie, le marasme du commerce italien en ce qui concerne l'exportation des produits agricoles serait un des obstacles essentiels.

Où trouver, en effet, des débouchés « compensateurs » à l'agriculture italienne pour ses agrumes, ses primeurs, son chanvre, etc.? Aux Etats-Unis? Il n'y fallait penser que dans une mesure limitée, vu que les produits les plus variés du continent américain peuvent s'y développer et s'y sont déve-

(1) Paris (Payot et Cie), 1919.

loppés, depuis les cultures tropicales jusqu'à celles de l'Europe du nord, en passant par les cultures qui réussissent plus spécialement dans le bassin de la Méditerranée. En Grande-Bretagne? Mais l'Italie viendrait ici en compétition avec la tendance, aujourd'hui plus forte que jamais, mais remarquable déjà vers 1919-1920, vers un commerce « impérial », bref vers un ravitaillement de plus en plus abondant des Iles Britanniques par les Dominions. En Russie? L'autarchie économique des Républiques Soviétiques ne laissait guère de place à des importations de denrées alimentaires de provenance italienne, d'autant plus qu'agrumes et primeurs peuvent être considérés par les bolchevistes russes comme des produits de luxe que l'U. R. S. S. n'a aucun besoin véritable d'importer (1).

Quant aux pays danubiens alliés ou non de la France, leur pouvoir d'achat avait beaucoup diminué. Dans leurs nouvelles frontières, ils produisaient, en partie tout au moins, ce que l'Italie aurait dû exporter chez eux. Bref, si la chute de l'Empire austro-hongrois fut, dans le domaine politique, pour l'Italie, un événement heureux, du point de vue strictement économique, elle tendait plutôt à restreindre l'importance des marchés danubiens pour le commerce italien d'exportation des produits agricoles.

Restaient donc, qu'on le désirât ou non, avant tout, la France et l'Allemagne. Le passage du livre anonyme en question, remontant aujourd'hui à une quinzaine d'années, nous paraît assez important pour être reproduit ici (2) :

« On a bien souvent fait allusion, dans l'étude des relations commerciales franco-italiennes, à des causes de rivalité que l'on croyait capables de faire obstacle à l'établissement d'un accord durable. Ce sont, d'une part, la similitude des produits naturels ou fabriqués, d'autre part, la compétition des deux pays dans la Méditerranée...

« L'histoire de la France et de l'Italie abonde en époques propices à un rapprochement économique, jamais, toutefois, les circonstances n'ont mieux servi qu'aujourd'hui la conclusion d'une alliance de ce genre.

« La similitude des produits n'est pas aussi complète qu'elle

(1) Sans parler de la possibilité d'un ravitaillement « interne » en produits similaires venant de la Crimée ou de la Transcaucasie.

(2) *Op. cit.*, voir p. 188-190.

« le paraît à première vue. Si l'on considère les statistiques
« des échanges entre les deux pays, on y trouve la trace d'une
« pénétration réciproque, susceptible certes de développement,
« mais qui ne comporte aucune exclusion absolue. Dans ces
« conditions et en tenant compte du dualisme économique de
« l'Italie partagée entre deux régions, l'une (Nord et Centre),
« industrielle, et l'autre (Midi), presque exclusivement agricole,
dont les intérêts sont distincts, pourquoi ne pas favoriser, par
un tarif douanier approprié, l'entrée en France des produits
« du sol italien? Ces derniers s'adressent à la clientèle moyenne
« et populaire, alors que nos denrées du Midi ont le caractère
« d'articles de luxe qui vont aux classes fortunées et alimentent
« également l'exportation... Je verrais volontiers l'Italie béné-
« ficié d'un régime douanier favorable à l'exclusion de nations
« concurrentes auxquelles l'amitié de la France n'a pas paru
« assez précieuse pour qu'elles lui sacrifient leur neutralité.
(*L'allusion à l'Espagne est évidente.*)

« La prospérité agricole de l'Italie méridionale me paraît,
« d'ailleurs, être une condition à peu près indispensable du suc-
« cès de la politique française vis-à-vis des Etats ex-ennemis,
« L'une des grandes préoccupations de l'opinion italienne, c'est
« le déficit des exportations de la péninsule au regard des im-
portations, déficit qui se chiffrait avant la guerre par plus
« d'un milliard (1). Cette préoccupation s'accroît aujourd'hui
du souci que cause à nos alliés une compensation suffi-
« sante... (pour les débouchés de l'agriculture). »

Ces lignes, très caractéristiques d'un certain état d'esprit, témoignent de la bonne volonté dont la France paraissait alors disposée à faire preuve pour éloigner économiquement l'Italie de l'emprise allemande (2). Mais la « compensation suffisante » ne put être trouvée. On aura beau dire, on ne fera jamais que l'économie algérienne et l'économie de la France méridionale cessent, dans beaucoup de domaines (produits spécifiquement méditerranéens), d'être les concurrentes *naturelles* de l'économie italienne. Jamais elles ne deviendront, en regard de cette dernière, des économies « complémentaires », comme

(1) Plus d'un milliard de lires-or. Nous avons vu que ce déficit était exactement de 1.134.000 lires-or en 1913, dernière année « normale » d'avant-guerre.

(2) Sur la possibilité d'un rapprochement douanier franco-italien avant la guerre, voir un curieux ouvrage remontant déjà au début du siècle : TULLIO MARTELLO : *Lo Zollverein italo-francese e gli Stati Uniti d'Europa*. Bologna, 1905.

l'était très largement l'économie allemande d'avant-guerre et comme l'est redevenue l'économie allemande d'aujourd'hui.

Quant à la distinction entre les produits agricoles de notre Midi français qui seraient des « produits de luxe allant aux classes fortunées », alors que les produits similaires de l'agriculture italienne s'adresseraient à la « clientèle moyenne et populaire », elle nous paraît plus ingénieuse qu'exacte.

Le rôle considérable joué en 1913 par les importations allemandes de primeurs provenant d'Italie dans l'ensemble des importations de produits agricoles italiens sur le territoire douanier d'Allemagne montre qu'il faut se garder, dans ce domaine, d'affirmations trop catégoriques (1). Bref, la France, elle non plus, ne pouvait absorber, aussi bien que l'avait fait le Reich, l'excédent de la production agricole du Mezzogiorno ensoleillé.

Nous avons suffisamment insisté sur les chiffres d'avant-guerre au cours des chapitres qui précèdent en donnant une analyse détaillée des importations allemandes d'origine italienne et il nous paraît inutile d'y revenir ici. Il ne nous reste plus qu'à montrer, dans les pages qui vont suivre, comment le mouvement inévitable de reprise des relations commerciales entre l'Italie et l'Allemagne s'est dessiné, puis s'est accentué à partir de 1920, avec plus d'intensité même qu'on n'aurait pu le prévoir à l'origine, en ce qui concerne les produits agricoles italiens.

(1) L'Italie est fort bien outillée aujourd'hui pour produire des fruits et primeurs *de qualité supérieure*, susceptibles de satisfaire les consommateurs les plus difficiles. Or, c'est dans cette direction qu'elle a fait un gros effort au cours des années qui ont immédiatement précédé et suivi la guerre.

CHAPITRE II

^ RÔLE DES PRODUITS AGRICOLES ITALIENS DANS LA REPRISE PROGRESSIVE DES RELATIONS COMMERCIALES ITALO-ALLEMANDES APRÈS LA GUERRE

La période allant de janvier 1920, date de l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, à décembre 1925, date de la mise à exécution du traité de commerce italo-allemand dont nous exposerons ci-après les clauses principales peut, plus justement encore que toute autre, être considérée comme une période de transition.

Elle est caractérisée, du côté italien, par l'adoption du tarif douanier de 1921, qui fut, en matière économique, un des derniers actes du régime préfasciste. Tarif protectionniste de combat, s'il en fut, destiné surtout à servir d'instrument de compensation pour les traités de commerce et arrangements commerciaux à négocier ultérieurement. L'instrument en question s'est révélé efficace, puisque, malgré le renforcement de la tendance à l'autarchie qu'a représenté l'avènement du fascisme en Italie, il ne fut pas nécessaire de remanier, dans son ensemble, le tarif dont il s'agit, mais seulement de procéder à quelques retouches de détail. Quant au fascisme, ses répercussions sur l'économie italienne sont trop profondes et trop connues pour qu'il y ait lieu d'insister ici. Sans parler des ouvrages en langue italienne présentant, la plupart du temps, le caractère d'apologies du régime nouveau — à consulter par conséquent, avec une certaine prudence —, il existe des livres écrits en anglais et en français, comme ceux de M. C. Mac Guire, d'une part, de M. Michel Mitzakis, d'autre part, qui examinent, soit l'ensemble de la question, soit certains de ses aspects essentiels.

Nous croyons utile d'y renvoyer (1). Absorbé d'abord surtout par son œuvre politique et sociale, le fascisme italien ne s'est guère attaqué à fond aux problèmes commerciaux et douaniers proprement dits que pendant la période postérieure à 1925 qui ne nous concerne plus ici. Néanmoins son action ne pouvait être passée sous silence. Au lendemain du traité de commerce d'octobre 1925 qui constitue le point d'aboutissement de la présente étude, cette action s'exercera surtout dans le sens d'un protectionnisme indirect d'ordre administratif tendant à restreindre d'une autre façon les importations italiennes de produits étrangers.

Du côté allemand, la période 1920-1925 a été riche en événements d'une certaine gravité. La liquidation de la guerre perdue, puis une période d'inflation fiduciaire sans précédent, enfin le redressement pénible caractérisé par une stabilisation monétaire et économique progressive, tout cela ne devait pas manquer d'agir sur le monde des affaires en Allemagne à un tel point et dans une telle mesure qu'aucune des années 1920, 1921, 1922, 1923 ou 1924 ne peut être considérée comme approchant seulement de la « normale » en ce qui concerne les importations allemandes de produits agricoles italiens. L'obligation impérieuse de reconstituer à tout prix les stocks absolument épuisés de l'Allemagne, la nécessité où l'on se trouvait d'éliminer toute importation de produits de luxe (or, les fruits du Midi et l'huile d'olives ont pu être considérés comme moins indispensables que les poissons séchés de Norvège ou les produits des laiteries provenant du Danemark), le besoin enfin de restreindre et de contrôler les exportations de produits allemands qui auraient pu servir d'instruments d'échange, tout cela a influencé dans un sens plutôt défavorable le commerce des denrées alimentaires et des produits agricoles d'origine étrangère en Allemagne.

Ce n'est qu'à partir du premier semestre de 1924, celui qui a suivi la stabilisation du mark, qu'un mouvement de reprise assez net se fait sentir.

(1) C. MAC GUIRE : *Italy's economic position*. New-York (Macmillan), 1927.
— Michel MITZAKIS : *Les grands problèmes italiens : I. L'économie, les finances, les dettes*, Paris (Alcan), 1930, ouvrage publié dans la collection dirigée par M. François Simiand. Seul le premier volume a paru au moment où nous mettons sous presse.

Il est impossible de mieux l'illustrer qu'en indiquant, en regard de chacun des principaux produits entrant en ligne de compte, pour les quantités importées d'Italie par l'Allemagne, la moyenne semestrielle en kilogrammes de l'année 1923 et le chiffre atteint pendant le premier semestre de 1924 qui a immédiatement suivi la stabilisation. Si nous choisissons les quantités plutôt que les valeurs, c'est que 1923 a été une période d'instabilité monétaire extrême... Par conséquent, les déclarations faites par les importateurs, même quand il s'agit de valeurs en marks-or, nous paraissent très sujettes à caution. Il en résulte que les statistiques ayant trait au volume semblent établies d'une façon plus objective, pour cette période tout au moins.

§ I. — Produits agricoles italiens sans la soie grège.

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Produits de provenance italienne <i>Catégorie A. — Produits agricoles proprement dits</i>	Quantités importées d'Italie par l'Allemagne	
		Moyenne semestrielle en 1923	Premier semestre de 1924
		Kilogrammes	Kilogrammes
54 a	Amandes séchées.....	850.600	3 645.900
51 b	Citrons frais.....	6.433.600	20.781.200
47 a	Pommes fraîches.....	11.232.800	15.885.800
23	Pommes de terre.....	11.772.700	7.197.300
41,42,44	Fleurs fraîches.....	38.050	549.400
46 a	Noisettes.....	1.214 000	1.522.500
15,19 c	Graines à ensementer.....	957.700	1 317.800
51 a	Oranges et mandarines.....	4 281.300	51.040 100
33 e	Choux-fleurs.....	2 020 000	12.166.400
47 c	Pêches.....	51.000	151 000
33 h	Tomates fraîches.....	34 045.000	17 771.000
47 e	Abricots frais (y compris les mirabelles et reines claudes).....	182.300	173 500
33 m	Concombres frais.....	2.833.000	2.730 000

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Produits de provenance italienne <i>Catégorie C. — Animaux et matières d'origine animale</i>	Quantités importées d'Italie par l'Allemagne	
		Moyenne semestrielle de 1923	Premier semestre de 1924
		Kilogrammes	Kilogrammes
153-155	Peaux pour la préparation du cuir...	3.054.300	4.132.000
136	Oufs (d'oiseaux de basse-cour)	2.640.000	12.814.000
107	Volaille vivante et abattue.....	—	240 900
135	Fromages.....	14.000	34 800
144	Laine.....	173.600	259 800

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Produits de provenance italienne <i>Catégorie D. — Produits des industries agricoles accessoires</i>	Quantités importées d'Italie par l'Allemagne	
		Moyenne semestrielle de 1923	Premier semestre de 1924
		Kilogrammes	Kilogrammes
192-194	Tourteaux, brisures de riz, etc.	2.742.000	7.604.000
180	Vins en général.	771.000	1.692.700
166 <i>f</i>	Huile d'olives.	252.700	858.300
166 <i>c, g, k</i>	Autres huiles végétales.	424.800	971.800
188	Lie de vin.	63.700	101.600
182	Vins médicinaux et vins de vermouth	800	41.400

§ II. — Soie grège et bourre de soie.

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Produits d'Italie	Quantités importées d'Italie par l'Allemagne	
		Moyenne semestrielle de 1923	Premier semestre de 1924
		Kilogrammes	Kilogrammes
391	Soie grège non teinte ou teinte (même en blanc).	313.300	482.800
396-397	Bourre de soie (non peignée ou peignée).	193.500	155.400

Dans ce tableau, on n'a fait entrer à dessein que les produits figurant au moins pour 1.000.000 de marks d'avant-guerre dans la statistique allemande des valeurs relative à l'année civile 1913 (voir annexes I et III à la fin du présent volume). L'ordre choisi à l'intérieur de chaque rubrique a été celui de l'importance des produits dans la statistique allemande en question de 1913 (cela en vue de faciliter les comparaisons).

Les chiffres des quantités ainsi indiqués se passent presque de commentaires. Il est caractéristique de constater que pendant le premier semestre de 1924 les quantités importées d'Italie par l'Allemagne ont décuplé pour les fleurs fraîches ainsi que pour les oranges et mandarines, les plantes d'ornement et les fruits du Midi étant en général plutôt considérés comme des articles de luxe.

Les importations de choux-fleurs frais ont sextuplé, celles d'amandes séchées et de citrons ont triplé, alors qu'il y a eu un léger fléchissement pour les pommes de terre et les tomates fraîches, denrées de consommation plus courante.

Nous avons choisi intentionnellement le premier semestre de 1924 pour faire mieux ressortir dans l'ensemble les progrès réalisés sur 1923, mais il est certain qu'avec cette méthode les abricots et les concombres importés encore en quantités considérables après le 1^{er} juillet de chaque année n'ont pu être pris pleinement en considération pour 1924 dans notre tableau comparatif.

Quant à la soie, l'augmentation, qui est de plus de 50 % pour la soie grège, compense largement la faible diminution constatée en ce qui concerne la bourre de soie.

On voit dans tous les cas par ces chiffres quel essor la fin de l'inflation fiduciaire a donné au commerce allemand d'une façon générale et, en particulier, aux échanges italo-allemands, surtout pour les produits agricoles dans l'exportation desquels l'Italie s'est toujours spécialisée. On comprend que les exportateurs italiens aient cherché à développer encore le volume de leurs affaires d'exportation vers le Reich et aient insisté pour que le Gouvernement du Royaume soit un des premiers à signer une convention douanière avec l'Allemagne, dès que celle-ci aurait recouvré sa liberté tarifaire complète et remanié son tarif en conséquence. Cette convention devait être le traité de commerce du 31 octobre 1925 dont l'examen au point de vue qui nous occupe terminera la présente étude sur les importations allemandes de produits agricoles italiens.

CHAPITRE III

LE TRAITÉ DE COMMERCE ITALO-ALLEMAND DU 31 OCTOBRE 1925 ET LES PRODUITS AGRICOLES ITALIENS

Le Traité de commerce du 31 octobre 1925 est le premier en date des traités de ce qu'on appellera peut-être un jour, par analogie avec l'ère Caprivi et l'ère Bülow, l'« ère Curtius » dans l'histoire des relations économiques du Reich d'après-guerre avec les pays étrangers. M. Julius Curtius, qui a laissé d'assez mauvais souvenirs en général comme successeur de Gustav Stresemann au département allemand des affaires étrangères, a été, au contraire, pour son pays, un excellent ministre de l'Economie nationale. Les accords commerciaux qu'il a négociés ont permis à l'Allemagne, littéralement écrasée par les charges du Plan Dawes et à peine remise du rude ébranlement de l'inflation, de donner très vite à son commerce extérieur un essor rappelant celui d'avant 1914.

En octobre 1925, après le vote de la loi douanière du 17 août 1925, alors que neuf mois déjà s'étaient écoulés depuis l'échéance du 10 janvier 1925 (où l'Allemagne avait recouvré sa liberté en matière douanière aux termes des articles 264 et 280 du Traité de Versailles), le moment de la signature d'accords commerciaux entre le Reich et ses anciens adversaires était venu. Or, il semble significatif que le premier traité de commerce avec un pays qui fut belligérant (exception faite de con-

ventions stipulant purement et simplement la clause de la nation la plus favorisée avec les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne) ait été conclu par l'Allemagne républicaine avec le Royaume d'Italie. C'est qu'en dépit des frictions d'ordre politique (question alors aiguë du Haut-Adige) un rapprochement commercial et douanier du Reich et de l'Italie était à l'ordre du jour. L'économie italienne apparaissait de plus en plus, malgré le développement industriel de la péninsule, comme une économie complémentaire par rapport à l'économie allemande. L'Allemagne en avait besoin pour intensifier ses exportations de produits manufacturés. Le traité en question, paraphé le 3 octobre 1925 après les négociations assez rapides, signé le 31 octobre, puis ratifié par la loi allemande du 6 décembre 1925 (1), répond en gros à ce besoin.

Le texte lui-même de ce traité du 31 octobre 1925 peut être rapproché de la convention commerciale italo-allemande du 6 décembre 1891, car l'accord additionnel du 3 décembre 1904 n'a guère été qu'un avenant. Les annexes concernant les droits d'entrée en Allemagne établies en 1925 ne peuvent être comparées qu'aux tableaux qui remontent à 1904. En effet, entre 1891 et 1904, comme nous l'avons expliqué précédemment, est intervenue la transformation complète de la nomenclature douanière allemande, transformation exprimée dans le tarif allemand de décembre 1902.

Désireux de nous borner exclusivement au sujet qui nous occupe, nous ne nous attarderons pas sur les détails du traité de commerce du 31 octobre 1925. Il porte, du côté allemand, la signature du baron C. von Neurath, plus tard ministre des affaires étrangères du Reich, alors ambassadeur d'Allemagne à Rome, ainsi que de M. Wilhelm Denhard, directeur ministériel; du côté italien celle du Duce lui-même, Benito Mussolini. Les dix-sept articles de 1891 sont devenus en 1925, trente-neuf articles. Il s'agit, comme trente-quatre ans plus tôt, non seulement d'un arrangement douanier, mais d'un traité de navigation, d'un accord de transit et d'une convention d'établissement, le tout sur la base de la réciprocité la plus large.

L'article 11 prévoit que les produits allemands énumérés

(1) Voir *Reichsgesetzblatt*, II, n° 53, du 15 décembre 1925, p. 1020.

au tarif B bénéficieront des conditions fixées par ce tarif pour leur entrée en Italie, les produits italiens énumérés au tarif A doivent, à leur tour, bénéficier, pour leur entrée en Allemagne, des conditions fixées par ledit tarif (voir article 7, alinéa 1, du traité de 1891, modifié par l'article 1 de l'accord additionnel de 1904).

Une comparaison entre le tarif A annexé à l'accord de 1904 et le tarif A annexé au traité de 1925 s'impose évidemment. Nous avons énuméré plus haut les quarante-huit positions affectées par les exemptions de droits qu'a prévues l'accord additionnel italo-allemand du 3 décembre 1904.

Les exemptions pour les produits de provenance italienne sont devenues beaucoup moins nombreuses dans le traité du 31 octobre 1925. Elles se réduisent aux positions suivantes du tarif général allemand de 1902 maintenu en vigueur par la loi douanière du 17 août 1925 :

<i>Produits agricoles d'origine italienne.</i>	Position du tarif général allemand N°
1) Chanvre brut nettoyé, roui, taillé, écangué, dégraissé	28
2) Fleurs, feuilles inflorescences, pétales, herbes mousse marine, boutons, rameaux, même avec fruits pour bouquets et ornements, séchés, imprégnés ou autrement préparés pour en assurer la conservation, même teints . .	44

(Une note indique que ces fleurs, feuilles, inflorescences, etc..., séchées, blanchies, imprégnées ou autrement préparées pour en assurer la conservation, destinées à être travaillées dans la propre exploitation de l'importateur allemand, pourront bénéficier de la franchise douanière moyennant une licence délivrée dans des conditions à préciser par un arrêté du Ministre des Finances du Reich. Autrement, les fleurs, feuilles, inflorescences, etc., en question, acquitteront un droit de 40 reichsmarks par 100 kilo-

Produits d'origine italienne.

Position du tarif
général allemand
N°

grammes. Il s'agit donc d'une exemption conditionnelle.)

3) Citrons frais	51
4) Paprica frais, vert ou d'une autre couleur	66
5) Bois de bruyère, non ouvré ou coupé en morceaux	77
6) Bois de québracho ou autres bois à tan, en blocs même moulus, râpés ou autrement réduits	93
7) Algaroba (extrait d'inga), bablah, dividivi, cupules de glands, noix de galle, galles ou gallons, myrobolans, sumac, avelanèdes et autres matières à tanner non dénommées ailleurs même moulues, cachou brun et jaune, gambir brut ou purifié, kino	94
8) Manne et sucre de manne	99
9) Huiles grasses en fûts (huile d'olives pure, huiles sulfureuses, huile de ricin).	166
10) Déchets de riz même moulus, à l'exclusion des déchets utilisables comme fourrages	192
11) Résidus solides de la fabrication des huiles grasses	193
12) Soie grège non teinte	391
13) Bourre de soie non peignée	396
14) Bourre de soie peignée non teinte	397
15) Filés de bourre de soie à un ou plusieurs bouts non teints	398

L'exemption concernant la position 44 est en somme très relative et conditionnelle, ainsi que nous le mentionnons plus haut; les exemptions concernant les positions 66 et 93 sont nouvelles, les autres exemptions sont simplement reproduites d'après le tarif A de 1904; mais la plupart du temps elles ont été limitées à certains produits venant des colonies italiennes,

ainsi qu'une comparaison détaillée entre le tableau ci-dessus et le tableau figurant au § 1 du Chapitre V (Livre premier) (1) permettra de le constater aisément.

Les quatre seules exemptions importantes maintenues pour les produits entrant ici en ligne de compte sont celles qui ont trait au chanvre brut, aux citrons frais (position 51 du tarif allemand), aux huiles grasses en fûts (positions 166-167 du tarif allemand) et à la soie grège non teinte (position 391 du tarif allemand).

Il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de déterminer par quel droit conventionnel consolidé l'exemption encore en vigueur sous le régime du traité de 1904 a été remplacée pour les produits agricoles de provenance italienne par le traité de commerce italo-allemand du 31 octobre 1925. Le tableau ci-après contient la liste de ces anciennes exemptions en regard desquelles nous avons indiqué le régime auquel sont soumis les produits dont il s'agit depuis décembre 1925 :

Produits agricoles d'origine italienne	Position du tarif général allemand	Montant du droit de douane consolidé établi par le traité italo-allemand du 31 oct. 1925 (par 100 kilog.)
		<i>Reichsmarks</i>
1) Pommes de terre fraîches pendant la période du 1 ^{er} août au 16 février.....	23	1,50
2) Asperges fraîches pendant la période du 1 ^{er} avril au 30 juin.....	33	10
3a) Tomates fraîches pendant la période du 1 ^{er} mai au 15 juin.....	33	2
3b) Tomates fraîches pendant la période du 16 juin au 30 septembre.....	33	1,50
4) Artichauts frais.....	33	2
5) Melons frais.....	33	3

(1) Cf. p. 37 à 39 du présent travail.

Produits agricoles d'origine italienne	Position du tarif général allemand	Montant du droit de douane consolidé établi par le traité italo-allemand du 30 oct. 1925 (par 100 kilog.)
6) Plantes en pots.....	38	<i>Reichsmarks</i> droit variant de 20 à 60 reichsmarks selon les plan- tes. (1)
7a) Fleurs, inflorescences, pétales ou boutons pour bouquets et ornements, frais, pendant la pé- riode du 1 ^{er} décembre au 30 avril.....	41	100
7b) Fleurs, inflorescences, pétales ou boutons pour bouquets et ornements, frais, pendant la pé- riode du 1 ^{er} mai au 30 novembre.....	41	130
8) Raisins de table frais importés sur territoire allemand par colis postaux pesant au maxi- mum 5 kilogrammes de poids brut.....	45	5 (pendant la période du 1 ^{er} août au 30 no- vembre'. (2)
9) Pommes fraîches non emballées du 25 septembre au 31 décembre.....	47	2
10) Poires et coings frais non emballés du 1 ^{er} sep- tembre au 30 novembre.....	47	2
11) Myrtilles et baies de genévrier fraîches.....	47 (3)	3
12) Jus de citrons ne contenant ni éther, ni alcool, avec ou sans sucre, même stérilisé....	59	1

Ce qui frappe dans ce tableau, c'est le nombre de positions du tarif général allemand pour lesquelles le traitement privilégié

(1) Sous le régime du tarif italo-allemand de 1904, il y avait une exemption complète pour les pieds de cycas et les palmiers en pots et un droit de douane de 10 marks d'avant-guerre par 100 kilogrammes pour les autres plantes en pots (Cf. *Reichsgesetzblatt* 1904, p. 440 et 441).

(2) Restriction quant à la saison qui n'existait pas pour l'exemption générale accordée par la convention commerciale italo-allemande de décembre 1904.

(3) Pour les fraises, framboises, groseilles, mûres de ronces, baies de sureau et autres baies comestibles (Position 47 du tarif général allemand) bénéficiant sous le régime de la convention italo-allemande de 1904 de l'entrée en franchise avec ou sans condition, non seulement il n'y avait pas plus d'exemption, mais aucun droit consolidé n'était indiqué, ce qui revenait à l'application des droits du tarif autonome jusqu'à la conclusion d'accords éventuels par l'Allemagne avec d'autres pays exportant ces fruits. La convention commerciale franco-allemande du 30 août 1927 devait prévoir, pour les fraises fraîches, un droit consolidé de 15 reichsmarks les 100 kilogrammes, pour les groseilles, de 5 reichsmarks les 100 kilogrammes, pour les myrtilles et baies de genévrier, de 3 reichsmarks les 100 kilogrammes (*Reichsgesetzblatt*, 1927, p. 764 et 765).

gié des produits italiens, qu'il s'agisse d'exemptions ou de consolidations, a complètement disparu en 1925, alors que, sous le régime institué par l'accord de 1904 et mis en vigueur à partir de 1906, ces produits bénéficiaient de l'exemption complète. Les positions dont il s'agit sont au nombre de vingt-cinq :

1) graines de prairie de toute sorte (position 19); 2) autres graines, graines de raves, navets, carottes, graines de légumes, de fleurs et semences pour l'agriculture non dénommées ailleurs (position 21); 3) betteraves fourragères, carottes, navets blancs, etc. (position 24); 4) vannure, chènevotte, déchets de teillage, paille hachée (position 27); 5) plantes tinctoriales même salées, séchées à l'air ou à l'étuve (position 32); 6) bulbes d'orchidées non enracinés (position 39); 7) oignons, tubercules ou bulbes de fleurs non dénommés ailleurs (position 40); 8) feuilles, herbes, rameaux pour bouquets et ornements frais (position 42); 9) jus de fruits pour usages industriels ou médicaux (position 60); 10) jones même teints, refendus ou coupés, etc. (position 68); 11) baies, feuilles, inflorescences pour usages industriels (position 71); 12) baies, feuilles, inflorescences pour usages médicaux (position 72); 13) animaux vivants non dénommés ailleurs (position 125); 14) lait stérilisé (position 133); 15) laine de mouton même lavée (position 144); 16) poils d'animaux de race caprine, de lièvre, de lapin, d'animaux de races bovine et porcine (position 145); 17) crins de cheval (position 146); 18) plumes de lit (position 147); 19) soies de porc ou de sanglier (position 151); 20) cocons de vers à soie (position 152); 21) peaux brutes pour la fabrication du cuir (position 153); 22) coquillages et coraux bruts (position 156); 23) éponges brutes lavées ou blanchies (position 159); 24) autres matières animales non dénommées ailleurs (position 169); 25) lie de vin (position 188).

Il va sans dire que ces vingt-cinq positions sont loin d'avoir toutes la même importance au point de vue des échanges italo-allemands. Il y avait là un certain nombre d'exemptions de valeur purement théorique pour l'Italie dont d'autres pays fournisseurs de l'Allemagne ont pu automatiquement profiter par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée. Mais à cet égard le traité italo-allemand du 31 octobre 1925 revêt une importance spéciale, vu que c'est un des premiers qui aient été négociés après le recouvrement par le Reich de sa liberté en matière tarifaire.

Notons, à titre de simple indication, que vingt-deux mois plus tard, le 30 août 1927, quelques-unes de ces positions étaient visées par l'accord commercial franco-allemand, ce dont devaient profiter automatiquement les autres fournisseurs de l'Allemagne en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Par exemple, pour les graines d'herbes de toute sorte, un droit consolidé de 6 reichmarks était prévu (position 19); pour les oignons, tubercules et bulbes de fleurs non dénommés ailleurs, à condition que l'expédition se fasse en colis postaux pesant jusqu'à 5 kilogrammes inclusivement, le droit consolidé était de 20 reichmarks (position 40); en ce qui concerne les feuilles, herbes, rames fraîches, pour bouquets et ornements le droit consolidé variait de 25 à 75 reichmarks (position 42), etc. D'autres traités de commerce négociés après le 31 octobre 1925 ont aussi permis aux exportateurs italiens de bénéficier d'avantages douaniers qui n'avaient pas été spécialement consentis à l'Italie. L'incidence parfois inattendue de la clause de la nation la plus favorisée a certainement amené les négociateurs de Rome en octobre 1925 à se montrer plutôt circonspects.

Quand on accorde un tarif de faveur à des produits dont l'exportation est presque nulle, on s'expose à lier les mains aux négociateurs pour des conventions ultérieures dont les conditions restent à débattre, vu que la clause de la nation la plus favorisée tend à se généraliser toujours davantage et à devenir presque une clause de pure forme. A cet égard, la suppression des exemptions ou consolidations concernant les positions 24, 39, 40, 60, 125, 133 et 160 se comprend parfaitement, étant donné que les importations allemandes de betteraves fourragères, carottes et navets, de bulbes d'orchidées, d'oignons, tubercules et bulbes de fleurs « non dénommés ailleurs », de jus de fruits pour usages industriels ou médicaux et d'animaux vivants « non dénommés ailleurs » d'origine italienne sont demeurées peu abondantes et ont représenté une valeur insignifiante pendant toute la période au cours de laquelle l'accord commercial du 3 décembre 1904 a été en vigueur (1).

(1) Voir les divers volumes de *Der Deutsche Aussenhandel bearbeitet im Statistischen Reichsamt*. Reimar Hobbing, éditeur. Berlin, S. W. 61.

Mais dans presque tous les autres cas, il s'agit, en ce qui concerne le traité du 31 octobre 1925, d'une accentuation du protectionnisme allemand vis-à-vis de l'Italie relativement à la convention du 3 décembre 1904. Il est facile de le montrer pour les articles italiens d'exportation que ces suppressions de tout avantage douanier du côté allemand ont affectés principalement.

Parmi ces produits, présentaient une importance notable dans les échanges commerciaux entre l'Italie et l'Allemagne, conformément aux statistiques déjà analysées de l'année 1913 (1), les articles suivants :

Position du tarif général allemand	Importations allemandes de produits agricoles italiens admis en franchise sur le territoire douanier de l'Allemagne d'avant-guerre conformément à l'accord du 3 décembre 1904 et privés de tout avantage tarifaire par le traité de commerce du 31 octobre 1925	Valeur des importations effectuées pendant l'année civile 1913 en marks <i>d'avant-guerre</i>
42	Feuilles, herbes, rameaux, pour bouquets ou ornements, frais.....	1.249.000
144	Laine de mouton même lavée.....	1.052.000
153-154	Peaux brutes d'animaux pour la fabrica- tion du cuir.....	11 617.000
188	Lie de vin.....	1.016.000

Dans ces divers cas, la suppression totale d'avantages tarifaires à l'entrée en Allemagne a constitué un dommage appréciable pour le commerce italien d'exportation, d'autant plus qu'elle succédait à une longue période où les articles en question avaient pénétré en franchise complète sur le territoire douanier allemand.

Quant aux droits consolidés prévus par le traité de commerce du 31 octobre 1925, ils portent sur une quantité plus considérable de produits que ceux stipulés par l'accord italo-allemand de décembre 1904; mais on y remarque une très grande spécification. Une comparaison indiquant tous les détails pour les 220 positions qui entrent ici en ligne de compte sortirait évidemment du cadre du présent travail. Renvoyons au texte

(1) Après la guerre, les importations allemandes de laine, de peaux brutes, de lie de vin de provenance italienne ont continué de progresser en 1924 par rapport au niveau de 1923 (Voir notre tableau des quantités importées au chapitre précédent, p. 109 et 110).

officiel reproduit, de part et d'autre, par le *Reichsgesetzblatt* et par la *Gazzetta Ufficiale*; bornons-nous, comme lorsque nous avons rapproché la convention de 1904 du traité italo-allemand de 1891, à citer l'exemple des raisins frais, des vins, des fromages de toutes sortes, des oranges et mandarines fraîches.

Position du tarif général allemand	Produits agricoles d'origine italienne	Montant du droit de douane consolidé établi par le traité italo-allemand du 3 déc. 1904 (par 100 kg.) en marks d'avant-guerre	Montant du droit de douane consolidé établi par le traité italo-allemand du 31 oct. 1925 (par 100 kg.) en reichsmarks
47	Raisins de table frais non importés par colis postal.....	4	7
	Autres raisins, raisins foulés et fer- mentés, raisins de vendange...	10	tarif auto- nome appli- cable (ne fi- gurent plus dans l'annexe au traité de commerce).
180	Vins en récipients d'une capacité de 50 litres et plus, avec leur con- tenu d'alcool naturel } rouge... } blanc... avec un contenu d'alcool renforcé.		32 45 55
	Si le contenu d'alcool est de 14 % ou moins, sans distinction.....	20	
	Si le contenu d'alcool dépasse 20 % } en fûts..... } en récipients autres	20 30	
135	Fromages de Gorgonzola, de « fon- tina » et parmesan.....	20	20 (1)
	Fromage dénommé « Bel Paese »..		25
51	Oranges et mandarines fraîches..	3,25	3,25 (2)

(1) Selon le traité d'octobre 1925, sont exclus du bénéfice de ce droit consolidé les fromages parvenant sur territoire douanier allemand en colis pesant chacun moins de 2 kg. 500 gr. Par contre, les fromages de Reggio, Lodizio, Caciocavallo, Provolone, Montasio et Pecorino jouissent du même régime de faveur que le parmesan proprement dit. De plus, un droit consolidé existe aussi pour le fromage dénommé « Bel Paese », ce qui n'était pas le cas dans la convention italo-allemande de décembre 1904.

(2) Aucun changement entre la convention de 1904 et le traité de 1925 pour tous les agrumes de cette position du tarif général allemand. Les citrons frais restent exemptés de tous droits; les « cédrats, oranges amères, mangues, pistaches, etc... » paient, conformément au traité italo-allemand de 1925, un droit de 2 reichsmarks (De même, le droit était de 2 marks d'avant-guerre sous le régime de la convention de 1904).

En général, les chiffres indiqués ci-dessus n'ont pas besoin, semble-t-il, d'être commentés. La tendance protectionniste du traité y apparaît moins nettement que pour les suppressions d'exemptions douanières que nous signalions plus haut. Certes, pour les raisins l'augmentation du droit d'entrée qui passe de 1 marks d'avant-guerre à 7 reichsmarks est sensible. La tendance à éliminer les avantages douaniers pour les raisins de vendange et pour les vins blancs est évidemment inspirée par le désir de venir en aide aux viticulteurs allemands des districts du Rhin et de la Moselle qui se plaignent d'une crise chronique.

Au contraire, en ce qui concerne les fromages ou les agrumes, le maintien du droit d'entrée en Allemagne au même taux nominal malgré l'augmentation assez sensible des prix-or par rapport aux dix premières années du ^{xx}e siècle constitue plutôt une concession au commerce italien d'exportation.

Tel est, dans ses grandes lignes, le traité de commerce italo-allemand encore en vigueur aujourd'hui malgré plusieurs modifications de détail et la déconsolidation par le Reich d'un certain nombre de droits qui y sont stipulés. La politique dite des contingentements, mise en vigueur depuis et qui n'était pas encore florissante, a modifié profondément la nature des échanges entre l'Italie et l'Allemagne, moins d'ailleurs que celle des relations commerciales franco-allemandes.

Mais cela sort déjà des limites de la présente étude qui s'est imposé comme point d'aboutissement la date du 31 octobre 1925, de même que notre travail principal s'achève avec la loi douanière du 17 août 1925.

Quoi qu'il en soit, le traité du 31 octobre 1925 conclu entre l'Italie et l'Allemagne fait partie des conventions dont les avantages pour l'agriculture italienne compensent assez largement les inconvénients que nous avons voulu signaler aussi. Ce traité a subi aujourd'hui l'épreuve du temps et il a pu s'adapter aussi bien à la période d'expansion économique souvent factice en Italie et en Allemagne de 1925 à 1929 qu'à la période de crise aiguë entre 1929 et 1934 (dans le deuxième cas, bien entendu, avec les amendements de détail qui s'imposaient).

Un rapprochement économique italo-allemand est-il vraisemblable? Divers symptômes avaient permis de le supposer en

1933. Dans ce cas, le traité de commerce du 31 octobre 1925 aurait constitué une étape essentielle, de même que le traité de 1891 et la convention de 1904 sont des dates à ne pas négliger, quand on veut étudier la politique triplicienne de Caprivi ou de Bülow dans son ensemble, sous l'angle économique autant que sous l'angle politique.

OBSERVATIONS FINALES

En arrivant au terme de cette étude, nous en percevons mieux que quiconque les insuffisances. L'examen approfondi des détails de la politique douanière présuppose des connaissances pour ainsi dire inépuisables de géographie humaine, ainsi qu'une très grande dextérité, assez difficile à acquérir, dans le maniement des statistiques économiques et commerciales. Songeons que les travaux préparatoires des traités de commerce qui devaient être conclus par l'Italie lorsque le traité de 1891 avec l'Allemagne, modifié par l'accord de 1904 viendrait à expiration, c'est-à-dire aux environs de 1917 (1), comptent trente gros volumes, bourrés de faits et de chiffres. Ces études sont dues à la plume d'une cinquantaine au moins de spécialistes réputés pour chaque matière qui ont collaboré à une œuvre d'ensemble. Si l'on en tient compte, on a une tendance, comme travailleur isolé, à devenir extrêmement modeste.

Un essai comme le nôtre embrassant trente-cinq années de rapports commerciaux italo-allemands ne comporte guère de conclusion. Il faudrait, sans doute, pour arriver à une synthèse, avoir poussé encore plus loin le travail d'analyse. Afin d'alléger un peu le Chapitre premier de notre Livre II, le seul où nous tentions une analyse circonstanciée de cette nature, nous avons donné en annexe un tableau tout à fait détaillé des importations allemandes de produits agricoles italiens, toujours d'après les statistiques publiées par l'Allemagne, pour les rai-

(1) Ces traités n'ont jamais été signés, la guerre mondiale ayant éclaté dans l'intervalle. Mais les *Atti della Commissione Reale per lo studio del regime economico-doganale...* (1920) constituent une source très précieuse de documents en trente volumes dont nous énumérons les principaux pour l'objet qui nous intéresse dans notre notice bibliographique. (Voir p. 129 et 130.)

sous indiquées plus haut (1). Ce tableau a trait à 1913, dernière année d'avant-guerre et année centrale de notre étude, choisie par nous comme « année-type ».

Nous nous garderons néanmoins de « conclure »... Nous croyons seulement pouvoir présenter ici quelques observations finales.

Le traité du 31 octobre 1925 (2) constitue, à certains égards, un aboutissement. Cela ressort à nos yeux de l'ensemble de notre travail; mais l'histoire économique — plus peut-être que l'histoire politique — est une histoire qui ne se termine jamais, en ce sens qu'au lendemain même de la mise en application du traité de commerce de 1925 analysé par nous, des tonnes d'oranges, des mottes de fromage et des fûts d'huile d'olives ont été exportés d'Italie dans le Reich (nous indiquons ces exemples-là pour ne pas sortir du domaine assez limité assigné par nous au présent travail...).

Il convient tout de même de se demander rapidement, avant de mettre le point final à la présente étude, quels ont été les résultats du traité de commerce du 31 octobre 1925 au cours des premières années qui ont suivi sa mise en vigueur. Puisqu'aujourd'hui une analogie caractéristique dans les tendances politiques dominantes a semblé rapprocher l'une de l'autre l'Allemagne d'Adolf Hitler et l'Italie de Benito Mussolini, dans quelle mesure la période postérieure au traité de 1925 a-t-elle aussi ouvert la voie à une interpénétration économique italo-allemande?

A cet égard, il faut bien le dire, la première impression est plutôt négative... Nous avons eu sous les yeux les desiderata exprimés aux environs de 1924 par un certain nombre de firmes italiennes, considérables, grosses exportatrices de produits agricoles à destination de l'Allemagne; tous les mémoires en question étaient rédigés en prévision des négociations commerciales italo-allemandes de 1925. D'une façon générale, on peut affirmer que le traité du 31 octobre 1925 fut loin de satisfaire les exportateurs italiens. Toutes les maisons spécialisées en Italie

(1) Cf. pp. 45 et 46 du présent ouvrage.

(2) Voir, sur ce traité et sa préparation, une étude de la collection qu'a publiée Franz Eulenburg (*Neue Grundlagen der Handelspolitik*). Cette étude a été écrite en allemand dans les *Schriften des Vereins für Sozialpolitik* (t. CLXXI, II, 1925), par M. ANZILOTTI. Elle fait pendant à celle de M. W. SOMBART parue trente-cinq ans plus tôt.

dans l'exportation des produits agricoles soulignaient, en 1924, l'importance de l'Allemagne comme débouché pour leurs marchandises. Elles réclamaient, par exemple, l'entrée en franchise pour les abricots italiens pendant la période du 1^{er} juin au 15 août. Ces fruits sont dorénavant frappés, *toute l'année*, d'un droit de 5 reichsmarks par le traité du 31 octobre 1925, alors que ce droit était seulement de 4 marks d'avant-guerre sous le régime de l'accord de 1904. Pour les pêches, les exportateurs italiens faisaient valoir que la production allemande était insignifiante, sauf dans une seule région, la région rhénane, et que, par conséquent, l'Allemagne ne devrait, au fond, avoir aucune raison sérieuse de prévoir ici un droit d'entrée quelconque... Or, non seulement le droit de 4 marks stipulé dans l'accord de 1904 fut maintenu, mais il a été lui aussi porté à 5 reichsmarks par le traité de 1925. Quant aux cerises, l'Italie n'exportant que des primeurs, les exportateurs dont il s'agit préconisaient l'entrée en franchise des cerises italiennes sur le territoire douanier allemand pendant le mois de mai et la première quinzaine de juin, les cerises indigènes suffisant à partir de la deuxième quinzaine de juin à satisfaire presque complètement les besoins de la consommation à l'intérieur du Reich. Or, le droit d'entrée consolidé pour les « cerises et griottes » fut doublé en 1925, passant de 2 marks d'avant-guerre, en 1904, à 4 reichsmarks les 100 kilogrammes à dater de la mise en vigueur du traité du 31 octobre 1925. Cela fait évidemment plus que compenser la hausse des prix-or survenue dans l'interval. Pour les pommes, poires et coings, les exportateurs italiens demandaient le maintien de l'exemption des droits de douane concédée en 1904, à condition que ces fruits entrent en Allemagne non emballés et pendant la période s'étendant du 1^{er} septembre au 30 novembre de chaque année. Non seulement il ne fut pas donné suite à ce désir, mais les droits consolidés pour les fruits à pépins varièrent désormais de 2 à 7 reichsmarks (au lieu de 2 à 5 marks d'avant-guerre) selon le mode d'emballage et la date d'expédition. La suppression de cette exemption est une des mesures qui ont été les plus malaisément supportées par les exportateurs de produits agricoles en Italie.

Nous n'avons considéré ici que le cas des fruits. Or, on pourrait multiplier les exemples. Il faut évidemment recon-

naître que l'agriculture italienne en général ne fut que médiocrement satisfaite par le traité de commerce avec l'Allemagne du 31 octobre 1925.

Certes, il est assez curieux d'observer qu'il en fut à peu près de même des exportateurs de produits manufacturés allemands. Il paraît singulier de constater que c'est moins au traité de commerce lui-même qu'à l'interprétation qui en a été donnée par l'Italie à partir de 1926 que s'en prennent la plupart des économistes du Reich. A cet égard, la thèse soutenue par M. Axel Schindler, secrétaire général du Conseil de l'Agriculture allemande (*Deutscher Landwirtschaftsrat*), semble tout à fait caractéristique. M. A. Schindler est un des partisans de la doctrine ultraprotectionniste et autarchique en matière douanière. Mais on est très frappé de ce que, dans son livre *Grundfragen der Handelspolitik* (Questions fondamentales de la politique commerciale) (1), il insiste tout particulièrement sur l'exemple des relations économiques avec l'Italie pour montrer comment la plupart des pays étrangers ont pu, au fond, tourner, au détriment de l'Allemagne, la clause de la nation la plus favorisée. Insister sur cette question nous mènerait trop loin de notre sujet (2). Notons, toutefois, que si l'argumentation de M. A. Schindler est très fréquemment tendancieuse, il montre avec beaucoup de force qu'à la suite de la circulaire ministérielle italienne du 15 février 1926 et du décret italien du 10 mars 1927 les exportations allemandes vers l'Italie ont diminué sur toute la ligne.

Le traité de commerce avec l'Italie d'octobre 1925 n'aurait donc pas été non plus, du point de vue allemand, l'instrument propre à intensifier les relations commerciales entre le Reich et l'économie italienne.

Il y a, bien évidemment, dans les critiques que nous venons

(1) Berlin (Reinhold Kühn éd.), 1928, p. 64 à 72. Il est remarquable qu'un économiste comme M. W. Grotkopp, qui représente des tendances presque opposées, fasse les mêmes constatations pour la façon dont les avantages du traité de 1925 ont été rendus illusoire en ce qui concerne l'Allemagne par des mesures de protectionnisme indirect. *Die Zölle nieder!* Berlin (Rothschild), 1930, p. 41-44.

(2) Les droits d'entrée italiens, de protecteurs qu'ils étaient avant la guerre, sont devenus prohibitifs depuis 1926 pour beaucoup de produits allemands. MM. A. Schindler et W. Grotkopp s'accordent à le reconnaître. C'est là une conséquence du protectionnisme administratif indirect de l'Italie fasciste. Mais la question sort du cadre du présent ouvrage.

de résumer, une très grande part d'exagération (1). En effet, l'Allemagne et l'Italie d'après-guerre se complètent à tant d'égards qu'il n'est même pas besoin d'un rapprochement politique pour que les deux économies entrent fatalement en contact. Qu'on se reporte, à ce sujet, à ce que nous disions du commerce à moitié clandestin qui se faisait entre l'Allemagne et l'Italie après 1915 par l'intermédiaire de la Suisse. Le verger ensoleillé plein de primeurs et de fruits du Midi de la péninsule apennine restera toujours indispensable aux plaines germaniques arides et froides. Il y a des affinités économiques naturelles qu'une politique commerciale bien ou mal inspirée peut encourager ou contrarier, mais que même une volonté contraire des gouvernements resterait impuissante à éliminer.

Or, aujourd'hui, sans doute, les dispositions hostiles de la guerre ou de l'après-guerre sont en train de se transformer, du côté allemand comme du côté italien, en une volonté de conciliation. Tout permet donc d'augurer que, en dépit des tendances générales actuelles à l'autarchie, une nouvelle ère va s'ouvrir dans le développement des relations économiques italo-allemandes. L'afflux des produits agricoles italiens vers le grand Reich du Nord, afflux dont nous avons tenté ici de suivre les péripéties pendant plus d'une trentaine d'années, ne pourrait qu'en profiter dans un avenir prochain.

(1) Cf., pour la thèse contraire, l'ouvrage de M. Michel Mitzakis : *Les grands problèmes italiens*, tome I, p. 195, où l'auteur écrit : « L'Allemagne a reconquis dans la péninsule, avec une rapidité étonnante, la plupart des positions qu'elle avait perdues depuis la guerre. A l'heure actuelle, les exportations de charbons et de métaux, ainsi que ses achats de produits alimentaires en Italie, ont nettement dépassé le milliard et rattrapé le niveau d'avant-guerre. Depuis 1926 son commerce est devenu plus important que celui de la France et l'Angleterre. Elle est à nouveau le premier fournisseur et le premier débouché européen du fascisme. » Tels sont les faits qu'il ne faut pas perdre de vue à propos du traité d'octobre 1925, quand on cherche à déterminer quelle peut être la part de vérité dans les objections et les récriminations de M. Axel Schindler.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Il nous est impossible d'énumérer ici tous les ouvrages consultés par nous; nous renvoyons pour cela aux notes au bas des pages du présent volume.

Comme sources officielles, il faut citer en premier lieu le *Reichsgesetzblatt* (Berlin) et la *Gazzetta Ufficiale* (Rome), les statistiques du commerce extérieur de l'Allemagne et de l'Italie depuis quarante ans et enfin les *Atti della Commissione Reale per lo studio del regime economico-doganale* portant la date de 1920, mais remontant en partie à la période d'avant-guerre et comprenant trente volumes dont voici les principaux consultés par nous pour la présente étude (1):

Vol. I. — *Indirizzo generale della politica doganale* (Direction générale de la politique douanière).

Vol. III. — *Relazioni speciali sulle voci di tariffa — Parte Agraria* (Rapports spéciaux sur les positions du tarif — Partie agricole).

Vol. VII. — *Studi speciali. L'agricoltura italiana prima della guerra* (Etudes spéciales. L'agriculture italienne avant la guerre).

Vol. VIII (2). — *Vino e materie tartariche* (Vin et matières tartariques).

Vol. IX. — *Materie prime oleose e oli* (Matières premières oléagineuses et huiles).

(1) Les trente volumes en question ont été publiés et édités à Rome en 1920, sous les auspices du Ministère italien de l'Industrie, du Commerce et du Travail (*Ministero per l'industria, il commercio ed il lavoro*), au « Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione ».

(2) Les tomes VIII à XXX de la collection portent comme premier titre : *Elementi d'indagine raccolti dalla Segreteria* (Éléments d'enquête recueillis par le Secrétariat), ce qui indique qu'en dehors de travaux originaux, il y a une partie de compilation, compilation d'ailleurs très utile aux chercheurs dont elle simplifie les efforts et le travail.

Vol. X. — *Materie tessili e legnami* (Matières textiles et bois de charpente).

Vol. XI. — *Frutte fresche e secche* (Fruits frais et séchés).

Vol. XII. — *Prodotti dell' orticoltura, foraggi, ecc.* (Produits de l'horticulture, fourrages, etc.).

Vol. XIII. — *Cereali* (Céréales).

Vol. XIV. — *Bestiame, pollame e carni* (Bestiaux, volaille, viande).

Vol. XV. — *Prodotti e spoglie di animali e prodotti della pesca* (Produits et dépouilles d'animaux, produits de la pêche).

Vol. XXVI. — *Trasporti per terra e mare* (Transports par terre et par mer).

Telles sont les douze monographies entrant surtout en ligne de compte pour le travail qui nous occupe, il nous a été parfois nécessaire, bien entendu, de nous référer également aux dix-huit autres volumes (1).

En regard de cette documentation (indispensable pour l'époque immédiatement antérieure à la guerre de 1914-1918) concernant la préparation de nouveaux traités de commerce dont celui avec l'Allemagne ne devait être signé que le 31 octobre 1925, l'enquête agraire de Stefano Jacini (2) paraît elle-même peu de chose. Elle concerne, d'ailleurs, plutôt le développement de la production agricole et la situation des agriculteurs que les exportations de produits agricoles qui nous occupent ici. Enfin, elle a trait plus particulièrement à la période qui a juste précédé celle que nous voulons étudier. Nous croyons avoir montré, dans le Chapitre II de notre Livre premier, combien il y avait cependant à y glaner pour le sujet du présent travail.

Parmi les ouvrages géographiques sur l'Italie, le plus classique de ceux qui ont été écrits en langue allemande est, selon nous, celui de Theobald Fischer (3). Un résumé historique, parfois

(1) Chaque volume comporte en général de 200 à 500 pages dont beaucoup de chiffres et de tableaux.

(2) Pour la situation de l'agriculture italienne immédiatement après la guerre dans le Mezzogiorno, voir : Gino ARIAS : *La questione meridionale*. Bologna, 1921 (2 vol.). A. SARTORIUS, dans *Die Sizilianische Agrarverfassung* (Leipzig, 1913), donne une monographie intéressante sur la question agricole en Sicile avant la guerre mondiale. M. Vittorio BALBIANO a publié une étude comparable en Italie sur l'agriculture du Piémont (Turin, 1911).

(3) On trouve les données essentielles exposées en 250 pages dans un livre italien plus récent : Francesco PIVA, *Geografia economica e commerciale; L'Italia e sue colonie*. Livourne, 1930.

superficiel, des années 1860-1910 en Italie se trouve dans : Albert Zacher, *Italien von heute*, Heidelberg, 1911. Il importe, en outre, de consulter des études plus spécialement économiques, souvent publiées hors d'Italie, telles que notamment :

Max BROEMEL : *Italiens nationale Erhebung und seine wirtschaftliche Entwicklung*, Berlin (G. Siemen), 1911 (en langue allemande).

Robert ZUEBLIN : *Die Handelsbeziehungen Italiens*, Iéna (G. Fischer), 1913 (en langue allemande) (1).

Constantin Mac GUIRE : *Italy's Economic Position*, New-York (Macmillan), 1927 (en langue anglaise).

Ernest LÉMONON : *L'Italie économique et sociale*, Paris (Alcan), 1913 (en langue française).

Michel MITZAKIS : *Les grands problèmes italiens : l'économie, les finances et les dettes* (Tome Ier), Paris (Alcan), 1931 (en langue française) (2).

(M. Zueblin et M. E. Lémonon étudient l'Italie d'avant-guerre ainsi que, d'ailleurs, M. Broemel. Quant à M. C. Mac Guire et à M. Michel Mitzakis, ils examinent surtout l'Italie d'après-guerre, telle qu'elle a été économiquement transformée par le régime fasciste dont le grand effort en matière de politique commerciale et douanière se place plutôt après la date que nous avons assignée comme terme à notre travail, c'est-à-dire après 1925) (3).

En dehors des ouvrages cités dans le texte même de notre étude, comme ceux de M. F. Coletti, par exemple, il convient de consulter, pour le développement général de l'économie ita-

(1) Parmi les ouvrages d'après-guerre en langue allemande, il faudrait citer également : R. MICHELS, *Italien von heute*, Zurich (Orell-Fuessli), 1930, essai de synthèse remarquable sur l'évolution générale italienne pendant ces soixante dernières années (avant et après la Révolution fasciste). Nous avons eu l'occasion de citer ce travail au cours de notre étude, mais comme il se place à un point de vue plutôt sociologique qu'économique, il entre moins en considération que les trois autres pour le sujet spécial qui nous intéresse ici.

(2) Contient notamment, au Chapitre II de la Première Partie (sur « Le commerce extérieur et la balance des comptes », un aperçu général du commerce extérieur italien extrêmement intéressant dans l'ordre d'idées qui nous occupe. Un deuxième volume du même auteur doit faire suite au premier; il sera intitulé : « La Monnaie et le Crédit ».

(3) Dans la mesure où il importe de compléter ces éléments par quelques précisions sur la géographie humaine et économique de l'Europe centrale, il est essentiel de se référer aux deux gros volumes de M. E. DE MARTONNE sur *L'Europe centrale* qui constituent, à eux deux, le tome IV de la *Géographie universelle* publiée sous la direction de P. VIDAL DE LA BLACHE et L. GALLOIS. (Paris, A. Colin, 1930-1932.)

licenne : Comte VOLPI : *L'ultimo cinquantennio*, Roma, 1924 (1); pour les questions agricoles : les livres de A. SERPIERI : *La politica agraria del Governo nazionale*, Roma, 1924; *La politica agraria in Italia*, Plaisance, 1925; pour la politique douanière : C. BRESCIANI-TURRONI : *La politica commerciale italiana*, Bologne, (Zanichelli), 1920; R. MICHELS : *L'organizzazione del commercio estero*, Bologne (Zanichelli), 1925 (2); G. MORTARA : *Prospettive economiche*, Milan, 1932 (3).

(1) Peut être utilement complété par le livre plus ancien, de B. STRINGHER. *Gli scambi con l'estero e la politica commerciale italiana dal 1860 al 1910*. Milan (Hoepli), 1911.

(2) L'ouvrage de A. MONZILLI : *La politica doganale del l'Italia* (Roma, 1917), remonte déjà à plus d'une quinzaine d'années.

(3) Dans ce beau livre de plus de six cent pages, l'Italie économique occupe une place essentielle. La question des vins, celle de l'huile d'olives et celle de la soie y sont étudiées à fond.

ANNEXES

ANNEXE I

Importations allemandes de produits agricoles italiens pendant l'année 1913

(d'après les données de l'Office de Statistique du Reich).

*Tableau des principaux produits classés par ordre d'importance
au point de vue des valeurs*

Total des produits agricoles importés d'Italie : 133 millions de marks (sans la soie grège), soit environ 41 % de l'ensemble des importations allemandes d'origine italienne.		
Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Principaux produits entrant en ligne de compte (1)	Valeur en marks d'avant-guerre
A 28	Chanvre.....	14.941.000
C 153-155	Peaux.....	12.477.000
A 54 a	Amandes séchées.....	11.745.000
A 51 b	Citrons.....	7.900.000
A 47 a	Pommes.....	7.562.000
C 136	(Œufs (d'oiseaux de basse-cour).....	7.128.000
A 45 a	Raisins frais.....	6.632.000
A 23	Pommes de terre.....	6.567.000
A 41, 42, 44	Fleurs fraîches.....	5.500.000
A 46 a	Noisettes.....	3.702.000
A 15 a, A 18,	Graines à ensemer (de trèfle et de luzerne)....	3.700.000
A 19 c		
A 51 a	Oranges et mandarines.....	3.600.000
D 192-194	Fourrages divers (son, tourteaux, brisures de riz)...	3.000.000
A 45 c	Mout de vendange (2).....	2.608.000
C 107 a-c	Volaille (vivante et abattue).....	2.500.000
A 33 b, c	Choux fleurs et choux.....	2.330.000
A 47 f	Cerises.....	2.256.000
A 47 c	Pêches.....	1.645.000

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Principaux produits entrant en ligne de compte (1)	Valeur en marks d'avant-guerre
D 180 <i>a-f</i>	Vins (2).....	1.630.000
C 135 <i>a, c</i>	Fromages.....	1.600.000
A 47 <i>b</i>	Poires et coings.....	1.450.000
D 166 <i>f</i>	Huile d'olives.....	1.416.000
D 166 <i>c, g, k</i>	Autres huiles végétales.....	1.309.000
A 33 <i>h</i>	Tomates fraîches.....	1.300.000
A 47 <i>d, e</i>	Prunes et abricots.....	1.224.000
A 33 <i>m</i>	Concombres.....	1.100.000
C 144	Laine.....	1.052.000
D 188	Lie de vin (2).....	1.016.000
A 55 <i>c</i>	Marrons et châtaignes.....	1.000.000
D 172	Oléine.....	962.000
D 182	Vins médicinaux et vins de vermouth (2).....	855.000
A 33 <i>k, A 11 a</i>	Haricots (frais et séchés).....	725.000
C 145-146	Crins et poils.....	565.000
C 147	Plumes.....	475.000
A 52 <i>a</i>	Figues séchées.....	362.000
A 47 <i>h, i</i>	Fraises, myrtilles et groseilles.....	361.000
A 27 <i>b</i>	Paille.....	244.000
A 33 <i>p</i>	Salades, épinards, céleri, persil, carottes.....	209.000
A 33 <i>i</i>	Oignons.....	204.000
A 10, D 163	Riz glacé et non glacé.....	197.000
E 219 <i>c</i>	Conserves de tomates.....	166.000
D 197	Malt.....	161.000
A 55 <i>b</i>	Caroubes.....	137.000
A 33 <i>l</i>	Pois verts.....	132.000
A 46 <i>b</i>	Noix.....	106.000
A 33 <i>f</i>	Artichauts, champignons, courges, melons.....	98.000
A 33 <i>r</i>	Ail, poireaux, céleri.....	95.000
A 33 <i>g</i>	Asperges.....	60.000

(1) Les principaux produits agricoles, à l'exception de la soie grège, sont énumérés, d'après la valeur totale en marks des marchandises importées. Pour la classification systématique, nous renvoyons à l'Annexe III. Les lettres majuscules correspondent aux sections dans le tarif douanier allemand de 1902 et dans les statistiques officielles du commerce extérieur établies conformément à ce tarif : A. Produits agricoles proprement dits; B. Produits de la sylviculture; C. Animaux et matières d'origine animale; D. Produits accessoires de l'agriculture; E. Autres denrées alimentaires et articles de consommation (Voir *Reichsgesetzblatt* 1902, no 52, p. 303 à 442). Les numéros qui suivent les lettres majuscules sont les positions du tarif douanier allemand de 1902 (en vigueur depuis 1906). Les lettres indiquent, chaque fois, les subdivisions existant pour diverses positions.

(2) C'est en additionnant les positions 45 *c*, 180, 188 et 182 que nous arrivons au chiffre global de 5.090.000 marks qui est indiqué comme base de comparaison à la page 47 de la présente étude.

ANNEXE II

Importations allemandes de produits agricoles austro-hongrois pendant l'année 1913

(d'après les chiffres de l'Office de statistique du Reich,
par ordre d'importance au point de vue des valeurs).

Total des produits agricoles importés :
450 millions de marks, soit environ 58 % de l'ensemble des importations
d'origine austro-hongroise en Allemagne.

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Principaux produits entrant en ligne de compte	Valeur en marks d'avant-guerre
B 74, 76	Bois.....	76.700.000
C 136	Œufs (d'oiseaux de basse-cour).....	76.500.000
C 153, 155	Peaux.....	52.800.000
C 103	Bovins.....	32.000.000
A 3	Orge.....	22.600.000
C 147	Plumes.....	15.500.000
A 9	Malt.....	13.000.000
D 192, 194	Volaille.....	12.500.000
A 30	Houblon.....	9.700.000
A 15, 20 c	Graines à ensementer.....	9.000.000
D 186	Bière.....	7.700.000
A 28 d	Lin.....	7.400.000
D 192, 194	Tourteaux.....	7.300.000
C 100	Chevaux.....	5.800.000
A 47 a	Pommes.....	4.700.000
A 11 a	Haricots séchés.....	4.600.000
A 28 e	Chanvre.....	3.700.000
A 47 b	Poires et coings.....	3.200.000
D 190	Eaux minérales.....	2.800.000
A 33 m	Concombres.....	2.800.000
A 48 d	Prunes séchées (pruneaux).....	2.700.000
D 180 a, f	Vins.....	2.400.000
A 47 d, e	Prunes fraîches et abricots frais.....	2.000.000
C 144	Laine.....	2.000.000
C 134	Beurre.....	1.700.000

Numéro de la statistique allemande (Position du tarif douanier)	Principaux produits entrant en ligne de compte	Valeur en marks d'avant-guerre
A 27	Fourrages verts.....	1.700.000
C 125 <i>b</i>	Animaux divers.....	1.600.000
A 42	Feuilles, baies, inflorescences.....	1.600.000
D 162 <i>a</i>	Farine de froment.....	1.600.000
A 47 <i>h, i</i>	Myrtilles.....	1.600.000
A 23	Pommes de terre fraîches.....	1.500.000
C 115 <i>a</i>	Carpes (vivantes ou non).....	1.400.000
A 33 <i>i</i>	Oignons.....	1.400.000
A 45 <i>a</i>	Raisins frais.....	1.300.000

ANNEXE III

Importations allemandes de produits agricoles italiens (1913)

(d'après les statistiques allemandes officielles).

Importations allemandes de produits agricoles italiens sans la soie grège.

*Énumération de tous les produits importés en Allemagne
dans l'ordre du tarif douanier allemand.*

A. — Texte de la traduction officielle :

« Produits de l'agriculture et de l'horticulture ainsi que fourrages ». (2)

Numéro du tarif allemand (1)	<i>A. — Produits agricoles proprement dits</i>	Marks	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
	Céréales, riz et légumes secs			
6	Millet.....	27.000		
7	Maïs et dari.....	5.000		
10	Riz non glacé.....	24.000		
11 a	Haricots.....	45.000		
11 c	Lentilles.....	5.000		
			106.000	

(1) Les lettres A, C, D, B, E (majuscules) correspondent aux catégories officielles du tarif douanier allemand du 25 décembre (*Reichsgesetzblatt*, 1902, n° 52, p. 303-442). Quand nous avons cru devoir modifier, pour des raisons de commodité, la traduction littérale (catégorie A) nous indiquons le texte de cette traduction entre parenthèses. Nous avons fait précéder C de B et de D pour pouvoir donner le tableau des importations allemandes de produits agricoles italiens dressé par ordre d'importance.

(2) Nous indiquons en général la traduction donnée dans le *Bulletin International des douanes* publié à Bruxelles en plusieurs langues et imprimé dans cette ville chez Hayez, 112, rue de Louvain. C'est le fascicule 25 qui concerne le tarif douanier allemand. Nous n'avons pas cru devoir nous conformer à cette traduction pour chaque position, lorsque des raisons de commodité ou d'exactitude nous ont paru s'y opposer.

Numéro du tarif allemand	Produits agricoles proprement dits	Marks	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
Graines				
13 c	Pistaches.....	369.000		
14 c	Graines de moutarde.....	9.000		
15 a	Graines de lin, chenevis.....	26.000		
15 b	Graines de chanvre.....	1.000		
18 b	Graines de luzerne.....	1.035.000		
18 a, 18 d	Graines de trèfle incarnat.....	2.672.000		
	Autres graines de trèfle.....			
19	Graines de prairie de toutes sortes.	51.000		
21	Autres graines à ensementer....	206.000		
22	Graines comestibles (fenouil).....	10.000		
	Total pour les graines (positions 13 à 22 inclusivement).....		4.369.000	
23	Pommes de terre.....		6.567.000	
27	Paille et fourrages verts.....		257.000	
Cultures industrielles				
26 a	Coton.....		48.000	
28 b	Déchets de coton.....		7.000	
28 c, d, f	Lin (lin et étoupe de lin		98.000	
28 c, g	Chanvre (chanvre et étoupe de chanvre)...		14.941.000	
28 i	Jute.....		14.000	
28 o	Duvet végétal.....		3.000	
29	Tabac en feuilles.....		55.000	
30	Houblon.....		11.000	
32	Matières végétales propres à la teinture...		29.000	
	Total des cultures industrielles (positions 27 à 32 inclusivement).....		15.206.000	

Tableau d'ensemble :

	Marks d'avant-guerre
Céréales, riz et légumes secs.....	106.000
Graines diverses.....	4.369.000
Paille et fourrages verts.	257.000
Pommes de terre.....	6.567.000
Cultures industrielles (chanvre).....	15.206.000
soit en tout.....	26.505.000

Numéro du tarif douanier allemand	Légumes et Fleurs	Marks	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
	Légumes frais			
	Plantes potagères fraîches			
33 <i>b, c</i>	Choux.....	55.000		
33 <i>f</i>	Choux-fleurs.....	2.284.000		
33 <i>f</i>	Artichauts, champignons, courges, melons.....	98.000		
33 <i>g, k</i>	Asperges.....	60.000		
33 <i>l</i>	Tomates fraîches.....	1.299.000		
33 <i>i</i>	Oignons.....	204.000		
33 <i>k</i>	Haricots frais.....	679.000		
33 <i>l</i>	Pois verts frais.....	132.000		
33 <i>m</i>	Concombres.....	1.100.000		
33 <i>o, r</i>	Ail, poireaux, céleris, carottes, ra- dis, betteraves et autres plantes potagères.....	107.000		
33 <i>p</i>	Salades, épinards, persil.....	209.000		
	Total pour la position 33 (légu- mes frais.....		6.227.000	
	Légumes et plantes potagères salés, pelés, pressés, séchés ou ayant subi une autre préparation simple.			
34	Laurier, sauge, marjolaine, aspéru- les et autres épices (séchées)....	42.000		
36	Artichauts, melons, champignons, asperges, tomates, pelés, pressés, séchés, cuits ou ayant subi une préparation simple.....	378.000		
37	Plantes potagères, haricots et pois verts ayant subi une préparation simple, choucroute.....	26.000		
	Total pour les positions 34 à 37..		446.000	
	Total pour les positions 33 à 37..			6.673.000
	Fleurs et plantes d'ornement fraîches			
38 <i>a</i>	Palmiers.....	7.000		
	Fleurs, inflorescences, pétales, boutons pour bouquets ou ornement			
41 <i>a, b</i>	Œillets, orchidées, roses, violettes, lilas et chrysanthèmes frais....	3.578.000		
41 <i>c, d</i>	Jacinthes, primevères, myosotis et autres fleurs fraîches.....	316.000		
42 <i>a, b</i>	Feuilles, bulbes, rameaux pour bou- quets ou ornement, frais.....	1.249.000		
	<i>A reporter....</i>	5.150.000		

Numéro du tarif douanier allemand	Légumes et Fleurs (suite)	Marks	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
	<i>Report</i>	5.150.000		
44 a, b	Fleurs, inflorescences, pétales, boutons, feuilles, rameaux pour bouquets ou ornement, séchés ou ayant subi une préparation simple.....	298.000		
	Total pour les fleurs et plantes d'ornement fraîches (positions 38 à 44).....			5.448.000

Tableau d'ensemble

	Marks d'avant-guerre
Légumes, plantes potagères.....	6.673.000
Fleurs et plantes d'ornement fraîches.....	5.448.000
Total pour légumes frais et fleurs.....	12.121.000

Numéro du tarif douanier allemand	Fruits de table frais	Marks	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
45 a	Raisins de table frais.....	6.632.000		
45 b	Raisins de vendange frais.....	23.000		
45 c	Moût de vendange.....	2.608.000		
46 a	Noisettes.....	3.702.000		
46 b	Noix.....	106.000		
47 a	Pommes.....	7.562.000		
47 b	Poires et coings.....	1.447.000		
47 c	Pêches.....	1.645.000		
47 d	Prunes.....	185.000		
47 e	Abricots, mirabelles.....	1.039.000		
			Total pour les prunes, mirabelles et abricots: 1.224.000	
47 f	Cerises.....	2.256.000		
47 g, i	Prunelles, myrtilles et groseilles.....	361.000		
			Total pour les fruits de tables frais 27.566.000	
	A déduire : moût de vendange.....		2.608.000	
	Total pour les fruits frais (1) de table (positions 45 à 47 moins 45 c).....			25.958.000

(1) Sans les agrumes.

Numéro du tarif douanier allemand	Fruits de table frais	Marks	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
48 g	Fruits séchés et pulpes de fruits de table.....	129.000		
50	Bananes.....	15.000		
51 a	Oranges et mandarines fraîches....	3.429.000	Total pour les fruits du Midi frais (agrumes):	11.196.000
51 b	Citrons frais.....	7.680.000		
51 c	Cédrats, figues fraîches, etc.....	87.000		
52 a	Figues séchées.....	362.000		
52 b, c	Raisins secs et dattes.....	37.000		
54 a	Amandes séchées (avec ou sans écorce.....	11.745.000		
54 b	Oranges et grenades séchées.....	70.000		
55 b	Caroubes (même moulues).....	137.000		
55 c	Châtaignes.....	979.000		
56	Citrons ayant subi une préparation simple.....	29.000		
57	Noix de coco.....	29.000		
58	Ecorces d'oranges ou de citrons, cédrats ayant subi une prépara- tion simple.....	193.000	Total pour les fruits séchés :	13.873.000
59 a, b	Jus de citron, etc.....	163.000		
	Divers.....	129.000		
	Total pour les fruits frais ou ayant subi une préparation simple (y compris les agrumes).....			52.650.000
60 a	Opium.....	17.000		
66	Piment.....	67.000		
68 a	Crin végétal, jones, etc.....	2.000		
68 c	Fibres, rameaux, etc. pour la fabri- cation des balais.....	167.000		
71 a	Agaric, vermouth.....	86.000		
71 b	Cardères.....	6.000		
72 c	Baies, feuilles, plantes d'un usage industriel ou médicinal.....	288.000		
1-73	Autres produits à la catégorie A..	42.000		
	Total des marchandises diverses rentrant dans la catégorie A (pro- duits agricoles proprement dits)..	675.000		
	Total de la catégorie A (produits agricoles proprement dits).....			91.982.000

Tableau d'ensemble (Catégorie A)

	Marks
Céréales, graines et cultures industrielles.	26.485.000
Légumes et fleurs.....	12.121.000
Fruits.....	52.650.000
Divers.....	675.000
Total.....	91.931.000

Numéro du tarif douanier allemand	C — Animaux et Matières d'origine animale	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
100-102	Chevaux, ânes, mulets.....	211.000	
115-117	Poissons frais et ayant subi une préparation simple.....	608.000	
107, 136	Volailles et œufs d'oiseaux de basse-cour.....	9.628.000	à savoir : Volaille (107) : 2.500.000 Œufs d'oiseaux de basse-cour (136) : 7.126.000
125 b	Autres animaux vivants.....	38.000	
126 b	Margarine, beurres, graisses.....	88.000	
128, 134			
135	Fromages.....	1.617.000	
140, 141	Miel et cire.....	390.000	
144	Laine de mouton même lavée....	1.052.000	
145, 116	Crins et poils.....	565.000	
151			
147, 150	Plumes.....	475.000	
153, 154	Peaux brutes pour la préparation du cuir.....	11.617.000	Total pour les peaux : 12.044.000
155	Peaux brutes pour fourrures brutes	427.000	
159	Eponges.....	89.000	
	Autres matières animales.....	344.000	
108	Viande fraîche et fumée.....	47.000	
100-161	Total de la catégorie C.....	27.196.000	

Numéro du tarif douanier allemand	D. — Produits des industries agricoles accessoires	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
163	Riz glacé (1).....	173.000	
166 f	Huile d'olives pure en fûts.....	1.416.000	Total pour les huiles végétales
166 c, g, k	Autres huiles végétales.....	1.346.000	2.762.000;

(1) Cf. Position 10 de la Catégorie A (Riz non glacé).

Numéro du tarif douanier allemand	D.— <i>Produits des industries agricoles accessoires</i>	Marks	Valeur en marks d'avant-guerre
180 a, d	Vins, y compris les vins destinés au coupage et à la fabrication du cognac.....	1.638.000	Total pour les vins : 2.492.000
180 f	Vins médicinaux et vins de vermouth.....	855.000	
178	Alcool et liqueurs.....	1.000	
187	Vinaigre de toute espèce.....	6.000	
188	Lie de vin.....	1.016.000	
190	Eaux minérales.....	5.000	
192, 194	Fourrages divers (son, tourteaux, etc...), résidus solides de la fabrication des huiles et de l'ami don.....	3.072.000	
197	Malt.....	166.000	Total pour les huiles végétales (166) et l'oléine (172) : 2.762.000
172	Oléine (acide oléique) et fèces d'huile.....	962.000	
			962.000
			3.724.000
162-197	Autres produits accessoires de l'agriculture.....	10.000	
162-197	Total de la catégorie D.....	10.629.000	

Numéro du tarif douanier allemand	B. — <i>Produits de la sylviculture</i>	Marks
76 e, 83 a	Bois.....	675.000
90 a, b	Liège.....	310.000
99	Camphre brut ou purifié.....	252.000
74-98	Autres produits de la sylviculture (voir notamment 91 b et 98 d).....	632.000
	Total pour la catégorie B.....	1.869.000

Numéro du tarif douanier allemand	E.— <i>Denrées alimentaires et articles de consommation non compris dans les rubriques A, B, C, D.</i>	Marks
199-202	Confiserie, articles de boulangerie, y compris gâteaux et biscuits.....	184.000
200	Pâtes alimentaires.....	159.000
204	Chocolats et succédanés.....	6.000
216	Câpres, olives, épices diverses.....	32.000
219	Conserves diverses en récipients hermétiquement fermés (poissons, viande, tomates, etc.).....	235.000
220	Tabacs, cigarettes.....	476.000
198-220	Total pour la catégorie E.....	1.092.000

<i>Total pour les catégories A à E.</i>	Valeur en marks d'avant-guerre
A (Positions (1) 1 à 73).....	91.982.000
C (Positions 100 à 161).....	27.196.000
D (Positions 162 à 197).....	10.629.000
B (Positions 74 à 99).....	1.869.000
E (Positions 198 à 220).....	1.092.000
soit :	132.768.000 (2)

(1) Il s'agit ici des positions du tarif douanier allemand de 1902.

(2) Le total de 133 millions de marks d'avant-guerre indiqué à la page 134 du présent ouvrage a été obtenu en arrondissant les chiffres.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES

TABLE DES MATIÈRES

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES

A		Pages	E		Pages
Anzilotti	.....	125	Ellena	.....	19
Arias G.	.....	130	Eulenburg, Franz	.....	125
B			F		
Balbiano V.	.....	130	Fischer, Theobald	 2,	131
Bismarck (Prince de), I,	24,		Fraser, H. F.	.....	7
	25,	26	G		
Bresciani-Turroni, C.	.....	132	Gallois, L.	.....	131
Broemel, Max.	.....	131	Gignoux, C. F.	.....	101
Bülow, Bernard de	32, 35,		Grotkopp, W.	.....	127
	99, 112,	122	Guillaume II, Empereur		
Bürklin	.....	89	d'Allemagne	 28,	43
C			H		
Callegari, G.	.....	33	Hauser, Henri	.....	45
Caprivi, III, 14, 17, 28, 31,			Hitler, Adolf	.....	125
	35, 40, 44, 47, 96, 112,	123	Hohenlohe	.....	72
Cavour	.....	16, 20	J		
Clévenot, E.	.....	57, 67	Jacini, Stefano, 15, 20, 21,		
Coletti, F.	 21, 22,	131		22, 23, 26,	130
Crispi	.....	19, 20	K		
Curtius, J.	.....	112	Kirchoff, A.	.....	2
D			L		
Dawes, Général	.....	112	Lamarmora	.....	16
Deinhard	.....	90	Launay, L. de	.....	100
Denhard, W.	.....	113	Lémonon, Ernest	.....	131
Depretis	.....	21	List, Friedrich	.....	7

	Pages		Pages
		R	
Lotz, Walter.....	72	Ricasoli.....	16
Lucioli, L.....	33	Roux, Paul.....	23
Luzzatti, L..... 19,	33	Ruggero, C.....	2
M		S	
Mac Guire, C.... 58, 107,	131	Sartorius, A.....	130
Majorana, A.....	33	Scheel, H. von.....	45
Malvano, G.....	33	Schindler, A..... 127,	128
Manzoni.....	22	Schmoller, G... ..	90
Martello, T.....	105	Serpieri, A.....	132
Martonne, E. de.....	131	Simiand, F.....	108
Michels, R.... 7, 16, 131,	132	Sombart, Werner, 29, 45,	
Mirabello, C.....	33	46, 46, 50,	125
Miraglia, N.....	33	Stresemann, Gustav	112
Mitzakis, Michel, 107, 108,		Stringher, B.....	132
128,	131	T	
Monts, A. von.....	33	Tittoni, E.....	33
Monzilli, A.....	132	V	
Mortara, G.....	132	Victor-Emmanuel III, Roi	
Moye, M.....	82	d'Italie	33
Mussolini, Benito... 113,	125	Vidal de la Blache, P.....	131
N		Volpi, Comte.....	132
Naumann Friedrich.. 26,	30	Vosberg-Rekow.....	32
Neurath, C. von.....	113	W	
Nogaro, B.....	82	Westphal, Max.....	90
P		Z	
Pantano, E.....	33	Zacher, Albert.....	131
Piva, F.....	130	Zueblin, Robert.. 14, 20,	131

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I

INTRODUCTION

Conditions géographiques du développement de la production agricole en Italie.....	1
--	---

LIVRE PREMIER

Traité de commerce italo-allemands entre 1890 et 1914.....	7
--	---

CHAPITRE PREMIER

La production agricole de l'Italie à la fin du XIX ^e siècle.....	8
§ I. — Soie grège.....	8
§ II. — Chanvre.....	9
§ III. — Fromages.....	9
§ IV. — Pommes de terre.....	10
§ V. — Vins.....	11
§ VI. — Huile d'olives.....	12
§ VII. — Agrumes.....	13
§ VIII. — Fruits frais et séchés.....	14

CHAPITRE II

Dépression économique en Italie et guerre douanière avec la France. Conclusions de l'enquête Jacini.....	15
--	----

CHAPITRE III

Le traité de commerce italo-allemand de 1891.....	25
---	----

CHAPITRE IV

Pages

Le traité de commerce italo-allemand de 1904.....	32
§ I. — Exemptions des droits de douane.....	36
§ II. — Consolidation de certains droits d'entrée.....	41

LIVRE II

Les résultats obtenus à la veille de la guerre mondiale.....	42
--	----

CHAPITRE PREMIER

Analyse détaillée des importations allemandes de produits agricoles italiens en 1913.....	44
§ I. — Matières premières industrielles (soie grège, chanvre, laine).....	48
§ II. — Légumes frais, conserves de légumes, pommes de terre.....	50
§ III. — Fleurs fraîches, feuilles, herbes, rameaux.....	57
§ IV. — Graines à ensemercer.....	59
§ V. — Fruits de table frais et agrumes.....	60
§ VI. — Peaux, poils, plumes, etc.....	69
§ VII. — Produits divers.....	71
§ VIII. — Aperçu d'ensemble.....	76

CHAPITRE II

Importations italiennes de produits agricoles allemands en 1913	77
§ I. — Produits agricoles proprements dits.....	78
§ II. — Animaux et matières d'origine animale.....	79
§ III. — Autres produits agricoles et produits de consommation divers.....	80

CHAPITRE III

La concurrence française.....	82
-------------------------------	----

CHAPITRE IV

La concurrence espagnole.....	85
-------------------------------	----

CHAPITRE V

La concurrence d'autres pays européens.....	93
§ I. — Importations allemandes de produits agricoles suisses.....	93
§ II. — Importations allemandes de produits agricoles austro-hongrois.....	95
§ III. — Importations allemandes de produits agricoles provenant d'autres pays d'Europe.....	97

LIVRE III

Pages

Les produits agricoles italiens en Allemagne pendant et après la guerre.....	98
--	----

CHAPITRE PREMIER

De la rupture des relations diplomatiques italo-allemandes à la mise en vigueur du Traité de Versailles (1915-1920).....	99
--	----

CHAPITRE II

Rôle des produits agricoles italiens dans la reprise progressive des relations commerciales italo-allemandes après la guerre.	107
---	-----

CHAPITRE III

Le traité de commerce du 31 octobre 1925 et les produits agricoles italiens.....	112
--	-----

OBSERVATIONS FINALES.....	124
---------------------------	-----

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.....	129
-----------------------------	-----

ANNEXES.....	133
--------------	-----

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES.....	147
---	-----

Vu le 5 janvier 1934.

Pour le Doyen de la Faculté des Lettres,

L'Assesseur : J. VENDRYÈS.

Vu le permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

